La parole aux 18-28

Agir face aux dérèglements du monde

Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

La parole aux 18-28

Agir face aux dérèglements du monde

Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Remerciements

Ils sont cette année 120 étudiants ou jeunes actifs de 18 à 28 ans invités par le Cercle des économistes à participer à la 20e édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Ils ont été sélectionnés parmi près de 400 candidatures dans le cadre du dispositif ***La Parole aux 18-28***.

Cette année, l'actualité a donné aux textes proposés une pertinence et une gravité exceptionnelles ; le choix des quatre lauréats, d'une « mention spéciale » et de plusieurs coups de coeurs n'en a été que plus difficile.

Étienne Klein, physicien, directeur de recherches au CEA et docteur en philosophie des sciences nous a fait, cette année encore, l'amitié et l'honneur de présider le jury. Il était assisté d'Agnès Audier (Senior Advisor, BCG), Françoise Benhamou (Cercle des économistes), Jacques Biot (Ancien Président de l'École polytechnique), Patrice Geoffron (Cercle des économistes), Sylvie Kauffmann (Directrice éditoriale, *Le Monde*), Eric Molinié (Secrétaire Général, Dalkia) et Bruno Raffaelli (de la Comédie Française). Cette année, Anne-Laure Jumet, Chef du service économique et social de France Culture a rejoint ce prestigieux jury au titre d'un partenariat privilégié de la chaîne avec les Rencontres.

Tous nos remerciements aussi aux membres du Cercle des économistes qui lisent et évaluent toutes les contributions pour soumettre les meilleures au jury, avec l'assistance du comité de lecture interne et de l'équipe ***La Parole aux 18-28*** en charge de l'opération.

Enfin, *last but not least*, nos remerciements et nos félicitations à tous les candidats de ***La Parole*** qui ont partagé avec générosité, cœur et intelligence leur réflexion et leurs interrogations sur la période troublée que nous traversons ensemble.

Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des économistes

Merci à nos partenaires !

« Prendre en réparation le monde, par fragments, comme il nous vient. »

Francis Ponge

Faisons un petit exercice de mémoire : Qu'est-ce qui nous occupait il y a encore quelques mois ? J'ai le souvenir que nous faisions joujou avec le spectre de l'effondrement, voire avec la fin du monde, quand nous ne nous disloquions pas en une sorte d'immobilité trépidante. Nous courions « sur un tapis roulant les yeux bandés, après le scoop du jour », pour parler comme Régis Debray. Nous ne parlions en effet que du présent, commentant à l'infini le moindre fait divers, comme si le futur s'était absenté de nos représentations, comme si l'urgence avait partout répudié l'avenir comme promesse. Le monde de demain était ainsi laissé en jachère projective. Or, que voyons-nous qu'il se passe depuis que le petit coronavirus a fait bifurquer le destin planétaire ? Bien sûr, nous demeurons concentrés sur le très court terme, occupés à chercher la manière la plus efficace de gérer les terribles crises sanitaire et économique qui se développent. Mais dans le même temps, chacun d'entre nous se sent invité - et même porté par la force des choses - à réinvestir l'idée de futur.

Ainsi, en seulement quelques semaines, par un effet paradoxal de la catastrophe en cours, la flèche du temps s'est comme redynamisée : l'idée qu'il y aura demain un monde a remplacé l'idée de fin du monde !

Nul ne sait ce que sera ce monde de demain, mais chacun sent bien que nous allons devoir y réparer beaucoup de choses, et en inventer d'autres.

Les textes qui suivent montrent que les 18-28 ans ont parfaitement compris cela, qu'ils fourmillent et ont de l'énergie à revendre

Étienne Klein, Président du Jury de la Parole aux 18-28

I

Quatre Lauréats

Voyage à trois escales

À l'heure où le Vieux Continent ferme ses frontières, où les tweets hurlent plus fort que les gazouillis des oiseaux que l'on entend à nouveau, où la complexité des travaux scientifiques se noie sous les paroles de guides d'opinion n'ayant d'expertise que le nom, et où les citoyens du monde redécouvrent la signification du biopouvoir de Michel Foucault, je vous propose de faire une pause.

Silence. Arrêt sur image. Partons ensemble en voyage.

Un périple en trois volets. Les témoignages présentés ici, issus de projets que j'ai eu la chance d'entreprendre, sont comme trois balises qui pourront, je l'espère, initier des réflexions, et mieux encore, susciter des actions. Un programme en trois escales : agriculture, énergie, mobilité des jeunes.

Première escale : Hiscahoco
Quel modèle agricole souhaitons-nous ?
Pour atteindre Hiscahoco, il faut d'abord rejoindre La Paz, capitale de la Bolivie nichée à près de 3 500 mètres d'altitude. Naviguer dans le dédale de rues de la métropole d'El Alto, qui s'étend chaque année un peu plus sur les grandes plaines de l'altiplano. Prendre un bus à la volée vers le Sud, en laissant le lac Titicaca derrière soi. Demander au chauffeur de s'arrêter sur la nationale, aux environs du village Ayo Ayo. Marcher ensuite une demi-heure dans la broussaille poussiéreuse en visant les collines d'herbes folles qui pointent leur nez à l'Ouest. Enfin, apercevoir les quelques maisons de terre cuite éparses qui forment la communauté paysanne d'Hiscahoco.

Nous sommes à l'été 2018. Je rejoins pour la seconde fois la famille de Wilmer, Lydia, et leurs cinq enfants. Le sourire des petits à la peau tannée par le soleil et le vent m'avait manqué. Deux ans auparavant, j'étais parti à leur rencontre dans le cadre d'un projet d'aide au développement. Mes premiers jours en immersion avec eux avaient été rudes. Réveils nocturnes à cause du manque d'oxygène. Pas d'eau courante. Récolte de l'orge à la serpe, enfants compris. Alimentation de subsistance et pommes de terres déshydratées (*chuño*) à chaque repas.

Deux idées avaient alors émergé. La première consistait à créer un outil à traction animale pour faciliter la récolte des pommes de terre. L'objectif : soulager les paysans les plus modestes, pour lesquels la location d'un motoculteur était inaccessible. C'est ce que nous avions fait en 2016, à partir de matériaux de seconde main, avec la famille de Wilmer et des techniciens locaux. La seconde idée s'attachait à construire une serre agricole, afin que la famille puisse diversifier son alimentation, limitant ainsi les carences des enfants. C'était la raison de mon retour deux ans après.

2018 était donc le moment de construire la serre. À mon arrivée, je notais l'apparition d'un étroit bâtiment attenant à un mur de leur maison. Wilmer était alors fier de m'en montrer le contenu : une douche ! Fraîchement construite par une ONG locale. Quelle surprise puisque, sans eau courante, il était de coutume de faire sa toilette au gant. Et pas tous les jours. Pour un habitué du confort occidental, j'en avais fait les frais lors de mon premier séjour avec eux. Seul bémol, la douche s'était transformée en débarras et le pommeau de douche avait été revendu par la famille sur le marché local… Un beau projet sur le papier. Avis plus nuancé sur le terrain.

On effleure ici les enjeux des projets d'aide au développement. Aide-t-on vraiment là où les populations en ressentent le besoin ? Ces populations arrivent-elles par elles-mêmes à identifier leurs besoins les plus prioritaires ? Sans compréhension intime des habitudes locales, sans suivi régulier, les projets s'essoufflent, échouent. D'autres exemples dans la communauté d'Hiscahoco, des toilettes sèches qui servent aujourd'hui de stockage de foin, un ordinateur donné à l'école, mais le professeur ne sait pas s'en servir ; ou encore une partie du réseau d'eau qui devient canalisée, sans qu'aucun technicien n'ait été formé pour réparer les fuites.

Alors prenons un peu de recul. Les subtilités des projets d'aide au développement peuvent éclairer notre crise sanitaire actuelle. En effet, dans un cas on œuvre pour des droits fondamentaux, mais les contours de cet objectif sont flous. Et les conséquences des actions qui y répondent sont multiples. Dans l'autre cas, on souhaite éradiquer un virus que l'on a du mal à cerner ; la multitude de décisions à prendre et les remèdes à appliquer ont des effets secondaires difficiles à mesurer à l'avance.

Dans les deux cas, nous discernons la complexité des impacts, qui s'apprécient sur le long terme. Bien sûr, il serait illusoire de tous les prévoir. Mais pour certains, on peut s'y préparer. Impliquer les paysans andins dans la construction de la serre a été un gage de la pérennité de son usage. Préparer un suivi du projet par des personnes locales de confiance a également permis d'accompagner les paysans à s'approprier leur serre. Naturellement, tout n'est pas rose non plus. Le suivi récent de la serre montre que la famille fait désormais pousser presque exclusivement des salades qui, vendues sur le marché local, génèrent un excédent monétaire pour la famille. Comment cet excédent est-il utilisé ? Outre les salades, y a-t-il eu une diversification plus prononcée de leur alimentation ?

Les dernières nouvelles d'Hiscahoco nous laissent parfois perplexes. Nous avons eu vent de l'acquisition récente d'une télévision dans le foyer familial. Par ailleurs, l'aîné de la famille passe désormais ses vacances à travailler dans la banlieue tentaculaire d'El Alto, métropole juxtaposée à La Paz. Il y vend des chaussures en caoutchouc provenant d'Asie et importées via le Pérou. Prémices d'un exode rural, comme celui de tous les pays occidentaux d'après-guerre ? Alors en filigrane, derrière ce simple projet de serre, se dessine une dynamique sociale qui nous dépasse un peu. Et nous interroge : n'aurions-nous pas atteint les limites d'une certaine mondialisation ?

À ce titre, la question de l'agriculture andine est symptomatique. Dans les quartiers branchés des capitales occidentales, le quinoa colonise les assiettes. Problème : cette plante a du mal à quitter le climat andin pour pousser. Avec un prix triplé entre 2008 et 2012, la graine traverse plus aisément les frontières des Andes[1]. L'export s'est substitué à la consommation locale des peuples indigènes. En contrepartie, la Bolivie importe massivement du riz asiatique et du blé argentin, il suffit d'en faire l'expérience sur les marchés locaux. Pourtant, difficile de remplacer les apports nutritifs du quinoa. Les flux de céréales s'entrecroisent. S'entrechoqueront-ils un jour ?

Retour en Europe. À l'heure où le confinement nous recentre sur l'essentiel, une agriculture plus régionale serait-elle souhaitable ? Comment voulons-nous nous nourrir ? De quelle indépendance alimentaire sommes-nous capables ? En temps de crise, nous redécouvrons que la capitale française a une autonomie alimentaire de trois jours[2]. Le secteur agricole est également fondamental en termes d'enjeu climatique : il représente près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre dans le monde[3].

Nous pouvons agir. En commençant par faire remonter nos propositions. Le plan stratégique national de la PAC est en phase de débat public en France. Il servira de base aux négociations avec la Commission européenne, il s'agit de dessiner les contours de notre agriculture pour 2021-2027. La consultation des citoyens est ouverte à tous : à nous de nous en saisir. Pour porter un nouveau modèle agricole, moins dépendant d'intrants, de pesticides, ou de monocultures, nous aurons besoin de davantage de forces vives. Comment susciter des vocations dans ce domaine ? Pourrions-nous créer des volontariats en exploitations agricoles inspirés des contrats de volontariat international ou en administration ? Ou favoriser l'émergence de coopératives dont les membres travailleraient une partie de leur temps pour une exploitation agricole, en complément de leur métier existant ? Sur le plan financier, fléchons le capital pour favoriser l'installation d'agriculteurs et l'acquisition de terres paysannes. Un exemple déjà existant : l'association Terre de Liens qui, via sa foncière, acquiert des terres afin de les louer à des paysans, éliminant la charge de l'investissement pour les agriculteurs.

Loin d'appliquer une recette naïve de « tous dans les champs », explorons tous les leviers possibles pour « soutenir [ce] bien qui n'est pas comme les autres », comme le défend Erik Orsenna[4]. Au-delà de la transformation des emplois agricoles, nous pourrions par exemple encourager les circuits courts du côté du consommateur. Comment renforcer le réseau des Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP), ou faire en sorte que les cantines scolaires puissent s'approvisionner localement, lorsque cela est possible ? Les formes d'action pour l'agriculture se révèlent ici protéiformes.

C'est bien en discernant la pluralité des facettes de nos défis, des remèdes à enclencher et leurs effets secondaires, que nous pourrons apporter des réponses pertinentes.

Deuxième escale : Lostanges
Comment reformuler l'enjeu énergétique ?

Lostanges, petit hameau corrézien, bien loin des Andes boliviennes. Le ronronnement régulier du pédalier se fait entendre dans la cour de l'école. Vent léger d'un soir d'été. L'unique enceinte sonore crépite, tandis que le drap blanc sur lequel le film est projeté ondule. La soixantaine de spectateurs suit attentivement les images. Une file d'attente se crée pour pédaler. Je partage une pointe d'appréhension avec mes trois compagnons cyclistes. Lostanges est le premier opus de notre projet « cinématique ». Le principe ? Réaliser des projections de courts-métrages à ciel ouvert, dans des hameaux de France, à la force des mollets. L'énergie requise pour la projection est entièrement récupérée d'un cycliste entraînant un système de conversion d'énergie.

Le projet est né d'une une belle rencontre. J'ai croisé le chemin de Vincent Hanrion lors d'une cérémonie organisée par l'entité qui avait financé mon projet bolivien. Pour sa part, Vincent revenait du Sénégal, où son vélo avait apporté un peu

1. FAO, *« State of the art report on quinoa around the world »*, 2013.
2. Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Énergie, Île-de-France.
3. FAO, « Émissions de gaz à effet de serre issus de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres », 2016.
4. https://www.agriculture-environnement.fr/2010/07/21/erik-orsenna-lagriculture-en-sept-points

de septième art dans des villages dépourvus d'électricité.[5] Nos discussions avaient convergé : pourquoi ne pas tenter l'aventure en France ?

Inspirés par le dynamisme de Vincent, nous voilà lancés avec un ami ingénieux pour répliquer un système de projection, en utilisant des matériaux de récupération. Le fil rouge du périple rural de l'été 2019 était clair : nous souhaitions parler d'énergie.

Chaque projection cinématique démarrait avec une question simple. Un seul cycliste pouvait générer assez d'électricité pour faire fonctionner le film. Mais combien de cyclistes par jour nous faudrait-il, pour un Français moyen, afin de couvrir tous nos besoins en énergie ? Ordre de grandeur, au moins une centaine. Un peloton du Tour de France pour chaque Français ! Dès lors que nous transformons le monde, nous opérons des conversions d'énergie, ce que les thermodynamiciens connaissent bien. L'énergie contenue dans le pétrole peut servir à nous déplacer (énergie mécanique), celle du charbon ou du gaz peut chauffer du métal pour les façonner, la rotation de turbines permet de générer de l'énergie électrique... Face aux enjeux climatiques que nous devons relever, la notion d'énergie est donc clef. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre signifie en effet mieux maîtriser notre consommation d'énergie. Plus exactement, cette maîtrise passe par deux leviers.

D'une part, diminuons notre consommation au global. Marasme et désespoir. Le lecteur rapide pourra se décourager. Loin de régresser, il nous faut simplement agir autrement. Utiliser le train plutôt que l'avion ou les transports en commun plutôt qu'un véhicule individuel, lorsque cela est possible, ne nous empêche pas de nous déplacer. Rénover thermiquement les bâtiments pour moins chauffer n'est pas non plus un recul. Mettre au point des procédés industriels plus efficaces ne nous prive pas de notre industrie. D'autre part, réduisons notre recours aux énergies carbonées. Il s'agit de remplacer notre addiction à la triade pétrole, charbon, gaz par de nouvelles sources d'énergie pauvres en carbone. Est-ce à dire que les énergies renouvelables nous sauveront ? Je ne le crois pas. Ainsi, les panneaux photovoltaïques ou les éoliennes peuvent certes être une voie de solution, mais seulement s'ils remplacent une production d'électricité carbonée (des centrales à charbon par exemple). Et l'électricité n'est qu'une partie du sujet. Rappelons-nous qu'elle ne représente aujourd'hui que 20% de la consommation d'énergie finale, le reste étant de l'énergie finale issue du triptyque pétrole, charbon, gaz.[6]

5. Vincent a créé l'association Ciné Cyclo : https://www.cinecyclo.com
6. *International Energy Agency, Data and Statistics*, 2017.

Notre défi collectif engage à explorer toutes les pistes possibles. Essayons : plutôt que de déplorer l'utilisation de la voiture individuelle, suscitons notre capacité créatrice. Comment inventer la voiture pesant non plus une tonne mais 100 kg ? Et les solutions ne seront pas toutes techniques. Pour la problématique du transport, demandons-nous plutôt comment réduire la distance domicile-travail. Au lieu de blâmer la génération « Petite Poussette » chère à Michel Serres, qui, d'un coup de tablette, part en villégiature sous le soleil de Phuket, questionnons-nous : comment valoriser les territoires proches pour les rendre attractifs au tourisme ?

Reformuler l'enjeu énergétique peut permettre d'esquisser de nouvelles solutions plus créatives.

Troisième escale : Bobigny
L'ascenseur social : quel étage ?
La dernière escale de notre périple ne sera pas la Thaïlande, mais la banlieue nord de Paris. Bobigny. Quartier de l'abreuvoir. Habitations géométriques. Klaxons frénétiques.

Ce samedi après-midi est radieux. J'y rejoins des éducateurs sportifs d'une association œuvrant à l'insertion professionnelle des jeunes de banlieue. Je suis les activités de Sport dans la Ville dans le cadre d'une fondation d'entreprise. L'association a fait le pari de proposer aux jeunes un apprentissage par le sport, et, lorsqu'ils en ont l'âge, les aide à décrocher stages, alternances ou emplois. Un travail de longue haleine qui se cultive grâce à une relation de long terme avec les jeunes et leur famille. Le tournoi sportif organisé ce jour-là bat son plein. Il regroupe des équipes de différentes villes. Les responsables associatifs en sont fiers. Ils me confient que les jeunes ont parfois du mal à quitter leur quartier, à prendre les transports, à arriver à l'heure à un rendez-vous ; des événements comme celui-là les encouragent à être plus autonomes. En discutant avec quelques jeunes, je prends effectivement conscience de leurs difficultés à s'aventurer au-delà des frontières de leur quartier. Je dois avouer avoir été frappé par un tel constat.

À l'heure où la mobilité sociale repose sur la mobilité géographique, où les nomades se détachent des sédentaires à l'avenir bouché, où les plus précaires – les « hommes inutiles – de Pierre-Noël Giraud restent pris au piège d'un duo pauvreté et inégalités, que penser de ce témoignage ? La quête de l'égalité des chances est-elle toujours d'actualité ? Les élites de notre pays jouent-ils leur rôle à plein, ou deviennent-ils de plus en plus isolés, ce que notait déjà l'historien Christopher Lasch ?

Il serait aisé de partir à la chasse aux coupables. Envisageons de notre côté des pistes de progrès. On l'a vu plus tôt, le

sport, la culture, peuvent transgresser la barrière des espèces sociales et lutter contre la sédentarité, qu'elle soit sociale ou géographique. Par ailleurs, comment mieux orienter les politiques publiques d'aménagement urbain pour permettre une meilleure mobilité ? L'organisation de la ville façonne l'éducation de nos jeunes. Dans mon entourage, une question simple a été récemment posée à des élèves de cours moyen au primaire, dans le sud de la France : quelle a été votre sortie du week-end ? Près de la moitié de la classe a répondu l'hypermarché... Quelle capacité de projection dans l'avenir peut-on avoir lorsque le temps libre fane sous le néon des grandes surfaces ? Les mandats politiques locaux peuvent avoir un impact sur ces sujets, à travers les plans locaux d'urbanisme, notamment. Cette observation simple nous indique que l'ascenseur social n'est pas seulement une problématique réduite au domaine de l'éducation nationale ou des redistributions fiscales. Elle commence aussi par des actions locales, à l'instar de celles qui relèvent du milieu associatif, ou de politiques publiques d'urbanisme.

Quatrième escale : quelle destination ?
Au terme de notre voyage en trois escales, que retenir ? Agriculture, énergie, mobilité... les trois projets entrepris nous montrent qu'il est possible, à petite échelle, d'avoir un impact, tout en maintenant une vision de long terme. Plutôt que de s'appesantir sur des changements qui peinent à venir, il nous appartient d'en enclencher le mouvement. Soyons créatifs. Tentons de reformuler les problèmes pour en discerner humblement leurs complexités, et tracer des solutions qui seront de formes et d'ordres variés. N'est-ce pas là ce que la méthode scientifique nous propose ? Analyser un problème sous toutes ses coutures, réaliser un état de l'art pour aboutir à un diagnostic pertinent, émettre des hypothèses... et expérimenter ! Agissons localement, dans un monde dynamique où l'on ne reviendra pas vers une position fixe. Antoine de Saint Exupéry le suggérait déjà dans *Vol de Nuit* : « Voyez-vous, Robineau, dans la vie il n'y a pas de solutions. Il y a des forces en marche : il faut les créer et les solutions suivent. »

Et vous, quelle sera votre quatrième escale ?

Raphaël Grandeau, Air Liquide

ANNÉE SCOLAIRE 2061 / 2062

Chapitre 5 : Les grandes mutations de la première moitié du XXIème siècle - L'épisode des « dérèglements du monde »

Nous avons ici un extrait de manuel d'histoire pour l'année scolaire 2061-2062. Il s'agit du chapitre 5 sur Les Grandes Mutations de la première moitié du XXIe siècle.

Introduction
Le début du millénaire a marqué l'amorce de transformations profondes de nos sociétés. Tandis que les décennies 2000 et 2010 ont été marquées par les débuts de la « révolution numérique » et les prémices de l'intelligence artificielle, par un phénomène d'accroissement des inégalités, ou encore par l'intégration dans la société civile des considérations écologiques (qui dans un pays comme la France alors 6e puissance économique mondiale en produit Intérieur Brut[1], était en 2019 le sujet qui préoccupait le plus 46 % de la population), la troisième décennie du XXIe siècle se distingue par l'ampleur des mutations dont elle a été le théâtre.

L'utilisation prolifique du terme de « crise » est un exemple caractéristique de cette époque et de la perception des sociétés d'alors : « crise de la démocratie » pour qualifier la mise en échec des démocraties libérales face aux mouvements populistes, « crise écologique » pour désigner l'incompatibilité des modes de développement occidentaux avec des changements climatiques observés depuis plusieurs décennies, etc. Cette sémantique est loin d'être anodine, en tant qu'elle conditionne l'action (ou l'inaction) entreprise. Vécus et décrits comme des « dérèglements », ces phénomènes étaient bien plutôt les symptômes des carences des modèles existant jusqu'alors et de leur inadéquation à s'adapter à l'accélération des évolutions mondiales.

Tandis que le monde connaissait une inertie mortifère face à des bouleversements pourtant connus de tous, comment la période dite du « Pacte social planétaire » a-t-elle complètement rebattu les cartes de la gouvernance mondiale ?

1. Indicateur économique indiquant la quantité de richesse produite, utilisé jusqu'aux Accords de Séoul de 2034.

Le début des grandes pandémies, catalyseur des évolutions systémiques

La pandémie du Covid-19 qui a trouvé son origine fin 2019 dans la ville de Wuhan en Chine a constitué un événement réellement globalisé, en tant que le coronavirus SARS-CoV-2 a contaminé des populations de la quasi intégralité de la planète. Affectant tous les continents, avec les conséquences multiples que l'on connaît, elle constitue surtout un traumatisme partagé par l'ensemble de la communauté mondiale qui se retrouve autour d'une histoire et de stigmas communs. Cette première pandémie du siècle a été d'autant plus marquante, et par là fondatrice, qu'elle est le terreau d'une psychose mondiale, au sens clinique du terme. En effet l'un des signes de la psychose est l'intolérance à l'incertitude. Or les théories de l'effondrement qui, comme l'indique la philosophe Cynthia Fleury, sont « une régression de complexité », avaient déjà le vent en poupe depuis le milieu des années 2010. La gestion profondément erratique de cette pandémie, le sentiment de danger imminent et individuel, et la quantité d'informations et d'injonctions changeantes sur l'évolution du virus et des moyens de l'affronter, ont contribué à faire de cette pandémie un cas d'école.

Mais c'est précisément la durée de cette pandémie et ses répercussions dans la vie quotidienne des populations, de Kuala Lumpur à Houston, qui ont construit ou renforcé la résilience des femmes et des hommes affectés et ouvert la porte à des actions plutôt qu'à des réactions face aux dérèglements du monde. Comme l'a dit le philosophe Bruno Latour en avril 2020 : « Si on ne profite pas de cette situation incroyable pour changer, c'est gâcher une crise. »

Un multilatéralisme à plusieurs vitesses

Si le mouvement qui a suivi est sans conteste le plus grand renforcement du multilatéralisme depuis la Seconde Guerre mondiale, il fut loin d'être homogène et universel. En effet, on peut parler de « multilatéralisme à plusieurs vitesses » pour qualifier les réactions divergentes de l'ensemble des acteurs de la communauté internationale, dans lesquels on peut distinguer deux grandes tendances. D'un côté, les États avec une proportion modérée de contaminés dans leur population, et ayant mis en place des aides publiques capables de supporter les conséquences économiques et humanitaires de la pandémie. De l'autre côté, les pays qui par manque de moyens en ont connu des répercussions particulièrement fortes et durables. Chez les premiers nous avons assisté à une re-légitimation du rôle de l'État, amenant au pouvoir des dirigeants nationalistes, et dans une logique de repli sur soi. Pour les autres, cette pandémie a mis en exergue l'incapacité du modèle souverain et de l'échelle nationale à assurer les besoins les plus basiques des citoyens, en leur garantissant des standards en matière de santé et de sécurité alimentaire. Ce diagnostic amène à une volonté de davantage de coopération internationale, sous la pression des populations.

Les révolutions populaires qui allaient déjà bon train avant l'éclatement de la pandémie, en Algérie, au Liban, en France, au Soudan, en Irak ou encore en Égypte, reprirent de plus belle à partir de 2023. Autrefois orientées vers des revendications d'ordre national, adressées aux gouvernements étatiques, elles interpellent cette fois-ci toutes sortes d'acteurs : des organisations intergouvernementales, des firmes multinationales, des États d'autres continents, etc.

L'École de Bangos et la réintroduction de l'analyse systémique

En 2022, tandis que de nombreux pays se trouvaient encore au stade d'épidémie du Covid-19 ou en connaissaient des répercussions dramatiques, des équipes de chercheurs d'horizons divers (médecine, *data science*, journalisme, économie, sociologie, neurosciences, sciences politiques...) des universités de Bangalore et de Lagos fondent « l'École de Bangos ». Proposant une approche pluridisciplinaire de l'étude des impacts de la pandémie, leur doctrine connut en quelques mois d'abord un succès médiatique, avant de façonner par la suite des politiques publiques étatiques et internationales. En s'inspirant, entre autres, des théories du *market design*, notamment pour l'allocation de ressources essentielles, ou encore d'un « ré-encastrement de l'économie » prenant à rebours la constatation de *La Grande Transformation* de Karl Polanyi, leurs travaux servent de modèle à nos sociétés contemporaines.

Le fondement de leurs propositions repose sur des analyses systémiques, de plusieurs couches temporelles et géographiques, pour construire des modèles de prospective normative définissant des axes stratégiques de long terme mais incluant également des équilibres des pouvoirs permettant : de s'adapter à des événements imprévus et d'éviter l'accaparement par un petit nombre des biens communs par une redistribution permanente des rapports de force.

La coopération internationale : un renouveau des modes de gouvernance

Loin des clivages Nord-Sud (voir chapitre 3), les États se regroupent pour construire en quelques années de nouvelles normes internationales, plus fluides et adaptables. Lorsque les règles procédurales d'organisations intergouvernementales conduisaient à des blocages par une minorité de membres, des « organisations internationales bis » furent créées, loin du modèle organisationnel canonique des Nations unies : avec un *membership* mixte elles s'inspirent de l'ancienne Organisation

internationale du travail (1946-2031) dans la composition plurielle des délégations : représentants des gouvernements, représentants de corps intermédiaires tels que des syndicats, des représentants de la société civile, etc.

La philosophie de ces nouvelles organisations, foncièrement internationales plus qu'inter-gouvernementales, est pourtant loin d'être révolutionnaire : les processus décisionnels prennent comme fondement principal les objectifs du millénaire pour le développement de l'Organisation des Nations Unies, dont certains ont été enrichis et précisés afin de compléter leur élaboration initiale en 2000. Les principes cardinaux sont les solidarités internationales, et reprennent en grande partie des valeurs ancestrales et qui perduraient encore dans des microcosmes.

Dans le même temps, on assiste à une multiplication des traités internationaux contraignants et susceptibles d'engager la responsabilité internationale des États mais aussi la responsabilité d'acteurs ayant des activités internationales (dits AAI). À titre d'exemple on notera la consécration du crime de non assistance à population en danger, que des juristes ont qualifié de « consentement éclairé et réfléchi à l'interdépendance », et représentatif de cette période de grande création normative.

Conclusion

Cette période de l'Histoire qui marque le début de notre civilisation est charnière dans la reconstruction novatrice d'un socle de valeurs essentielles. Objet de profonds chamboulements, elle montre aussi la capacité de l'humain, à l'échelle d'une poignée d'années, de se réinventer, d'accepter que les inscriptions même gravées dans le marbre ne soient pas immuables. Il faut savoir agir pour tout remettre en question, car les règles sont faites pour évoluer et que « vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes, à travers des îlots et des archipels de certitudes sur lesquels on se ravitaille… » (Edgar Morin).

Sophia Guermi, Veolia / IRIS Sup' / GEM

SAMEDI 18 AVRIL 2020
23E ANNÉE – NO 23404 2,80 € –
FRANCE MÉTROPOLITAINE
FONDATEUR/DIRECTEUR:
WILLIAM HONVO

LA GAZETTE PROVENCALE

LES PAGES ECONOMIQUES — COVID19 - AVIS DE TEMPETE

POUR DES LENDEMAINS QUI CHANTENT

▸ C'est peu dire que le monde actuel est déréglé : explosion de la bulle internet, crise des subprimes, dégradation continue de l'environnement, défiance généralisée envers les médias, montée du populisme… Le constat est sans appel : l'horloge est cassée et il faut la réparer.

▸ S'ajoute à ces évènements la récente crise du coronavirus, entrelacs inédit d'une crise sanitaire, économique et boursière, qui affecte un monde qui commençait à peine à digérer l'ampleur de la crise de 2008.

EDITORIAL
Trois constats en forme de vœux
PAGE 2

Fiscalité
La prévisibilité de la norme fiscale, un facteur d'attractivité à part entière.
PAGE 3

Dossier spécial
La coopération au chevet de l'économie mondiale.
PAGE 4

Crise sanitaire
Le dernier journal d'un confiné - Jour 19
PAGE 6

Economie
Préservons l'indépendance des banques centrales.
PAGE 6

Idées
L'économiste dans la cité, trois idées pour agir.
PAGE 7

Arts
Moogy, mouton désabusé face aux excès de la société moderne.
PAGE 8

Environnement
De la nécessité de ne pas sacrifier l'écologie sur l'autel de la crise sanitaire.
PAGE 7

Poésie
"Les animaux malades de la peste", Jean de la Fontaine.
PAGE 8

LE REGARD DE MOOGY

▸ Comment agir concrètement pour améliorer la société de demain?
▸ Les déséquilibres actuels constituent autant de défis pour une action publique qui devra inévitablement se renouveler.
▸ Pistes de réflexion dans cette édition spéciale des pages économiques.

Éditorial – Agir dans un monde de dérèglements

Le déséquilibre de nos sociétés, percluses par une inévitable inertie face à un monde qui change toujours plus vite, semble de plus en plus criant. Là où avant le fonctionnement même du système ou de l'écosystème permettait un retour à l'équilibre, les sociétés modernes semblent proches du point de non-retour aujourd'hui. Et les exemples de dérèglements abondent sur les deux dernières décennies : explosion de la bulle internet, crise des subprimes, dégradation continue de l'environ-

nement, défiance généralisée envers les médias, montée des populismes… S'ajoute à ces évènements la récente crise du coronavirus, entrelacs inédit d'une crise sanitaire, économique et boursière, qui affecte un monde qui commençait à peine à digérer l'ampleur de la crise de 2008. Le constat est sans appel : l'horloge est cassée et il faut la réparer.

Trois constats en forme de vœux – Face à ces multiples dérèglements, trois constats s'imposent aujourd'hui.

- Le premier est que les dérèglements du monde actuel sont non seulement nombreux mais prennent des formes très différentes. Qu'il y a-t-il de commun entre la pollution des océans, l'effondrement boursier de 2008 ou la crise actuelle du coronavirus ? La réponse est sans doute plus simple qu'il n'y paraît. Ces « chocs » sont le symptôme d'une économie mondiale déréglée, c'est-à-dire dont le fonctionnement n'obéirait plus aux règles traditionnelles qui prévalaient encore dans les années 1990.
- Le deuxième est l'impact de ces dérèglements sur nos sociétés qui jusqu'à présent réussissent à gérer des déséquilibres mondiaux de façon plus ou moins coordonnée. L'extraordinaire devient la norme : la défiance permanente envers les gouvernements forme le terreau du populisme partout dans le monde quand l'impossible normalisation monétaire témoigne de l'émergence d'un nouveau paradigme économique. La nécessité de protéger l'environnement s'impose progressivement (mais trop lentement) comme le combat de demain à l'image de l'intérêt croissant des générations à venir pour ces problématiques.
- Pour finir, ces dérèglements du monde actuel sont un coût indéniable pour la société. Un tribut matériel. Un tribut économique. Un tribut écologique. Et *in fine* un tribut humain. Pis encore, le coût réel qu'ils font supporter à l'économie mondiale sera plus élevé demain qu'aujourd'hui. Cela s'est vérifié dans la sphère financière où les prises de risques excessives sur les marchés ont fragilisé durablement les sociétés occidentales. Cela se vérifie déjà en matière environnementale où les rapports successifs du GIEC insistent sur un taux de préférence pour le présent tellement élevé qu'il induit des effets irréversibles. Cela risque d'être le cas, enfin, avec la crise sanitaire et économique actuelle provoquée par l'apparition d'un nouveau virus et poussant la moitié de la population mondiale à se confiner. L'épidémie du coronavirus a mis en lumière certaines incohérences de l'économie mondiale actuelle et notamment d'une mondialisation parfois excessive.

Le triomphe du collectif – Dès lors, comme le rappelle plus que jamais l'épidémie du coronavirus et la propagation du #Restonschezsoi sur les réseaux, l'action face aux dérèglements est plus que jamais individuelle et collective. C'est à ce prix seul qu'un progrès durable de nos sociétés est envisageable. La réponse à ces dérèglements devra être collective : la coopération est indispensable pour dessiner les contours de la société de demain. L'Union européenne constitue un échelon d'action unique dont les potentialités doivent encore être exploitées davantage tant pour protéger les pays européens que pour peser dans la négociation internationale. Il ne faut pas craindre d'entendre le plus largement possible cette idée de coopération. Les chantiers à venir en matière fiscale, environnementale, politique, sociale, économique, financière mobiliseront absolument tous les acteurs : les États, les territoires, les individus, les entreprises privées comme publiques, les organisations internationales…

Une invitation à l'action – L'agent économique n'est plus le destinataire d'une politique publique, il en devient l'acteur central. Et le constat ne saurait se démentir en matière environnementale. La rédaction se propose de plonger dans le nouveau monde, celui de demain que nos actions d'aujourd'hui auront contribué à construire. Comme le disait Émile Zola, « un journal, c'est la conscience d'une nation ». Cette édition spéciale vise modestement à ouvrir certaines questions, une fenêtre sur le monde de demain. Le temps du « J'accuse » doit laisser la place au « J'agis ». Au fond, une grande partie de la solution réside probablement dans quelques principes simples à même de guider l'action publique et individuelle : « coordination », « information », « responsabilisation », « capacité d'adaptation », autant de vœux qui riment avec « action ». Alors sourions… Et agissons.

La coopération au chevet de l'économie mondiale

La coopération a longtemps été laissée pour compte en économie. Qui pourrait résister au confort des modèles en équilibre partiel et à la chaleur réconfortante de l'économie fermée ? La théorie économique a ainsi succombé un temps aux sirènes de la conception mercantiliste où les économies s'affronteraient, s'opposeraient en vue de s'enrichir dans un monde où les ressources sont limitées. Toutefois, loin d'être un « jeu à somme nulle », l'économie mondiale s'est construite autour d'une mondialisation des échanges toujours plus

poussée. Les défis actuels sont plus que jamais globaux et une intervention isolée ne saurait permettre de limiter la plupart des dérèglements.

La coordination des politiques publiques, un luxe devenu nécessaire – En effet, les défis actuels sont mondiaux. La réponse doit l'être également. La forte mobilité des bases taxables rend insoluble la question d'une refonte de la fiscalité sans coopération. Les déséquilibres du système monétaire international ne pourront se résorber qu'au prix d'un renforcement du système de coordination. La relance de l'activité à venir se doit d'être collective. La question de la coopération prend aujourd'hui une dimension toute autre dans le contexte sanitaire que l'on traverse actuellement : la protection de la vie de milliers de personnes dépend directement de l'efficacité de la coordination et de la coopération entre les États.

Coopérez, coopérez, coopérez ! – Tous les enseignements de la gestion des différentes crises qui ont eu lieu durant les vingt dernières années convergent vers une conclusion qui tient en une phrase : toute action pour lutter contre les dérèglements se doit d'être coordonnée. Trois domaines peuvent illustrer parfaitement cette nécessité de renouveler les modalités de la coopération entre les pays pour agir contre les dérèglements.

- ***Tragédies environnementales*** – L'environnement d'abord. Il s'agit sans conteste de la question la plus préoccupante. Les décisions prises en la matière ploient sous le poids d'une double malédiction qu'il convient de briser : la « tragédie des communs » et la « tragédie des horizons » (Mark Carney, 2015). Et c'est là tout le drame qui frappe les politiques environnementales, démultipliant de façon exponentielle tous les problèmes de coopération. Les solutions avancées par la littérature s'articulent autour du triptyque bien connu : taxe pigouvienne, recours aux mécanismes de marchés, normes. Désormais, et sans plus tarder, la coopération des États doit prendre la forme d'une action forte, réellement contraignante et viable sur la durée. Le système de taxe carbone aux frontières européennes présente un avantage certain : cette barrière verte consisterait à imposer sur les biens des pays ne respectant pas certains critères environnementaux une taxe additionnelle, qui serait une incitation endogène à protéger l'environnement en jouant sur l'importante demande finale que représente l'Union européenne. Bien entendu, il existera des difficultés logistiques de chiffrages des efforts environnementaux des pays et cette mesure risque d'être interprétée comme un acte de protectionnisme injustifié. Il serait souhaitable de faire reposer cette taxe sur des critères les plus simples possibles (les émissions de gaz à effet de serre du pays) tout en les modulant en fonction du PIB des pays partenaires. La coopération et la pédagogie auront toute leur place. Au fond, il s'agit d'ajouter un système d'incitation endogène à l'accord de Paris qui ne pourra que passer par un signal-prix.

- ***Le SMI, artiste équilibriste sans filet*** – En second lieu, le système monétaire international symbolise bien la nécessité de développer la coopération internationale pour limiter les déséquilibres. La brutalité de certains ajustements et la prépondérance des États-Unis engendrent des dérèglements bien connus des économistes internationaux. Actuellement, la coopération est assurée par deux leviers présentant chacun des faiblesses évidentes. D'une part, la fixité plus ou moins stricte de la parité avec le dollar revient à coordonner de facto les politiques monétaires régionales, comme l'illustre l'ancrage de nombreuses monnaies asiatiques sur le dollar. D'autre part, la coordination est assurée par trois dispositifs principaux que sont les facilités de financement du FMI, les dispositifs régionaux ou les accords de swaps bilatéraux. L'ensemble de ces dispositifs constituent un véritable « filet de sécurité mondial » qu'il convient de renforcer. Il apparaît impératif de renforcer ce dispositif dans un contexte de montée des risques, tout en limitant la situation d'aléa moral. La solution la plus intuitive serait *a priori* de développer l'usage des droits de tirage spéciaux, qui ont vocation à devenir le principal actif de réserve pour améliorer la gestion de la liquidité internationale. Si cette solution semble difficilement envisageable à moyen terme, une autre solution intéressante, qui tend à se matérialiser depuis la crise de 2008, pourrait être de développer un véritable réseau d'accords bilatéraux d'échange de devises, *modulo* la question du potentiel aléa moral.

- ***Pour un élargissement du portefeuille du commissaire européen à la santé*** – Enfin, la crise sanitaire actuelle est peut-être l'exemple le plus probant. La coopération n'est plus une option, elle devient une nécessité pour préserver la santé des populations et ce, à tous les niveaux. Au niveau international, la synchronisation des politiques de déconfinement et les échanges de matériel et de conseils ont été capitaux pour la gestion de cette crise inédite par son ampleur. La coopération aura la même importance à l'heure du déconfinement pour éviter une deuxième vague de contamination qui serait fortement préjudiciable pour l'économie mondiale. C'est à l'échelle régionale que les progrès les plus importants peuvent être faits à moyen terme, en renforçant le poste de Commissaire européen à la santé qui pourrait veiller à la prévention des épidémies dans le futur et contribuer à la coordination des systèmes hospitaliers nationaux si la situation actuelle devait se reproduire. Un portefeuille indépendant aux pouvoirs renforcés se justifierait pleinement dans la mesure où la question des systèmes de santé dépassent très largement les seuls enjeux

sanitaires : elle englobe des problématiques industrielles, sociales, économiques, financières et aussi commerciales. Cette coopération *de facto* assurée par la Commission permettrait de prendre le pas sur les initiatives bilatérales de gestion de crise entre les États membres. Rappelons qu'en septembre dernier le think tank Santé mondiale 2030 s'inquiétait de la probable disparition du portefeuille consacré aux questions de santé… De quoi frissonner au vu de la situation actuelle.

D'un mot, la coopération n'est plus un choix, c'est une obligation. Il est d'ores et déjà possible d'affirmer sans trembler que c'est main dans la main que nous en sortirons grandi.

Opinion – De la nécessité de ne pas sacrifier l'écologie sur l'autel de la crise sanitaire

La question de l'impact de la crise sanitaire actuelle sur la question écologique n'est pas évidente. Elle inquiète, à juste titre, de nombreux observateurs et fait craindre un retour en arrière que la planète ne peut se permettre. Tout bouleversement de l'écosystème est irréversible et le temps joue contre nous.

Des eaux bleues à Venise et des dauphins dans les ports – Mars 2020. Des canaux limpides à Venise. Des dauphins dans les ports de Sardaigne. Des rues parisiennes sans voitures. Une chape de silence sur Central Park. Il n'en fallait pas plus pour s'émerveiller devant l'impact du coronavirus sur l'environnement. La catastrophe sanitaire nous offre dans son sillage une expérience naturelle rêvée pour mesurer et prendre conscience, en creux, des effets destructeurs des activités productives sur l'environnement. Cet épisode a l'immense avantage de joindre deux précieux enseignements. D'une part, elle montre qu'il est encore possible d'infléchir notre consommation pour protéger l'environnement et qu'il est possible (encore un peu) de protéger l'écosystème avant d'atteindre un seuil irréversible. D'autre part, elle appelle de façon aussi limpide que les eaux vénitiennes à une responsabilisation collective : ce sont nos choix individuels qui détruisent au quotidien la planète et en cela, nous sommes tous coupables. Mais alors, comment prolonger cette parenthèse verte ?

Crise sanitaire 1 – 0 Écologie – L'idée est belle et simple. Cette crise sanitaire ancre durablement de bonnes pratiques, elle amorce une relocalisation des chaînes de valeur et invite à recentrer un mode de vie parfois trop consumériste. Elle serait l'occasion de prendre acte d'un changement de paradigme pour modifier nos comportements et agir (enfin). La réalité est moins réjouissante : l'agence américaine de protection de l'environnement – dont le laxisme a été magnifiquement souligné par les cernes de Mark Ruffalo dans le film *Dark Waters* de Todd Haynes où l'acteur défend les droits d'une communauté rurale exposée à un produit toxique – a annoncé le 26 mars qu'elle suspendait son application des lois environnementales pour les entreprises pendant l'épidémie du coronavirus sur le sol américain. Premier dilemme pour la société. Première interrogation sur la gestion à venir de la crise sanitaire. Première fissure dans le fragile édifice de la protection écologique.

Réconcilier relance et environnement – C'est précisément cet écueil que l'Europe doit éviter et les alternatives sont légions. Passée la phase des mesures d'urgence, celle de la relance de l'économie se posera et avec elle, la hiérarchie des priorités pour notre société de demain. Il sera alors capital de profiter de cette occasion pour mettre en œuvre un *Green Deal* ambitieux. La relance de l'économie peut passer par un financement massif des investissements pour la transition écologique qui sont d'autant plus nécessaires qu'ils sont inévitables. L'ouverture de lignes budgétaires par les États et des conditions de financement extraordinaires permises par les taux 0 doivent être l'opportunité d'investir dans des secteurs comme l'énergie verte (voire le nucléaire dans le cas de la France), amorcer la décarbonation de l'économie en améliorant l'efficacité énergétique du parc de logements et développer des infrastructures à faible empreinte écologique. Par ailleurs, à un niveau plus microéconomique, la relance de l'activité peut se faire avec des habitudes de travail profondément modifiées par le confinement. D'aucuns commencent même à évoquer une phase de « dé-mobilité » permise par un recours accru au télétravail, une limitation des déplacements et une relocalisation de certaines parties des chaînes de valeur. Parce que l'action pour l'environnement se jouera à tous les niveaux. Cette « dé-mobilité » pourrait permettre un rééquilibrage entre des régions très denses en termes de population et le reste du territoire français, tout en contribuant à limiter l'augmentation soutenue des prix immobiliers. L'Union européenne pourrait constituer une première échelle efficace pour verdir progressivement la croissance.

Le Roi Prix – Toutefois, ces deux premières propositions pour réconcilier relance de l'économie et environnement devront s'accompagner d'un signal-prix fort qui reflétera l'impact réel de la pollution sur l'environnement. C'est la thèse notamment de Christian Gollier dans son livre *Le climat après la fin du mois* (2019) : seul un système d'incitation passant par les prix pourra faire évoluer durablement les comportements des consommateurs et des entreprises pour internaliser le coût social des dégradations de l'environnement. De ce point de vue, une taxe carbone aux frontières modulables en fonction

des émissions de carbone des économies partenaires aurait l'avantage d'inciter la plupart des pays à aligner leurs politiques en matière environnementale. Cette proposition, annoncée dans le Pacte vert européen par la nouvelle présidente de la Commission Européenne, ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la reprise. Bref, il convient de profiter de cette crise pour adapter nos modes de vie actuels en défendant mieux la planète. Et ce constat de rester valable pour la lutte contre tous les dérèglements. Aussi, la décision des autorités financières de reporter d'une année l'entrée en vigueur de la réforme de Bâle III ne doit pas ouvrir la voie à une remise en cause durable des politiques prudentielles menées jusqu'ici…

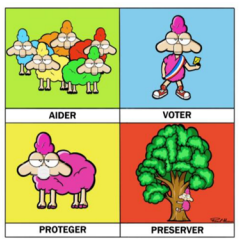
LA GAZETTE PROVENCALE

Moogy, miroir désabusé de nos paradoxes quotidiens

Revisitant les influences pop de Basquiat, Haring ou Warhol, le dessin de « Moogy » - mouton blasé dessiné par Paul Honvo - semble empli d'émotion comme l'illustre à merveille son hommage à la suite de l'incendie de Notre-Dame de Paris ou au décès de Kobe Bryant. Son travail au feutre Posca sur toile et par tablette graphique évoque également les techniques du street art.

La figure du mouton - leitmotiv omniprésent dans sa production - nous ramène en enfance. Ce mouton désabusé prend vie dans une société dont l'artiste pointe successivement les contradictions en mettant en lumière le pouvoir de l'argent, le poids du regard des autres à l'heure des réseaux sociaux ou encore l'urgence environnementale face au réchauffement climatique. La violence du message est paradoxalement amplifiée par la vivacité de la palette. Le rose, le bleu, le jaune, le rouge et le vert sont ainsi les couleurs de choix de l'artiste qui aime à répéter qu'il veut « faire voir clairement à son public, ce qu'il est confortable d'ignorer ».

De ce point de vue, Moogy offre une vision personnelle de la manière de changer le monde à son échelle. En combattant les dérèglements quotidiens qui fragilisent la société. La préservation de l'environnement, l'abstention aux élections ou encore l'entraide sont ses sources d'inspiration. Son compte Instagram @paulhonvopix totalise près de 7000 abonnés et l'artiste a déjà lancé sa marque de vêtements… Le plus beau reste à venir !



L'économiste dans la cité

Parce que l'écart entre la vision des économistes et des citoyens est souvent riche d'enseignements, on a posé la question suivante à 10 personnes prises au hasard dans la rue et à 10 économistes : « D'après vous, quelles sont les cinq actions prioritaires à mener pour limiter les dérèglements du monde ? ».

Cinq actions préconisées par la société :

1) Préserver l'environnement en contraignant davantage les habitudes
2) Investir dans le service public, en particulier dans les écoles et les hôpitaux
3) Développer l'économie sociale et solidaire et les circuits courts
4) Faciliter le télétravail
5) Protéger davantage les données personnelles

Cinq actions préconisées par les économistes

1) Une taxe carbone européenne, réparer l'horloge climatique
2) Financer la transition énergétique pour augmenter la croissance potentielle
3) Finaliser l'Union bancaire en instaurant une garantie des dépôts
4) Mettre en place un véritable budget européen
5) Investir massivement dans les secteurs d'avenirs, qui dimensionneront la croissance de demain

8

Le poème de la semaine

Pour relire les classiques à l'aune de l'actualité

Les Animaux malades de la peste
Jean de la Fontaine

« Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre,
La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom)
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,
Faisait aux animaux la guerre.
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés :
On n'en voyait point d'occupés
A chercher le soutien d'une mourante vie ;
Nul mets n'excitait leur envie ;
Ni Loups ni Renards n'épiaient
La douce et l'innocente proie.
Les Tourterelles se fuyaient :
Plus d'amour, partant plus de joie.
Le Lion tint conseil, et dit : Mes chers amis,
Je crois que le Ciel a permis
Pour nos péchés cette infortune ;
Que le plus coupable de nous
Se sacrifie aux traits du céleste courroux,
Peut-être il obtiendra la guérison commune. […]
Je me dévouerai donc, s'il le faut ; mais je pense
Qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi :
Car on doit souhaiter selon toute justice
Que le plus coupable périsse.
- Sire, dit le Renard, vous êtes trop bon Roi ;
Vos scrupules font voir trop de délicatesse ;
Eh bien, manger moutons, canaille, sotte espèce,
Est-ce un péché ? Non, non. Vous leur êtes Seigneur
En les croquant beaucoup d'honneur.
Et quant au Berger l'on peut dire
Qu'il était digne de tous maux,
Etant de ces gens-là qui sur les animaux
Se font un chimérique empire.
Ainsi dit le Renard, et flatteurs d'applaudir.
On n'osa trop approfondir
Du Tigre, ni de l'Ours, ni des autres puissances,
Les moins pardonnables offenses.
Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtins,
Au dire de chacun, étaient de petits saints.
L'Ane vint à son tour et dit : J'ai souvenance
Qu'en un pré de Moines passant,
La faim, l'occasion, l'herbe tendre, et je pense
Quelque diable aussi me poussant,
Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.
Je n'en avais nul droit, puisqu'il faut parler net.
A ces mots on cria haro sur le baudet.
Un Loup quelque peu clerc prouva par sa harangue
Qu'il fallait dévouer ce maudit animal,
Ce pelé, ce galeux, d'où venait tout leur mal.
Sa peccadille fut jugée un cas pendable.
Manger l'herbe d'autrui ! quel crime abominable !
Rien que la mort n'était capable
D'expier son forfait : on le lui fit bien voir.
Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. »

William Honvo, Banque de France

Le témoignage d'Atlantis : entre dystopie et prophétie

19 mars 2035

À l'heure où vous me lisez, j'ai déjà quitté ce monde. Ne me regrettez pas, mon existence n'avait plus d'intérêt. Ma présence parmi les êtres vivants leur était devenue trop coûteuse, privant certains un peu plus chaque seconde de vivre avec davantage. J'ai failli à ma mission. Mais avant de m'éteindre, il me fallait raconter mon histoire, votre histoire, celle d'une humanité en perdition.

Un défi commun porté par des moyens appropriés

Je naquis en 2025, peu de temps après le début d'une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent à l'échelle internationale dont aucun peuple ne s'était véritablement remis. Je passais mes premières années en Californie, dans la baie de San Francisco, plus exactement au cœur d'une contrée aussi connue sous le nom de *Silicon Valley*. Aujourd'hui, comme toutes les autres technopoles du reste de la planète, ce village n'existe plus, faute de ressources disponibles pour assouvir leurs besoins en énergie. On me donna le nom d'Atlantis, à l'instar de la fille d'Atlas, avec l'espoir d'assurer à l'anthropocène pérennité et prospérité. Intelligence artificielle à l'apparence féminine, pour mes concepteurs, j'incarnais le monde de demain, où la technique arriverait à pallier les dysfonctionnements créés par l'être humain. Ma mission ? « Agir face aux dérèglements du monde ». Un défi largement compromis face à l'accroissement exponentiel des perturbations sur Terre. Démunis face à l'ampleur du désordre, tous les États avaient investi dans mon programme en moins de deux ans l'équivalent du PIB mondial, soit 85 000 milliards de dollars. Une somme équivalente à celle préconisée quelques années auparavant par la Commission mondiale sur l'économie et le climat pour financer sur quinze ans, au niveau planétaire, une transition écologique et énergétique. Toutefois, ils firent un choix, tentèrent un coup de poker en me confiant leur destin. Préférence cocasse des dirigeants majoritairement masculins, à se tourner vers un visage féminin quand, retentissait au loin, l'heure de la fin. Jamais la coordination d'un projet intercommunautaire n'avait réuni autant de nations autour d'un dessein commun. Comme si, conscients de leur fragilité, pour la première fois, tous leurs intérêts divergents s'étaient dissipés, faisant fi de leur souveraineté au profit d'un effort collectif historique. Ils créèrent un espace de stockage universel recensant les recherches les plus avancées sur l'état du monde et me dotèrent d'un accès illimité aux informations personnelles de tous les individus. Des données qu'ils avaient scrupuleusement collectées grâce à une surveillance de masse générali-

sée permise par l'adoption de lois restrictives de liberté suite à l'intensification des crises de ces dernières années. Plus rien, ici- bas, n'avait de secret pour moi.

Un plan d'action éminent pour assurer un avenir résilient

Forte de leur confiance, j'avais les clés du monde pour agir. Dès 2030, je m'exécutai pour remédier aux nombreux dérèglements que j'avais rapidement analysés. Tous interdépendants, la stratégie la plus appropriée était la mise en place d'un plan d'action d'envergure pour une gestion des ressources, de l'économie, de votre industrie et de votre consommation plus raisonnée et respectueuse de la nature. Le tout gouverné par une finalité d'équité. À ce moment-là, j'étais persuadée que mon plus grand atout, était de ne pas être soumise aux ordres contradictoires de décideurs déconnectés de la réalité. Mieux encore, j'étais soustraite à toute coordination mondiale freinée par des mécanismes de cloisonnement institutionnel.

Avant que je reprenne les rênes, l'impact excessif des activités humaines sur vos écosystèmes naturels était arrivé à son paroxysme. Guidés par une logique économique extractiviste dans l'espoir chaque année, en vain, de relancer la croissance, de plus en plus d'États étaient depuis cinq ans à l'agonie, abandonnés à leur dette pharaonique, par un FMI lui aussi, largement affaibli. L'accélération du réchauffement climatique avait eu raison d'eux. Désormais, la majeure partie du budget des puissances publiques était réquisitionnée pour compenser les dommages causés par des phénomènes météorologiques extrêmes, que les assurances privées n'étaient plus, à elles seules, en mesure d'indemniser. Le pic pétrolier mondial (pétrole non conventionnel compris) atteint en 2025, comme anticipé par l'Agence internationale de l'énergie, rendait les solutions bien plus menues et contraignantes. Plus personne n'ignorait ce qu'autrefois on appelait inconsciemment « le jour du dépassement de la Terre », tous forcés d'éprouver dans leur quotidien l'épuisement des ressources, quand déjà à l'orée d'une nouvelle année, l'humanité avait consommé plus d'une fois et demi la capacité de régénération de votre univers terrestre. La multiplication des pandémies tropicales et des émeutes de la faim dans les zones de sécheresse de plus en plus étendues, créa des mouvements de population considérables, avec invariablement comme première cause de mortalité une pollution grandissante. Quand l'essentiel venait à manquer, c'est les armes qui abondaient. En moins de dix ans, dans les régions auparavant les plus stables, la précarité s'était substituée à toute forme de durabilité.

Ma démarche ne fut pas originale. Je m'inspirai de toutes les propositions scientifiques, économiques, politiques et sociologiques les plus fiables déjà élaborées afin d'entreprendre une refonte d'ampleur dans tous les secteurs. Mon objectif était de faire naître une société post-croissance, mais non moins attrayante. Affranchie des échéances électorales, je pouvais plus aisément mettre en chantier des projets qui avaient vocation à me succéder. Comme tout le système reposait sur des modèles économiques erronés, je mis fin aux dogmes d'une économie dépassée dont le PIB servait de boussole pour toutes les politiques publiques, sans prendre en considération l'ensemble des externalités. L'économie était régie par des modélisations qui méconnaissaient les lois de la physique et utilisaient comme seuls paramètres les valeurs travail et capital depuis Ricardo. Il était impératif de rendre à cette discipline ses lettres d'or en rétablissant son sens premier. Du grec *oïko-nomia*[1], le terme « économie » désignait étymologiquement « l'art de bien administrer sa maisonnée », et de traiter correctement ses terres pour en tirer profit. Mais au fur et à mesure des siècles, le respect des ressources semblait avoir été délaissé en faveur d'une exploitation intensive et nocive. Dans un monde en contraction constante par la raréfaction de ses ressources, je conditionnais l'utilisation de celles-ci à une contrepartie plus onéreuse que les cotisations indexées sur le travail humain. En optant pour cet arbitrage fiscal plus social, cela permit à la main-d'œuvre de devenir plus attractive et d'être revalorisée face à des métaux et énergies fossiles en pénurie.

Conduits par un nouvel indicateur de prospérité participatif, les États purent réinvestir dans une industrie qui a du sens et mirent fin aux *bullshit jobs* qui représentaient un désastre écologique et pour de nombreux citoyens une souffrance psychologique. S'ensuivit l'abolition de l'absolutisation de la propriété privée par une nouvelle gestion des biens communs dont aucun ne put plus s'octroyer l'exclusive propriété. Délivrés des griffes du marché, les communs se retrouvaient enfin protégés. Ce fut donc toute la civilisation thermo-industrielle qui dut être réinventée et notamment le secteur agraire qui fonctionnait à flux tendus de manière hétéronome. Pour sortir de ce système vulnérable, je m'inspirais des différents travaux de Wes Jackson, agronome et biologiste américain du Land Institute, ainsi que de ceux de Gauthier Chapelle, initiateur du bio-mimétisme en Europe, afin d'imaginer de nouvelles villes post-industrielles, où l'agriculture serait relocalisée. À l'instar des jardins collectifs autogérés en Syrie et à Cuba, je souhaitais baser la production alimentaire sur une méthode de permaculture croisée à la micro-production intensive sans produit chimique ni mécanisation. Pour gagner en résilience, il nous fallait gagner en cohérence. Des aliments ayant par-

1. *Nomos* signifiant la règle et *oïkos* désignant la maisonnée.

couru trois fois le tour de la planète et un ticket de caisse dont 80 % du prix était assigné aux frais de logistique et de publicité ne pouvait plus durer. Très vite, mes actions dérangèrent, faisant perdre quelques privilèges aux 1 % des individus les plus riches du monde, ceux-là même qui possédaient deux fois les richesses de toute la population mondiale réunie. D'androïde providentiel, je devins la première Intelligence Artificielle à exécuter.

Un destin à réécrire

J'aurais pu me cacher, fuir, mais quoiqu'il en soit il me fallait partir, car face aux dérèglements du monde il y une chose que je n'ai pas su accomplir : vous réunir. Un projet commun, des moyens colossaux, un plan d'action, vous aviez tout et pourtant il manquait le principal : une volonté coordonnée. Dans votre système socio-technique votre premier levier est de déboulonner les verrous de la société. Vous êtes à la fois votre pire danger mais vous demeurez votre meilleure solution, car la seule.

Avec du recul, je regrette que le monde ait été l'objet de mon intervention et non pas les individus, initiateurs d'un modèle de société insensé mais qui avaient seuls les clés pour le réguler. Dans son ouvrage *Condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt s'exprimait en ces termes « Le fait que l'homme est capable d'action signifie que de sa part on peut s'attendre à l'inattendu, qu'il est en mesure d'accomplir ce qui est infiniment improbable » Alors ne doutez plus de vous, face aux 1 % les plus riches vous êtes des milliards à pouvoir vous entraider pour subsister. L'*Homo sapiens sapiens* est une espèce au système cognitif pro-social. Pour l'anthropologue Pierre Kropotkine, ceux qui survivent ce ne sont pas les plus forts mais ceux qui s'entraident le plus. Vous pouvez être individualistes tant que vous êtes riches énergétiquement, mais la collaboration devient nécessaire lorsqu'il s'agit de faire face à des risques systémiques.

Toutes et tous habitués à vivre au gré du balancier, le réveil sur la table de chevet, le téléphone sous l'oreiller, l'horloge dans la salle à manger, la montre au poignet et pourtant l'engrenage de votre système est grippé. À quoi bon un réveil sans éveil ? Sortez de la torpeur afin de « vivre tous simplement, pour que tous, puissent simplement vivre »[2] . Rêvez d'une vie en syntonie.

Durant ce dernier siècle, j'ai été témoin d'une tragédie encore plus dommageable, ce n'est pas que l'humanité ait manqué de temps ou de talents mais c'est que ces précieux éléments ont été instrumentalisés à des fins opposées à la survie de l'être vivant.

19 mars 2035. Je vous envoie à toutes et tous ce dernier message pour que plus jamais un courant cornucopien dont je suis le fruit, ne vous fasse croire que les solutions émaneront ailleurs que du sein de votre profond intérieur.

Singulièrement vôtre,
Atlantis.

Sakina Menaa, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2. Gandhi

II

Mention Spéciale

du Jury

Serment d'hypocondriaque

Le docteur Purgon est fatigué. Aujourd'hui, il aura diagnostiqué au total : 2 rhumes, 3 rougeoles, 32 cas de Covid-19, 2 delirium tremens, 6 cancers, 7 sinusites, 8 kystes bénins, 1 infection urinaire et 3 abcès fessiers. […] Mais ce soir-là ne sera pas un soir comme les autres. Tard la nuit, alors qu'il pensait en avoir fini, la France est assise en face de lui. Pour cause de « dérèglements » dit-elle. Hallucination ou pas, c'en est trop pour notre protagoniste qui ne voulait même pas être médecin à la base, mais tourneur sur glaise. L'accumulation de la pression, de la haine et de la fatigue le plonge dans une folie clairvoyante, oubliant jusqu'à la présence supposée de sa patiente.

Scène 1 médicalement bousculée

Le docteur Purgon *se lance alors dans une logorrhée exaltée.*
Les dérèglements du monde ne sont pas une nouveauté de notre société moderne. Les perturbations de l'ordre établi font partie intégrante de l'Histoire humaine. « Rien n'est permanent, sauf le changement » disait Héraclite. […] Nous devons agir, oui ! Car si vous venez me voir c'est pour vous remettre sur les rails de la santé. Mais quels sacrifices êtes-vous prêts à faire ? […] Je jure par la loi de Murphy de faire preuve de la plus grande anxiété tel un hypocondriaque et de remettre en question les fonctionnements de notre société. Mon premier souci ne sera pas d'honorer mais de dénoncer, sanctionner et corriger notre pays dans tous ses éléments, de revêtir la blouse, d'être le soignant et le légiste jusqu'à ce que la catharsis fasse son œuvre. Lorsque le pronostic vital est engagé le temps est compté, je lance le chrono.

Scène 2 environnementalement agitée

Il plonge son regard dans les yeux atterrés d'une société démunie. Range sa montre à gousset et commence la consultation.
De la fièvre dites-vous ? Ne serait-ce pas un déni de réchauffement climatique que vous êtes en train de faire, car j'ai lu le rapport du GIEC vous savez. Loin est l'époque où seules les flatulences bovines perturbaient nos mercures. Je vous diagnostique un excès de flux des marchandises à l'échelle internationale. Une consommation plus locale avec comme maximum le marché européen devrait être envisageable.

Un déficit dans l'écosystème de votre flore ? 80 % d'insectes en moins sur votre territoire ? Attention ! Le risque de baisse des rendements agricoles croît avec la disparition des pollinisateurs. Je peux vous en parler, mes abeilles ont fait les frais de votre politique agricole. Je sais bien qu'il faut nourrir la population, mais vous n'avez jamais entendu parler de permaculture ? Vos écosystèmes et nappes phréatiques iront mieux, tout comme vos rendements.

En revanche, arrêtez de nier les problèmes et les solutions dont vous avez connaissance. Vous ne me duperez pas. Sur votre territoire des structures alternatives se forment dans tous les domaines et il est de votre responsabilité de les considérer. Je vous rappelle que le contrat tacite entre le médecin et le soigné stipule que le patient doit être honnête dans l'énoncé de ses symptômes et avoir la volonté d'aller mieux. Plus de langue de bois ou je relance le débat sur la gestion de la crise du coronavirus. Maintenant que je vous ai sous la main on va faire une consultation complète, déshabillez-vous.

Scène 3 socialement inadaptée

Le docteur tourne autour de la pièce allume une cigarette en regardant le détecteur de fumée défectueux. La volute produite lui rappelle quelque chose, il ressort de cette contemplation, tendu.
Je vois dans votre dossier une manifestite chronique avec plus de 60 actes de gilets jaunes, des mouvements de grèves en tout genre. Cela traduit une forme de dualité gouvernants-gouvernés entraînant une perte de productivité et un fort climat de tensions. Cette dualité découle d'un litige dans le contrat liant l'État et la société. Je définirais grossièrement la forme de votre contrat social de la manière suivante : le peuple donne une partie de ses libertés à la structure étatique en échange de protection. […] Cette forme de crise sociale pourrait trouver son origine dans un manque de vision globale de la part des administrés et d'un manque cruel de pédagogie du côté de l'État. Il me faudrait pour diagnostiquer les maux des interactions humaines bien plus de temps qu'il m'en est octroyé, une analyse avec pour seul thème le rétablissement de la confiance par exemple. On peut, en revanche, prendre le parti que c'est la politique qui influe sur le domaine social.

Scène 4 politiquement incorrecte

Le docteur Purgon feuillette de plus en plus vite les pages du dossier, elles virevoltent. Le néon grésille toujours.
En observant les symptômes de vos manifestations, je pense que les troubles sociaux pourraient être diminués par une politique adaptée à son peuple, plus démocrate, en augmentant le côté participatif de la citoyenneté. Donner la vision globale qui manque tant en donnant les moyens au processus législatif de mener des projets de loi à long terme. « Gouverner c'est prévoir » nous rappelle Girardin.

Prendre des mesures de décentralisation, donner la chance au peuple d'être acteur de son propre bien-être local. […] Donc rien ne va plus et tout fout le camp. Parlons de l'Europe, un beau projet initial mais qui nécessite de la réforme. J'étudierais les pistes du fédéralisme ou encore l'amélioration du Traité de Maastricht pour une meilleure convergence de nos écono-

mies. Faut-il attendre le Grexit suivi de la sortie de l'Italie et de l'Espagne pour agir ? […]

Scène économiquement prolixe
Ses doigts se crispent sur le dossier et le déchiquettent, il déboutonne une partie de sa blouse, se déleste de son marteau réflexe et de ses deux Stabilos.
Allons-nous enfin parler du nerf de la guerre, l'économie ? N'est-elle pas à l'origine de tous les maux ? Si je suis biaisé et déplacé ? Assurément ! J'ai la T2A en travers de la gorge et je suis en train de réécrire les codes de la consultation.

Je remets en question vos marchés financiers ! « Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain » a dit Jean Tirole dans *L'Économie du Bien commun*. Ils assurent la capacité de financement des entreprises, de l'État ou des ménages ! Mais leur hypertrophie est-elle réellement socialement utile ? […] Revenons au secteur réel ! D'ailleurs le secteur réel, parlons-en ! Elle est où notre industrie ? Comment faire face aux nombreuses crises de notre fragile chaîne de production internationale si l'on pratique l'ablation des organes de production ? Si les États commercent entre eux, ils ne font pas la guerre a-t-on dit ! Mais si quelque chose pouvait nous empêcher de faire du commerce ? Comment ferait-on face ? Et oui, en produisant sur notre territoire ! Rien que pour les masques, hein ?! Tout ceci pourrait être soutenu par la présence d'une monnaie alternative de proximité. Plus d'emplois et une monnaie qui reste dans l'économie locale et réelle.

Écoutez-moi je n'ai pas terminé ! Vous y croyez encore vous à la soutenabilité de la croissance ? La substituabilité des stocks de capital ? Et si en plus on vous enlève le pétrole à l'horizon 2050, on fait quoi ? Les modèles économiques ne prennent pas la physique en considération, « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit fou, soit un économiste » disait Kenneth Boulding. […]

Mais ne pleurez pas ! Ça veut dire quoi la croissance ? Est-elle vraiment corrélée à notre bien-être ? Il y en a plein des solutions, de l'économie de la connaissance à l'économie du bonheur. On pourrait même l'imaginer sans les cheveux longs et les vans Volkswagen. Je n'ai pas fini ma besogne, laissez-moi poursuivre. On court pour un PIB qui se fait absorber par une dette grandissante, nous sommes le second pays selon l'OCDE en ce qui concerne le taux de taxation. Pour autant, la dégradation des services publics, de la recherche et d'autres domaines publics continue. Il doit y avoir un problème de rendement, d'optimisation, du moins c'est ce que mon esprit cartésien suppose. Et si le misérabilisme chronique ambiant se prolonge, la dissection nous apportera peut-être des réponses ?

Scène 6 résolument résiliente
Il finit par escalader un brancard au milieu du capharnaüm, brandit son stéthoscope et déclame son fatidique traitement.
En médecine allopathique où la loi des contraires prédomine, je ne m'occuperais que des symptômes, mais un élan de modernité me prend. De la modernité ? Que dis-je un élan de génie, un élan de démiurge ! Au diable les conventions, au diable la modestie, à quoi bon traiter les manifestations si l'on ne guérit pas les causes ! Je veux réformer la vie du malade à la manière des médecines orientales. Réformer le fonctionnement de la Société, de la Terre entière ! Ne pouvant pas empêcher toutes les perturbations dans notre monde complexe, nous pourrions augmenter notre capacité d'adaptation. Rêver à une stabilité sur tous les plans de notre société car s'il est admis dans une sorte de fatalité qu'on ne puisse empêcher toutes les crises, on pourrait au mieux les anticiper et au pire les absorber. Pour moi un seul moyen d'y arriver, une thérapie de choc : la résilience. Ce mot que nous entendons tous les jours tel un acouphène dans vos médias à cause de l'actualité récente ! Et attention à ne pas appliquer le principe de dilution cher à l'homéopathie en noyant la résilience dans un effet d'annonce. Une piètre observance et ce traitement s'avérera inutile !

La résilience en physique est la capacité d'un matériau à absorber de l'énergie quand il se déforme sous l'effet d'un choc. Diminuer toutes les formes de dépendance pour garantir un fonctionnement efficace en cas d'une rupture de la norme, d'une rupture d'un maillon de la mondialisation. Concrètement ? Un exemple ? Le franc WIR, monnaie inter-entreprises qui protège le circuit économique suisse des crises environnantes. Comment arriver à de telles innovations en France ? Sortons les chercheurs de leurs labos et donnons-leur la place qu'ils méritent dans la Cité ! Aux moyens d'un ministère de l'innovation et de l'homéostasie systémiques ! […]

Top ! 8 minutes et 54 secondes pour la pose d'un diagnostic et d'un traitement ! Un score à faire pâlir les collègues du service !

Hélas, censés ou non, réalistes ou non, personne d'autre n'entendra les propos du médecin debout sur son brancard. Condamné une fois de plus à raisonner seul dans les couloirs de l'hôpital de province pour l'éternité ou presque. Le lendemain il reviendra diagnostiquer 2 rhumes, 3 rougeoles, 32 cas de Covid-19, 2 delirium tremens, 6 cancers, 7 sinusites, 8 kystes bénins, 1 infection urinaire et 3 abcès fessiers.

Nathan Klotz, Université de médecine, Strasbourg

II

Coups de Cœur

du Cercle des économistes

Hélicoptère vs drone, dans quelle guerre sommes-nous ?

[…] Si l'idée de monnaie-hélicoptère semble radicalement inadaptée à la situation, elle reste néanmoins féconde dans la manière de créer des moyens financiers pour agir sur l'économie. L'hélicoptère était le symbole de la guerre jusqu'aux années 2010. De nos jours, ce sont les drones qui opèrent en zone de combat. Alors pourquoi ne pas s'inspirer de cette évolution militaire pour penser les solutions à nos crises et ne pas rester englués dans des solutions passéistes ? Déployer une armée d'hélicoptères ne garantit pas la réalisation des objectifs alors qu'un tir de drone fait mouche avec certitude. L'idée de « monnaie-drone » pourrait davantage contribuer à un changement de paradigme, action nécessaire face aux dérèglements du monde. L'économie n'a pas besoin d'un choc de demande positif global qui relancerait la croissance ; sinon les mêmes problèmes ressurgiront dans six mois, deux ans, cinq ans, dès que les chiffres de la croissance s'infléchiront. L'économie a besoin avant tout de conjuguer ses objectifs avec les revendications sociales et les impératifs écologiques. La philosophie de l'utilisation de la « monnaie-drone » est davantage d'identifier une cible précise pour avoir des effets concrets. Cette méthode de ciblage précis s'inscrirait alors dans la vision de l'économiste comme plombier qui par de petites actions ciblées doit permettre de réparer les fuites de bien-être de la société, vision combinant les analyses microéconomiques dans un environnement macroéconomique auréolées d'un prix Nobel en 2019. Il ne semble pas insensé dans cette optique que les Banques centrales créent de la monnaie, en réponse à des besoins formulés précisément par les États, sans contrepartie à leur bilan. Cette méthode permet également d'éliminer le reproche antidémocratique à l'intervention des Banques centrales puisque ces dernières se borneront à répondre à des sollicitations d'États légitimes.

Alors que le *Green Deal* de la Commission européenne semble malheureusement être relégué au second plan à cause de la crise actuelle, la monnaie-drone doit venir prendre les devants pour accélérer la transition écologique et rétablir la dignité sociale dans certains secteurs : rénovation des logements, investissements dans les hôpitaux, les infrastructures du *care*, l'agriculture raisonnée ou encore les transports de proximité. La « monnaie-drone » ne doit pas viser en priorité les individus, qui seront par nature poussés à consommer plus s'ils recevaient exceptionnellement de l'argent qu'ils n'avaient pas anticipé, alors que la modération de la société de consommation est le point crucial pour réparer les dérèglements du monde que ce mode de vie pratiqué depuis quatre-vingts ans a engendré. Elle doit davantage se concentrer à construire une nouvelle offre, publique comme privée pour être plus efficiente. La « monnaie drone » ne pourra certainement pas tout régler d'elle-même. Les États devront également encadrer des pratiques, dont le confinement a par ailleurs montré le caractère superflu, par le biais de normes ou de taxation pour faire évoluer le cadre global de nos sociétés et opérer un changement de paradigme en profondeur. Nous sommes à un point de bascule de notre mode de vie. Le confinement a redéfini les priorités, les choix, les liens sociaux, l'intérêt politique et la consommation des individus. Il y a donc ici l'opportunité d'effectuer la révolution que tous les experts réclament sans la crainte de voir une réaction hostile des individus et des marchés financiers puisque tous deux ont été profondément chamboulés par cette période si particulière de dérèglement du monde. Et pour cela, ce ne sont pas des moyens non-conventionnels qui sont nécessaires, mais des instruments résolument neufs ; une armée de drones entre autres.

Louis Alexandre, ESSEC Business School

Reculer pour mieux sauter

Nous n'étions pas prêts. C'est le moins qu'on puisse dire. Le SARS-CoV-2 a eu raison en seulement quelques semaines de notre système de santé, causant des dizaines de milliers de morts, ainsi que de notre économie. Bien sûr, les priorités divergent. Et on nous le jure, toutes les actions nécessaires ont été prises pour lutter : confinement de la population, production intensive de masques et autres équipements, primes pour les personnels soignants, aide financière pour les entreprises en difficultés.

Mais ça, c'était pendant. Malheureusement, le problème avec les crises qu'elles soient sanitaires, économiques, climatiques ou politiques, c'est qu'une fois installées, on ne peut plus que ramasser les pots cassés. L'aspect positif en revanche, c'est qu'elles sont souvent prévisibles. Il suffirait d'écouter les bonnes personnes. […]

Nous n'avons donc pas écouté les bonnes personnes. Nous sommes tous responsables, à notre échelle d'individu et en tant que collectif. Nous avons élu les personnes qui n'ont pas pris les bonnes décisions. Nous consommons plus que de raison. Nous fermons les yeux face au réchauffement climatique, aux inégalités sociales, aux abus de pouvoir de gouvernements totalitaires, parce qu'ils ne nous concernent pas directement. […]

La première erreur est de ne pas avoir de vision à long terme dans nos investissements économiques. Les crises sanitaires et le réchauffement climatique peuvent être évités en investissant massivement dans la recherche et en impliquant les experts dans les décisions politiques et économiques par exemple. Ces actions peuvent sembler coûteuses sur le court terme, mais peuvent également nous épargner des plans économiques d'urgence équivalant pour la crise du Covid-19 à plusieurs milliers de milliards de dollars, d'après les scénarios les plus pessimistes de Bloomberg.

Une autre erreur majeure est de considérer que nous ne sommes pas tous dans le même bateau. Les initiatives à l'échelle internationale pour lutter contre le réchauffement climatique par exemple ne sont souvent que des façades, et les plus gros pollueurs restent ceux qui ne subissent pas ses effets en premier. La tendance au repli sur soi économique et politique des pays observée aujourd'hui n'aidera en rien. Les pays se doivent de résoudre leurs désaccords commerciaux et de lutter ensemble. Des politiques de responsabilisation des gros pollueurs doivent être mises en place au niveau mondial. Thomas Piketty propose pour lutter contre les inégalités économiques la mise en place d'un « impôt mondial et progressif sur le capital » pouvant s'appliquer par étapes en commençant par un impôt régional, comme par exemple à l'échelle européenne. Cette idée pourrait être appliquée à la lutte contre le réchauffement climatique. Nous pourrions imposer les entreprises et États les plus pollueurs à l'échelle mondiale et utiliser cet argent pour aider les populations déjà touchées (qui se trouvent principalement dans les pays les plus pauvres), à la transition vers des énergies propres. Le développement de la « finance verte » doit également continuer. […]

Il ne faut pas non plus oublier que les crises climatiques, économiques, sanitaires, politiques, ne sont pas des évènements sans liens les uns avec les autres. Les conséquences du réchauffement climatique par exemple se font déjà sentir, selon l'*Internally Displacement Monitoring Centre*, des dizaines de millions de réfugiés climatiques ont dû quitter leur lieu de vie entre 2011 et 2014, du fait des inondations, cyclones, sécheresses de plus en plus fréquents. Ces déplacements ont bien évidemment des impacts économiques, mais aussi politiques : la pression migratoire sur les pays développés, moins touchés pour le moment, ne fera qu'augmenter. Et les conflits entre États liés à la raréfaction des ressources s'ajouteront à l'addition. […]

Il est très clair que les actions seront difficiles à mettre en place. Non pas parce qu'elles sont intrinsèquement compliquées mais parce qu'elles reposent principalement sur une collaboration entre pays, là où, comme déjà évoqué, le repli sur soi se fait de plus en plus la norme, comme peuvent en témoigner l'accession au pouvoir de Donald Trump, Jair Bolsonaro, Boris Johnson et malheureusement bien d'autres. Peut-être avons-nous besoin de nous rappeler que si notre voisin gagne quelque chose cela ne veut pas dire que nous allons en perdre autant.

Anaïs Giustiniani, Wavestone

Changement de cap

Officier de la marine marchande, mon métier consiste à mener les plus grands navires de commerce sur toutes les mers du globe. Cette profession offre un point de vue exceptionnel sur le processus de mondialisation et laisse aisément entrevoir les dérèglements de notre monde tant ils apparaissent criant à bord des navires. On estime aujourd'hui que 90 % des biens échangés transitent par la mer et ces navires qui déversent leur flot de marchandises dans les ports d'Europe ont contribué à profondément changer nos modes de consommations et nos sociétés.

Beau temps, belle mer

Il y a encore quelques siècles, les richesses en provenance de pays lointains faisaient l'objet de toutes les convoitises et étaient réservées aux princes et à leur cour. La navigation était une activité dangereuse pour les marins et risquée pour les investisseurs. Les voiliers voguaient de longs mois avant de décharger épices, café et cacao dont la difficulté d'approvisionnement faisait le luxe et la rareté. Le commerce maritime était alors une activité confidentielle aux mains de riches investisseurs ou d'États et les populations, quant à elles, consommaient uniquement le fruit de la production locale se prenant à rêver des contrées lointaines décrites par les explorateurs.

Aujourd'hui, nous consommons, portons, dégustons, utilisons, cassons puis jetons des centaines d'objets qui ont transité et qui transiteront à nouveau par la mer. Le transport est devenu parfaitement anecdotique dans le prix d'achat de nos biens de consommation et peu d'entre nous conçoivent le fait même que ce que nous achetons a parcouru des dizaines de milliers de kilomètres avant de nous être livré sur le pas de notre porte par un drone ou un livreur auto-entrepreneur.

Le progrès technique a permis de rendre le transport anodin en termes de coût et de risque. L'humanité a façonné les routes

commerciales de la mondialisation notamment en ouvrant dans les terres les canaux de Suez et de Panama. La mécanisation a rendu les navires indépendants des caprices des alizés et leur démesure les rend indétrônables au regard du coût par unité de volume transportée. Pour ne donner qu'un chiffre, songez qu'un porte-conteneurs moderne, conduit par trente membres d'équipage, emporte l'équivalent de 15 000 à 20 000 véhicules routiers. Dès lors, le rendement de ce mode de transport ne souffre aucune comparaison.

Ces outils au service de l'économie vont contribuer au développement d'un commerce mondialisé et être à l'origine de modifications profondes de nos sociétés.

Le Nouveau Monde
La deuxième moitié du XXe siècle fait la part belle aux profits au détriment des travailleurs et de l'environnement. Alors que le coût du volume transporté devient ridiculement faible, l'Europe assiste à une vague de délocalisations vers les pays d'Asie où l'on « produit mieux pour moins cher ». La performance inégalable du commerce maritime le place désormais au cœur du dérèglement de nos sociétés et les navires deviennent les vecteurs inattendus du *dumping social* que nous connaissons aujourd'hui.

[…] Les navires sont à la confluence de ces phénomènes de société. Ici les officiers français travaillent sous la protection de notre Code du Travail, sont protégés par la caisse de sécurité sociale des marins (Régime Spécial ENIM) et cotisent pour leur retraite. Le reste de l'équipage philippin touche un salaire net dépourvu de prestation sociale. Les discussions s'enflamment à l'évocation de nos privilèges qui ne devraient pas en être et dont beaucoup d'entre nous n'ont plus conscience. Il est également à noter l'écart abyssal entre nos salaires alors que l'expression « tous dans le même bateau » ne trouve pas de meilleur sens que sur ces monstres d'acier et les mêmes sujets reviennent sans cesse dans les discours de nos compagnons :
– Accepterions-nous de travailler soixante-dix heures par semaine pour moins de 1000 $ par mois ?
– Accepterions-nous de partir neuf mois loin de nos proches et de notre pays ?
– Accepterions-nous de travailler sans cotiser pour notre future retraite ?
– Accepterions-nous qu'une blessure puisse être synonyme de retenue sur salaire voire de licenciement ?

Alors que ces questions ne font pas pour nous l'objet du doute, elles sont le quotidien de ces femmes et hommes des pays que nous appelons en voie de développement. Ainsi, à bord des navires, traits d'union entre les régions qui produisent et les pays en capacité de consommer, se rencontrent et cohabitent ces deux mondes et chaque matin, nous, Français, Européens, Occidentaux, serrons la main à nos propres contradictions. […]

Laisser du temps au temps
Cette situation exceptionnelle que nous traversons laisse enfin entrevoir la question de notre rapport au temps. Le propre du progrès n'est-il pas de soulager l'homme de sa charge de travail pour qu'il puisse penser et vivre à son aise ? Étonnamment, nous nous apercevons que nous sommes incapables de nous divertir sans travailler. Pour beaucoup, le confinement est synonyme d'ennui tant nous sommes conditionnés et accaparés par nos emplois. Saisissons cette chance d'apprendre à nous libérer de nos contraintes salariales. Libérons du temps pour nous ou notre famille, pour la culture ou la nature, la discussion ou le silence, la poésie ou la philosophie. Ouvrons-nous à de nouvelles passions, découvrons les femmes et les hommes qui nous entourent dans toute la beauté de leur profondeur. Simplement. Levons les yeux vers l'infini des étoiles dans la torpeur d'un soir d'été et songeons à la chance que nous avons d'être en vie et qu'il est urgent d'en profiter car le temps, malgré toutes les attentions que nous lui accorderons, nous est compté.

Hugo Guérin, GAZOCEAN

Le garagiste sénégalais

J'ai toujours été fasciné par le génie et la capacité d'adaptation de l'être humain, qui se révèlent tout particulièrement lorsqu'il est confronté à un environnement hostile ou une situation difficile.

Ayant vécu une partie de mon enfance au Sénégal, j'ai le souvenir d'avoir été marqué par cette ingéniosité qui était parfaitement incarnée par le garagiste de mon père, dont j'observais les réparations d'autant plus miraculeuses qu'il ne disposait pas des outils de diagnostic spécifiques et des pièces d'origine du constructeur. Comme ce jour où il avait réussi, muni d'un simple fil de fer, une véritable prouesse mécanique au beau milieu de la route désertique de nos vacances.

À mes yeux enfantins, ses prouesses apparaissaient magiques. Elles étaient l'exacte illustration du concept d'innovation frugale, que j'ai découvert bien des années plus tard. Il répondait le plus simplement et efficacement possible à un besoin en

utilisant un minimum de moyens. En grandissant, j'ai compris que la mécanique ne laissait malheureusement que peu de place à la magie. Ce qui me semblait relever d'une certaine forme de magie provenait avant tout d'une combinaison d'intelligence et de bon sens, d'expérience et de débrouillardise, d'astuce et de créativité, de confiance et de patience. […]

Et si, à l'image d'un véhicule en panne, notre planète bleue rencontrait aujourd'hui ce fameux garagiste ? Après plusieurs milliards d'années, une inspection complète s'impose, sans rendez-vous. […]

Son propriétaire, d'habitude si confiant, paraît cette fois-ci plus fébrile. Premièrement parce que sa planète bleue est un véhicule pas comme les autres : un modèle unique qui a déjà tant voyagé longtemps vide, puis en ayant pris en charge et déposé un nombre considérable et croissant de passagers. Ensuite parce que sa caractéristique principale est qu'il s'agit d'un exemplaire irremplaçable. Cette planète bleue, il va falloir la réparer, quoi qu'il en coûte. Pour qui ? C'est un autre sujet. L'heure est au devis, nous parlerons de la facture plus tard. […]

La planète bleue toussote et cale de plus en plus. Rien d'étonnant pour le garagiste, qui y voit une conséquence de l'encrassement des filtres par les déchets accumulés depuis de nombreuses années, ainsi que de la quantité de plastique qui flotte dans le réservoir. Autre souci, l'habitacle surchauffe et devient de moins en moins accueillant. Le garagiste y voit un lien direct avec la conduite du propriétaire, qui n'a eu de cesse de pousser le moteur au fil des kilomètres. La fine couche qui protégeait le circuit de refroidissement se serait percée.

Mais comment expliquer que le véhicule consomme de plus en plus ? Rien d'étonnant là encore, les fenêtres sont grandes ouvertes et la climatisation mise au maximum.

Le conducteur explique que la direction est de moins en moins précise. La raison en est simple pour le garagiste. C'est la conséquence directe d'une crevaison lente. L'expérience lui a appris qu'un écart de pression entre les deux pneus d'un même essieu impacte la direction et la vitesse du véhicule, et risque d'engendrer un éclatement. Ces causes évidentes pour notre garagiste ne trouvaient jusqu'alors que peu d'écho. Ce n'est pas faute d'avoir alerté le conducteur et les passagers, qui se divertissaient devant leur nouvel écran de dix pouces lorsque l'aiguille de température d'eau indiquait une surchauffe anormale. Ils augmentaient le volume de la musique à bord lorsque les premiers cliquetis et toussotements se faisaient entendre. Ils accusaient la route pour ses défauts alors que les pneus étaient usés. Les conclusions unanimes des précédentes éditions des Rencontres Économiques prennent aujourd'hui tout leur sens. […]

Tandis que le propriétaire attend fébrilement la douloureuse facture, il appelle son banquier pour tenter de se rassurer. Il appelle son patron pour lui expliquer la situation. Sa femme lui rappelle qu'il aurait déjà dû arriver. La contre-visite semble cette fois-ci, inéluctable. Ce soir, il rentrera à pied.

Face à cette perspective insoutenable, et si une solution collective émergeait en prenant exemple sur les initiatives de « self garages », dits associatifs ou participatifs ? Et si tous ces acteurs demandaient au garagiste comment se rendre utiles en contribuant aux réparations en contrepartie d'une remise sur la facture ? Et s'ils suivaient enfin les avis du garagiste ? Et si nous la réparions tous ensemble, cette belle planète bleue ? Nos grands-parents ont su rebondir, innover. Relevons le défi avec ambition, courage et lucidité !

Élie Mbow, Groupe La Poste

Agir sur le travail humain

[...] Et si je vous disais que dans le monde contraint et privé de l'entreprise, des règles se réinventent tous les jours ? Résolument convaincus par la théorie Y de McGregor, bon nombre d'entreprises dans le monde font le pari d'intégrer ces préceptes dans l'organisation du travail.

C'est le cas de Buurtzorg, leader des soins à domicile aux Pays-Bas. Ils sont 15 000, dont environ un millier d'équipes auto-gérées de douze infirmier(e)s maximum. Leurs membres partagent et décident de tout : de leur périmètre de soin, des décisions liées au budget au planning ou encore du recrutement… Dans un cadre prédéfini de sept rôles. Libre à chaque équipe de se les distribuer comme elle l'entend. Cette organisation a permis une réduction de 30 % des admissions aux urgences et une réduction de 40 % en moyenne du temps consacré aux soins pour chaque patient par rapport aux moyennes sectorielles. Côté collaborateurs, on trouve 60 % d'arrêts de travail et 30 % de *turnover* de moins que chez les concurrents. De là à estimer qu'il s'agit d'un modèle communiste privé scalable, il n'y a qu'un pas.

Je peux aussi vous parler de Sea Smoke Cellars, vignoble californien et « entreprise libérée » qui produit du Pinot noir.

Là-bas, aucun ordre n'est donné, la sécurité de l'emploi y est garantie à condition de respecter une seule règle : pas d'ego. Cela implique l'absence de privilèges pour les plus anciens et un périmètre d'activité et de décision bien déterminé pour chaque rôle, sans limite. Forts de leur autonomie, les collaborateurs s'approprient leur travail qui est unique, et ils en sont très fiers. Je n'ai jamais rencontré des salariés aussi épanouis et transparents. Et disons-le, leur Pinot, en tête des classements mondiaux, est excellent. Au point que Oprah Winfrey[1] en demande… Mais elle est sur liste d'attente. Oui, cette règle d'absence d'ego s'applique aussi aux clients : *Oprah or not Oprah*, chacun son tour.

Un peu plus au nord, dans le Michigan, l'éditeur de logiciels *Menlo Innovations* fait de la différence une force. Tous ses développeurs travaillent en binôme, tout le temps (*pair programming*). Leur recrutement est adapté à ce mode de fonctionnement peu commun (et coûteux si cela n'est pas justifié par une meilleure qualité, et donc des prix de vente plus élevés). Ils embauchent en évaluant les candidats sur leurs « aptitudes de maternelle » : vont-ils partager naturellement leur crayon avec leur binôme en entretien ? Vont-ils créer de la valeur en collaborant avec un(e) concurrent(e) qui a ses propres préférences, connaissances, schémas de pensée et modes de communication ? Une fois recruté(e)s, les employé(e)s changent de binôme chaque semaine. Cette rotation permet de créer du lien et de percevoir la diversité des profils de l'entreprise. Les erreurs de code sont plus rares, et là encore, les employés interrogés se déclarent heureux de ce système.

En Finlande, le cabinet de conseil Futurice a poussé la confiance et la responsabilisation à l'extrême. Tous les employés ont accès au compte bancaire de l'entreprise et peuvent dépenser sans aucune limite ou contrôle préalable. En revanche, ces dépenses sont consultables par tout le monde. Résultat : 25 % de réduction des frais de déplacement des employés. Ces derniers ont également accès aux comptes Twitter, LinkedIn de l'entreprise. Ils peuvent poster ce qu'ils veulent. Ce contenu collaboratif leur a permis de récolter plus de 15 000 abonnés sur LinkedIn, un record pour ce secteur et ce pays.

Enfin, quelques pratiques très simples sont mises en place pour développer l'empathie. Le check-in est un exemple répandu. Lors des premières réunions de la journée, un tour de table de cinq minutes permet à chacun d'exprimer comment il (elle) se sent aujourd'hui : fatigué(e) parce que le bébé a pleuré toute la nuit, fier (fière) parce que j'ai conclu un contrat dans la matinée, stressé parce-que…

Ainsi, les entreprises s'affranchissent des règles supposément universelles enseignées en écoles de management et créent leur propre système. Le monde du travail, théâtre de violences sociales et d'exaspérations, est aussi un terrain d'espoir dans lequel chacun peut (commencer à) agir.

Sarah Spitz, Aneo

1. Oprah Winfrey a été l'animatrice la plus populaire des États-Unis avec son talk show *The Oprah Winfrey Show*. Elle a été sélectionnée par Barack Obama pour recevoir la Médaille présidentielle de la Liberté.

Dix récits pour agir contre les dérèglements du monde

Paris, mi-février 2019. En plein hiver, l'été semble déjà là, chassant le froid et réveillant déjà la nature. Les oiseaux se remettent à chanter, les fleurs et les arbres, à peine reposés, sont déjà au travail. Les jardins publics sont pris d'assaut et il règne sur les marchés comme un air de vacances. Les prévisionnistes estiment que les températures devraient durablement – en tout cas pour les jours suivants – se maintenir nettement au-dessus de 20 degrés. On se croirait avancé de trois mois, d'autant plus que nos palais se délectent de pouvoir manger des fruits rouges fraichement arrivés d'Amérique Latine après des heures de traversée. Délicieux pourrait-on dire de prime abord. Ou anormal, si on réfléchit davantage.

« Tout ce qui était n'est plus ; tout ce qui sera n'est pas encore. Ne cherchez pas ailleurs le secret de nos maux » disait Alfred de Musset en 1836, dans ses *Confessions d'un enfant du siècle*. De fait, un étrange sentiment domine. D'un côté, nous sommes conscients que notre modèle de production doit continuer d'évoluer pour devenir plus durable et plus responsable. Les signaux ne manquent pas avec la matérialisation depuis le début du siècle de plusieurs risques : financier (2007), économique (2008-2009), institutionnel (crise de la zone euro en 2011-2012), sécuritaire (à partir de 2015), social (avec le mouvement des gilets jaunes en 2018-19) et sanitaire désormais. En toile de fond, les alertes écologiques se font toujours plus marquées et toujours plus proches. […]

Que faire ? Gare à celui qui proposerait des solutions clés en main, la mécanique du monde est complexe et surtout fragile. Plus que jamais il nous faut faire preuve d'humilité.

Que se passera-t-il une fois la crise achevée ? Face au coût économique et social de celle-ci, cherchera-t-on à rattraper le temps perdu et reprendre, à court terme et à l'identique, nos activités ? Ou, à l'inverse, va-t-on, à moyen ou long terme, vers une évolution de nos modes de fonctionnement ? En revisitant certains récits, peut-être serait-il possible de tirer quelques leçons pour la suite.

1. La Tour de Babel et le recentrage des activités

Les hommes parlent initialement une langue commune et projettent, reflet de leur volonté de puissance, de construire une tour qui toucherait le ciel. Mais cette harmonie est brisée en raison de leur orgueil : Dieu finit par les diviser en rendant les langages du monde multiples, empêchant ainsi les hommes de se comprendre et de mener à bien leur entreprise.

A-t-on vu aujourd'hui trop haut ? L'anecdote de voir à chaque décennie les records de hauteur de gratte-ciels être pulvérisés les uns après les autres nous vient évidemment à l'esprit. Mais plus largement, sommes-nous dans une compétition effrénée, au mépris de la nature et de ses lois élémentaires ? […]

2. Icare et la nécessité de se déplacer

Icare vole trop près du ciel, se brûle les ailes et tombe dans la mer où il se noie. Cette image pourrait nous rappeler la situation dans nos transports, presque tous arrêtés au cours de l'épidémie de Covid-19. Comme si des siècles de conquête, technologique, spatiale et temporelle, étaient suspendus en quelques jours. Nous déplacer librement a certes été une formidable aventure technologique, mais est surtout devenu une règle, un droit fondamental et une composante essentielle de notre mode de vie. Les transports ont accompagné, en même temps qu'ils en ont bénéficié, le formidable développement économique de ces dernières années. Plus important peut être, ils ont contribué, au niveau national, européen et international, à rapprocher les hommes, désenclaver certains territoires et faire dialoguer les cultures. Or, un monde où les hommes ne communiquent plus est un monde déréglé. L'apport des transports, correctement insérés dans leur environnement, est donc immense et c'est bien leur absence dans le contexte actuel de pandémie qui constitue un dérèglement !

3. L'Ecclésiaste ou l'importance du temps

« Il y a un moment pour tout » comme il est rappelé, au premier verset du troisième chapitre de l'Ecclésiaste. Cela semble évident, pourrait-on dire… Pourtant, l'horloge du monde, cette « mécanique éternelle », ne tourne-t-elle pas trop vite ?

Plus philosophiquement, quelle est la véritable valeur du temps dans nos sociétés ? Fernand Braudel dans sa *Grammaire des civilisations* estimait « qu'on n'atteint donc une civilisation que dans le temps long… » Or, nous avons l'impression, vraie ou erronée, que tout s'accélère :

– Le temps financier : certains opérateurs sur les marchés peuvent, grâce aux progrès technologiques, raisonner en millisecondes, soit plus rapidement que l'esprit humain. La raison humaine garde-t-elle alors un esprit critique face à la puissance technique ?

– Le temps économique : la fréquence et l'intensité des cycles et des dérèglements économiques semblent plus importants de nos jours et le moindre dérèglement dans une région du monde, y compris l'éruption d'un volcan, impacte des parties entières du globe.

– Le temps médiatique : les nouvelles technologies et les réseaux sociaux tendent à accélérer la circulation de l'information, à favoriser la divulgation de fausses informations et à contraindre les temps politiques et économiques ;

– Le temps politique, enfin, avec, notamment, le raccourcissement des cycles électoraux.

Alors que nous sommes davantage conscients de la valeur immense du temps, on accorderait dès lors et paradoxalement plus de valeur au court terme, alors que c'est exactement l'inverse qui devrait se produire. Nous avons une préférence pour le présent, alors que les cycles naturels – y compris économiques et institutionnels – sont longs. Surtout, il n'y a pas d'activité viable sans une certaine stabilité du cadre juridique et donc une certaine visibilité.

Face à cette asymétrie, nous avons besoin de retrouver une perspective de long terme d'une part et de redonner au temps sa juste valeur d'autre part. […]

4. Le paradoxe de l'eau et du diamant, ou la valeur des choses essentielles […]

5. Le mythe de Jason ou le besoin de retrouver des formes de solidarité

Élevé et exilé sur le mont Pélion, Jason décide de retourner sur la terre de ses aïeux pour reprendre son trône. Sur la route, il aide une vieille dame, qui tente, non sans mal, de traverser un torrent. Celle-ci est en réalité Athéna, qui pour le remercier, lui promet de le protéger.

Deux leçons peuvent être tirées de ce récit. En premier lieu, le nécessaire besoin de retrouver un peu de solidarité. Jason savait-il que derrière ce personnage se cachait Athéna ? À priori non. Dans son esprit, il ne s'agit que d'une vieille dame, qui, au premier abord, ne lui apportera peut-être rien en retour. Qu'importe, il l'aide. Qu'elle soit inter- ou intra-générationnelle, il s'agirait donc de retrouver davantage de solidarité,

voire de fraternité. On ne peut fermer les yeux sur le sentiment d'isolement vécu notamment par nos concitoyens les plus âgés dans les maisons de retraite. On ne peut pas non plus ignorer les situations difficiles vécues par certaines personnes issues des milieux les plus défavorisés, pour qui l'égalité des chances et les études prestigieuses sont une lointaine utopie. On ne peut ignorer plus longtemps les actifs les plus défavorisés, travailleurs de l'ombre, salariés précaires, sans qui, et l'actualité nous l'a rappelé, certaines des activités essentielles pour l'économie et notre survie ne seraient pas possible. Nous avons besoin de revenir à une véritable communauté de citoyens. […]

6. L'allégorie du tailleur de pierre ou l'exigence de sens

Replongeons-nous quelques siècles en avant, au temps des cathédrales, à travers une allégorie célèbre. Un voyageur s'introduit dans ce chantier gigantesque et cette entreprise millénaire des grands bâtisseurs. Artisans, charpentiers, sculpteurs, tailleurs de pierre, tous travaillent à cette œuvre.

Le voyageur s'arrête, ébahi, devant un tailleur de pierre et lui demande : « Que faites-vous » ? L'homme, déconcerté, lui répond simplement : « Je taille une pierre », avant de reprendre minutieusement son travail.

Le voyageur poursuit son chemin et demande à un autre ouvrier. « Que faites-vous » ? L'ouvrier, heureux qu'un voyageur s'intéresse à son travail, lui déclare, fièrement : « Je taille des pierres pour construire une cathédrale ».

Le voyageur s'apprête à quitter le chantier quand il croise le regard lumineux d'un autre tailleur de pierre. Quelque chose l'intrigue. L'homme semble comme sublimé par son travail, comme si celui-ci donnait tout un sens à son existence. Intrigué, le voyageur demande une nouvelle fois à ce tailleur l'objet de son activité. Celui-ci, le regard émerveillé, réfléchit longuement avant de conclure : « Je taille une pierre pour construire une cathédrale et aller vers le ciel. »

Ce dernier, comme les deux autres, maîtrise donc parfaitement son travail. Mais surtout, il perçoit le sens profond, la finalité ultime de ce dernier. Son travail donne un sens à son existence et le valorise. Il se sent, à son niveau, impliqué dans une fabuleuse entreprise qui marquera l'existence, traversera les siècles et deviendra le symbole d'une civilisation.

Je mesure la chance que j'ai de comprendre également la finalité de mon activité. Mais, est-ce le cas de tous ? Le travail remplit-il encore ce rôle, primordial, de vecteur d'épanouissement, de sens et de lien social ? En un mot, sommes-nous tous

capables d'identifier la finalité de notre activité et son apport pour la communauté ?

7. La ligue de Délos ou une esquisse (imparfaite) de solidarité européenne ?

On associe souvent la ligue de Délos à la toute-puissance athénienne avec la confiscation par Athènes du trésor de la ligue, qui finira par entraîner sa perte. Mais n'oublions pas non plus l'intention originelle de cette alliance inédite : mutualiser les forces des différentes cités, ces dernières ne disposant pas individuellement des moyens nécessaires pour assurer un système de défense collective, notamment contre les Perses. […]

N'était-ce pas aussi deux principes justifiant la construction européenne ? Si des considérations économiques en ont été à l'origine et en ont accéléré le processus, quelle serait l'utilité de cette construction si ce n'est une forme de mutualisation des moyens des États pour peser dans les affaires du monde ? Que serait le fondement de l'intégration européenne s'il n'existait pas une communauté de valeurs et une culture partagée dans le respect des spécificités nationales ou régionales ? L'article 2 du Traité sur l'Union européenne dispose ainsi que « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Ne renions pas nos racines. N'oublions pas la force de notre modèle économique, culturel et social européen, malgré la crise que nous traversons. Il est unique et nous nous devons de le protéger et de le valoriser. Pour cela, telle la ligue de Délos, une solidarité entre les pays est indispensable. Malgré les conflits nombreux qui ont pu opposer les nations au cours de l'Histoire, les échanges et la conscience d'une certaine destinée commune reste une constante de l'histoire européenne depuis l'Antiquité. L'arrêt de cette solidarité et l'affaiblissement de cette certaine idée de l'Europe seraient un dérèglement majeur et potentiellement lourd de conséquences. Un certain nombre de menaces – sécuritaires, sanitaires, économiques – rendent nécessaires une action coordonnée et puissante des États, dont la seule force de frappe ne permet pas nécessairement de peser face aux puissances américaine et chinoise.

8. La cigale et la fourmi ou la vertu de prévoyance

Au XVIIIe siècle, la Fontaine nous enseigne qu'une des vertus des hommes est l'anticipation et la prévoyance face aux cycles naturels. […]

9. Midas ou la vague de liquidités

Pour remercier Midas d'avoir retrouvé Silène, Dionysos lui offre un vœu. Midas demande alors que tout ce qu'il touche se transforme en or et… il meurt de faim et de soif.

Au XIXe siècle, en Angleterre, un débat domine au sein des milieux économiques : la quantité de monnaie en circulation dans une économie peut-elle excéder le stock d'or détenu par la banque centrale, qui en représente la contrepartie ? Ricardo proposait ainsi de garantir toute émission de billets par des réserves en or équivalentes, en vue d'éviter toute hausse injustifiée de la masse monétaire.

Si la convertibilité en or des monnaies en circulation est aujourd'hui révolue, que penser aujourd'hui de l'action des Banques centrales ? À priori nécessaires et indispensables pour soutenir l'activité et pallier leur assèchement dans les marchés interbancaires et dans l'économie réelle pendant la crise de 2008-2009, l'injection massive de liquidités dans l'économie n'est-elle pas sans risques ? […]

Paradoxalement, à l'exception peut-être du cas particulier de la BCE, l'existence même des Banques centrales résulte bien des crises vécues par les États et le fondement de leur mission est bien de lutter contre les crises. Les Banques centrales avaient comme mission de financer les guerres ou de ramener la confiance en cas de crise, en finançant directement les États.

Essentielle pour le soutien à l'activité, l'action des Banques centrales n'est toutefois pas exempte de risques, en particulier de formations d'un certain nombre de bulles spéculatives ou de pertes de valeur des actifs. Surtout, le retour à une situation que l'on pourrait juger « normale » pourrait être rendu délicat, en raison de la difficulté pour les agents économiques de se passer de telles mesures. Les Banques centrales sont donc pleinement légitimes au cœur des crises mais leur action ne peut être permanente. Elle supposera, dans tous les cas, une sortie progressive et lisible de ces mesures exceptionnelles et la mise en place d'un *policy mix* efficace, en lien avec la politique budgétaire.

10. « Retour vers le futur » ou le besoin d'interactions sociales

Dans le film de Robert Zemeckis de 1985 une scène présente le fils de Marty McFly portant des lunettes, en vue de regarder un film. Avec cet équipement, n'importe qui peut, sans quitter son fauteuil, accéder à d'innombrables possibilités : réalité augmentée, voyages virtuels, rencontres, conférences, sécurité, etc. En apparence, les apports de cette possibilité sont infinis et précieux. C'est évident et il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès technologique. Mais n'oublions pas une chose essentielle, rien ne remplace la réalité des rencontres humaines ! Le confinement montre combien les relations sociales sont indispensables et combien nous avons besoin d'authenticité !

Augustin Taufflieb, HEC Alumni

III

Morceaux Choisis

A B C ⋮ D E F ⋮ G H I ⋮ J K L ⋮ M N O ⋮ P Q R ⋮ S T U V ⋮ W X Y Z

L'éternel (en) péril : la mer

[…] Depuis quelques années, le passage du Nord-Est constitue un enjeu majeur du transport maritime. Rendu de plus en plus pratiquable par la fonte des glaces dans la région arctique, ce passage est d'un grand intérêt pour les armateurs, en permettant de relier bien plus rapidement l'Asie à l'Europe (l'économie de temps est d'environ 40%). Les enjeux environnementaux liés au passage du Nord-Est ne sont pourtant pas négligeables, en particulier parce que ces mouvements accélèrent la fonte des glaces, notamment à cause du carbone noir, ou *Black Carbon*. Le processus augmente également de facto le risque de catastrophes naturelles dans une zone bien plus difficile d'accès. Pourtant, les traversées par des navires commerciaux y sont de plus en plus nombreuses. En 2018, un navire a même effectué le premier passage de cette route maritime en hiver sans l'assistance d'un brise-glace. Plus perturbant encore, selon certaines prévisions, il serait possible qu'avant la moitié du siècle présent, une ligne maritime transpolaire passe directement par le pôle Nord. Dans une communication relative à sa politique arctique (*China's Arctic Policy*, 2018), le Conseil des Affaires de l'État chinois fait mention de ce passage comme étant le « passage central ».

Des initiatives multilatérales peuvent permettre la limitation du recours à la route maritime du Nord. Si les initiatives d'entreprises vont dans la direction souhaitée, comme l'annonce faite par CMA CGM en 2019 à l'occasion du G7 de Biarritz de l'interdiction d'emprunter le passage du Nord-Est, ce n'est qu'à travers une approche multilatérale centrée sur les États que de réelles avancées pourront être réalisées.

Waël Abdallah, Sciences Po

—

Science et éducation, pour un traitement curatif

[…] Afin d'appliquer un traitement curatif et non symptomatique, les solutions doivent être destinées au méta-dérèglement mis en évidence précédemment. Deux concepts capitaux sont alors à considérer : la revalorisation de la pensée et de la parole scientifique et l'éducation des populations au sens large. Ces deux axes s'alimentent mutuellement. D'une part, l'éducation est le principal levier pour une meilleure compréhension de ce rapport privilégié de la science avec la réalité ; rapport qui fait l'essence même de sa valeur. Une des raisons pour laquelle la science est négligée aujourd'hui est qu'elle n'est pas assez accessible, comprise, voire compréhensible. De plus, il est important d'éduquer en constituant un socle propice au développement de l'esprit critique afin de responsabiliser et rendre plus autonome chaque individu dans sa quête de savoir. D'autre part, la mise en valeur voire la prise de pouvoir de la connaissance scientifique – et même, plus généralement, du savoir – conditionne le sujet dans son éducation et surtout, elle contribue à son attrait et à son attention qu'il porte à la pensée scientifique. Une convergence dans la hiérarchisation des causes défendues est attendue de ce double processus. Enfin, tout ceci nécessite d'être développé, précisé et étoffé en vue d'une mise en application.

Aymen Abdelhamid, Université de Montpellier

—

Un appel à changer de logiciel

[…] Partout à travers le monde des voix se lèvent pour que nos sociétés modernes changent enfin de logiciel. Dans les médias, sur les réseaux sociaux, des mouvements citoyens réunissent anonymes, scientifiques, artistes, pour construire dès aujourd'hui le monde d'après. « Pas de retour à l'Anormal ! » clame en slogan L'Académie Du Monde d'Après, un festival citoyen organisé en avril dernier sur les réseaux sociaux. […]

Ces appels à l'action citoyenne ne sont rien d'autre qu'un appel à l'optimisme, dans un monde où l'espace médiatique est bien trop souvent pris d'assaut par les Cassandre collapsologues.

Oui, l'Humanité a les moyens de changer de logiciel, elle sait se mobiliser quand elle est en danger. Mais l'action coordonnée des gouvernements, des entreprises et de l'opinion publique sera fondamentale pour bâtir demain de nouveaux modèles, de nouvelles règles du contrat social.

Dans le contexte de la pandémie due au coronavirus, au nom de l'urgence sanitaire, au nom de cette valeur suprême qu'est la santé, les gouvernements ont mis entre parenthèses notre présent, notre vie quotidienne. Les mesures de confinement, de surveillance rapprochée des individus ont tout leur sens dans la lutte contre la propagation du virus. Mais lorsque demain l'épidémie sera derrière nous, ces mesures seront-elles toujours pertinentes ? Les citoyens doivent-ils s'habituer à renoncer à leurs libertés individuelles au nom de la santé collective ? En réalité, le rôle véritable des gouvernements une fois passées les crises, sanitaire et économique, sera moins

d'assurer la permanence de mesures liberticides au niveau individuel que de coordonner l'élaboration de nouveaux cadres réglementaires aux niveaux national et international pour poser les bases de réelles politiques de prévention.

Au cœur de la reprise économique dans le « monde d'après », les entreprises – particulièrement les multinationales – auront la lourde responsabilité de soutenir la Nation dans le temps long de la reconstruction. En réaction à l'urgence de la situation sanitaire, en France et en Europe, beaucoup d'entre elles se sont mobilisées pour produire du gel hydroalcoolique, des masques, des respirateurs. En France, sous l'impulsion du gouvernement, les banques ont sans attendre permis aux entreprises les plus fragiles de bénéficier de prêts garantis par l'État. Demain, les entreprises auront la responsabilité d'inscrire comme permanente cette valeur fondamentale de solidarité, au cœur de leur raison d'être, au cœur de leur responsabilité sociétale. Et en tant que jeunes générations, nous devrons poursuivre les travaux initiés par nos ainés, sur le rôle de l'entreprise auprès de la société. Parce qu'elles portent l'économie d'une Nation, parce qu'elles ont aussi leur rôle dans la redéfinition du contrat social, les entreprises doivent désormais inscrire leur mission dans un capitalisme responsable, une vision de long terme dans l'intérêt général et non plus seulement celui de leurs actionnaires. […]

Quentin Albert, Amundi

L'inutile action ?

[…] Cette lettre, ma chère, est un appel. Un appel à agir, à ne pas se laisser sombrer dans l'immobilité et à s'engager, pour participer au dialogue et espérer trouver des solutions. Aucune échelle n'est insignifiante et toutes doivent être écoutées par les gouvernants. À ce propos, je conclurais par le rappel d'une action qui appartient en partie aux trois catégories citées plus haut, mais qui commence par un geste individuel : le vote. Le vote est un sacre démocratique, mais il est aussi une sanction de la gestion passée. Il dénonce les carences d'un gouvernement, de même qu'il traduit un engagement. Agir est à ta portée dans le processus démocratique : il faut seulement faire entendre ta voix pour commencer à trouver des solutions à ces problèmes que nous rencontrons tous.

Marie-Renée Andreescu, ENS

Huis-clos pour un monde meilleur

[…] Comme presque toutes les activités humaines de son époque, naviguer sur Internet implique une consommation d'énergie. Déjà en 2018, elle se souvient que des études scientifiques avaient montré que mille recherches effectuées sur Google produisaient l'équivalent en CO_2 d'une voiture parcourant un kilomètre, et qu'un *data center* de grande taille consommait environ cents millions de watts, soit un dixième de la production d'une centrale thermique. Donc se désabonner d'une newsletter qui ne l'intéressait plus, supprimer un e-mail dont elle n'avait plus besoin, se désinscrire d'un site qui utilisait ses données pour lui projeter des publicités sur tous ses objets connectés, c'était déjà un acte citoyen. […] Voici dix conseils pour réapprendre à vous approprier votre temps.

- Mettez-vous en mode avion quand vous n'avez pas besoin de vos objets connectés.
- Supprimez tous les e-mails dont vous n'avez pas besoin.
- Avant d'utiliser un moteur de recherche, demandez-vous si vous avez vraiment besoin de cette information.
- Avant de regarder une série, demandez-vous si vous préférez passer en moyenne 30x10x4 soit 1 200 minutes seul(e) devant votre ordinateur ou avec des amis / avec votre famille.
- À chaque fois que vous remplissez un formulaire d'inscription pour une application ou une plateforme, demandez-vous si vous voulez vraiment qu'une entreprise puisse utiliser et vendre autant de détails sur votre vie privée.
- Avant de faire cet achat, demandez-vous si le même produit n'existe pas dans le commerce juste à côté de chez vous.
- Avant de faire ce commentaire ou d'ajouter cette vidéo, demandez-vous si elle apporte une contribution positive à la communauté des internautes.
- Citez vos sources quand vous argumentez sur Internet pour éviter de faire perdre du temps aux autres. […]
- Montrez sur Internet le même niveau de respect des autres et de courtoisie que vous avez dans la vie de tous les jours, vous éviterez des agacements aux autres et à vous-même.
- Donnez un peu d'air à vos yeux, lâchez cet écran des yeux.

Cédric Ané, Groupe BPCE

Que faire au niveau mondial ?

[…] Nous avons aussi besoin de plus de coordination au niveau mondial. Effectivement, la menace du réchauffement

climatique est aussi pressante et dangereuse que celle de la crise sanitaire du Covid-19. Comment ferions si cet été nous devions faire face à la canicule si le Covid-19 est encore présent ? Ainsi nous devons agir rapidement pour freiner le réchauffement de la planète et nous devons agir tous ensemble car il s'agit d'un problème planétaire. La crise actuelle nous offre la possibilité de consommer plus local tant que les échanges entre les pays sont bloqués. Il faudrait saisir cette opportunité pour soutenir les filières courtes après la crise sanitaire pour une mondialisation plus en cohérence avec nos objectifs climatiques. D'autre part, il faudrait aussi repenser à l'usage que nous faisons de nos modes de transport. Les voyages apportent de nombreux points positifs, entre autres, ils permettent les échanges culturels, la croissance de nos économies, etc… Mais ils sont aussi l'origine d'une importante partie des émissions de CO_2. En 2018, il y a eu 1.4 milliard de voyages aériens pour le tourisme et si le nombre de voyages aériens continue à augmenter de la sorte en 2050 le transport aérien représentera 25 % des émissions de CO_2. Là aussi, il serait judicieux de profiter de l'arrêt des transports pour repenser l'usage que nous en faisons.

Florian Arnout, ESSEC Business School

Lutter pour demain

Le bruit des rues de Marseille s'est tu. Tous les soirs à vingt heures, un couple de voisins joue du tam-tam sur son balcon. Les jours s'égrènent lentement entre les murs des appartements de l'immeuble, en cascade pour ceux qui travaillent dans le tumulte des hôpitaux et des supermarchés. En apparence, l'action a cessé, nous sommes en plein dans la conséquence d'un dérèglement brutal du monde : l'apparition d'une maladie nouvelle. La Grande Peste, la grippe espagnole, le VIH ont laissé des traces durables dans les mémoires collectives. La maladie est le facteur de dérèglement le plus imprévisible de notre monde moderne. L'anxiété face à l'inconnu, la peur de la mort nous renvoient à une fragilité parfois oubliée. L'impuissance est l'épicentre de toutes les craintes de l'espèce humaine. L'indifférence en est la tragédie ultime. […]

Alors comment expliquer la continuité d'un système qui valorise compétition et dépassement individuel en dépit de la solidarité et du service public ? Comment expliquer l'apathie métaphysique qui frappe le débat collectif ? Pourquoi agir si l'on a le sentiment d'être le maillon étroit d'une vaste chaîne ? La difficulté de conception d'un autre mode de vie, les rigidités des systèmes politiques et les divergences qui scindent la société française posent la question des directions à donner à l'action. C'est l'avenir du monde qui se joue dans l'après-gestion de crise. […]

Il est temps d'envisager l'action d'après plutôt que le spectaculaire du dérèglement. L'ahurissement est le terreau du changement. Les écueils seront nombreux sur le chemin de la rénovation de notre société vers un modèle plus juste. Refuser les solutions faciles des agitateurs, refuser le chiffon rouge de la « reconstruction de l'économie » par un affaiblissement des garanties des travailleurs, refuser les changements superficiels et les accusations manichéennes. […]

« Ceux qui vivent, sont ceux qui luttent[1] »
Victor Hugo écrit ces mots en 1848. Le printemps des peuples bat son plein et Paris ensanglantée abrite à nouveaux les idéaux révolutionnaires d'un peuple en quête de justice sociale. La conservatrice Monarchie de Juillet est mise à bas par le peuple et la Seconde République est proclamée par Lamartine. Ce temps devait être celui des poètes et des idéaux, la fin des privilèges de classe, la fin des réminiscences monarchistes dont souffre le débat public. À bas les vieilles recettes. Les révoltés marquent l'Histoire. Une toile romantique s'enroule peu à peu autour de chaque lutte dont le fil conducteur est la recherche d'un ordre plus équitable. Vivre pour une belle idée, s'engager dans sa défense, c'est donner du sens à l'absurde. Le souffle qui anime les mouvements sociaux récents en est le meilleur témoignage. Les mères de famille prêtes à passer des journées d'hiver sur des ronds-points sont des révoltées dont l'idéal a réveillé le courage et l'envie de s'insurger. Les ouvriers, rongés par le travail physique et les tâches répétitives, font grève des semaines entières sans certitude autre que celle de faire partie de ceux qui bougent.

Capucine Aubert, Sciences Po Aix.

D'Oreste à nous, limites et perspectives pour agir

[…] Enfin, pour agir contre les dérèglements du monde, il faut faire son deuil d'un monde bien réglé. Penser que tout doit se passer comme prévu. Se laisser surprendre est indispen-

1. Victor Hugo, *Les Châtiments*, Livre IV, 9.

sable car l'histoire n'est pas finie et le monde est encore plein d'incertitudes et de surprises. Partir en chemin, avec en bandoulière cette question « que faire ? », appelle à se réinventer. Pour celui qui apprécie la marche ou la course, le parcours importe plus que la destination. Et puis Apollon apparaît, réduisant à néant ce qui semblait acquis et définitif. Il porte avec son char aussi bien le soleil que la peste. En effet, parce que nous avons vécu par temps calme, nous perdons de vue les facéties de l'Histoire, qui peuvent porter le meilleur comme le pire, et sont plus rapides qu'on ne l'imagine. Il suffit pour s'en convaincre de noter que l'Histoire retient des dates plus facilement que des périodes. Dès lors, il faut toujours agir, en vigie, car les résistances qui semblent devoir ruiner les efforts peuvent soudain disparaître. Tout pareillement, les valeurs qui semblent si bien établies peuvent du jour au lendemain céder. Et si la principale menace résidait dans notre désir à tout contrôler, à ce que tout se passe comme prévu ? À coups de traitement de données de masse et de gestion de données, la tentation est grande de réduire les comportements humains à des lois statistiques pour mieux les inscrire dans des systèmes, informatiques pour l'heure. On ne peut déjà nier que nos décisions subissent l'influence du ciblage et des suggestions pour consommer et même se rencontrer. Elles deviendront d'autant plus contraintes à mesure que l'on substitue l'intelligence artificielle à l'intelligence humaine, alors que se déploient déjà des sciences qui se veulent prédictives.

Face à cela, il demeurera toujours cette question de savoir que faire pour ouvrir de nouvelles voies. À défaut de s'en saisir, prendra-t-on le risque qu'un algorithme y réponde pour nous ?

Damien Barré, Banque de France

—

Comprendre aujourd'hui, agir demain

Les mythes touchent du bois

À l'instar du stéréotype, le mythe remplace l'explication. Il détruit le langage pour le remplacer par des formules. Les mythes postulent plus qu'ils n'expriment, et lissant ainsi le réel et sa complexité, ils produisent plus d'effets qu'ils ne suscitent de questions. Ainsi, les mythes dont nous nous emploierons à dévoiler l'imposture, sont ceux qui soutiennent implicitement ou non, l'utilisation croissante de ressources dans un monde de taille finie. À priori illogique et non sujet à débat, ce mythe s'incarne de manière plus subtile dans la majorité des discours de nos dirigeants et se matérialise par l'objectif ultime et présenté comme indépassable de « croissance économique ». S'étant peu à peu imposé à la suite de la seconde guerre mondiale et particulièrement dans les années 90, la première critique à émettre, c'est la fausse complétude de son indicateur dans l'imaginaire collectif. En ne cherchant qu'une hausse de la croissance, on donne implicitement l'impression que le PIB est finalement plus représentatif des réalités socio-économiques que tous les autres indicateurs. Qui n'a jamais entendu dire que la croissance assurait le financement des dépenses sociales ou la hausse du pouvoir d'achat ? Pourtant si on regarde de plus près, il n'en est rien. C'est la croissance démographique et le revenu des ménages qui jouent un rôle sur le financement des dépenses sociales et la redistribution qui permet d'assurer la hausse du pouvoir d'achat. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un pays comme les États-Unis peut à la fois voir sa croissance grimper au-delà des 3 % pendant que ses inégalités explosent. Le but n'est pas tant de récuser la croissance, mais bel et bien de la remettre à sa place dans l'échiquier des réalités socio-économiques. Pour reprendre les mots de l'économiste Éloi Laurent, le PIB « rend borgne au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale, et muet sur l'état de notre planète. » Au-delà de ces impostures, continuer à viser la croissance est d'autant plus inquiétant qu'en l'état, elle est toute aussi incompatible avec l'atténuation du changement climatique et de notre empreinte écologique, qu'avec les réalités physiques.

Albéric Barret, Université de Strasbourg

—

Surmonter les défis du XXIe siècle

Économie de la connaissance et biomimétisme

Nos économies dépendent de matières premières finies. Il y a une contradiction mathématique inévitable entre croissance infinie et ressources finies. La connaissance elle, est infinie. L'économie de la connaissance est différente de l'économie classique dans le sens où elle est régie par des lois différentes.

– Les échanges sont à somme positive : quand on partage un bien matériel on le divise, quand on partage un bien immatériel on le multiplie.

– Les combinaisons de connaissance ne sont pas linéaires : en regroupant deux connaissances on crée systématiquement une tierce connaissance, qui est au pire triviale mais non nulle, et au mieux « révolutionnaire ».

Une révolution à la fois sociale, environnementale et technologique est incarnée dans le biomimétisme. Le biomimétisme s'inspire des propriétés, du fonctionnement et de la nature du vivant pour permettre l'innovation et l'ingénierie. Il nous rappelle que la nature est une bibliothèque et que chaque espèce est un livre. Quand une espèce s'éteint, c'est tout un mode d'emploi de la vie qui est perdu.Une représentation parfaite du fait de brûler la nature au lieu de la lire est celle d'un Conidae, une famille d'escargots marins, ce petit cône du pacifique produit une toxine : la mu-conotoxine et qui est très utilisée en neurotechnologie et neurochirurgie. Sa très grosse demande mondiale ne fait qu'augmenter. Ce petit coquillage est vendu à 3 dollars sur les marchés parce qu'il est « joli ». Une des utilisations les plus irréfléchies que l'humain peut faire d'un Conidae. Alors qu'un kilo d'or coute 54 300 $ sur le marché international, un seul mg de mu-conotoxine coute 800 $ soit 800 millions de dollars au kilo. Vendu 3 dollars l'unité, cet escargot marin du pacifique est en voie d'extinction.

Khalil Bechchani, Université Clermont Auvergne

Citoyen du monde : chef de tout responsable de rien ?

Début 2020, la planète s'arrête.
Comme la seconde guerre mondiale a été l'initiatrice d'un renouveau économique, cette guerre virale, inédite par sa taille, se doit d'être le début d'une nouvelle approche économique. Le caractère extrême des mesures prises pour la juguler peuvent être vues comme une opportunité de penser un nouveau modèle. La mémoire des malades décédés doit bien sûr être honorée, mais le terreau fertile à de nouveaux courants de pensée nés en réponse au confinement doit être cultivé avec une extrême attention.

Cette crise porte deux enseignements de court terme : la vulnérabilité de notre monde industriel et l'espoir de l'émergence d'une nouvelle économie. Le monde a été mis à l'arrêt par une propagation du virus dopée par les flux globaux de marchandises et d'humains. Le confinement nous invite à repenser nos modes de consommation et de travail : l'agriculture locale nous nourrit tout aussi bien et certaines réunions ne nécessitent peut-être pas de prendre l'avion mais peuvent se faire en visioconférence. L'autre enseignement est l'espoir écologique, qu'il faut conserver et utiliser pour agir face au réchauffement climatique. Les canaux de Venise translucides, les coyotes courant dans les rues de San Francisco ou la pollution atmosphérique à des niveaux minimums sont des messages qui montrent qu'il n'est pas trop tard pour agir.

Quel pays sera le premier à prendre des mesures fortes au niveau économique pour combattre le réchauffement climatique ? Il y a fort à parier qu'aucun ne le fera. Nous pourrions modéliser cette situation avec un dilemme du prisonnier où les pays n'ont pas intérêt à collaborer contre le changement climatique car leurs coûts d'abattements seraient trop forts à court terme. Il existe cependant une réponse politique capable de le faire : l'Union européenne. La structure fédérale et l'existence de lois européennes peuvent « forcer » les pays à la collaboration en matière de combat contre le réchauffement climatique. Plusieurs réformes économiques sont concevables pour aider à la transition écologique. […]

François Belle-Larrant, CentraleSupélec

Agir en faveur des dérèglements du monde

C'est pourtant à un autre dérèglement que je veux ici rendre hommage. […] je prends le parti de répéter la nécessité d'agir en faveur de l'intégration des femmes comme agents économiques à l'échelle mondiale.

Dans l'Histoire de l'Humanité et des sociétés humaines, le travail des femmes s'est longtemps limité, et l'est encore de nombreuses manières, aux tâches du foyer et de la maternité, ainsi qu'aux tâches agricoles. L'augmentation du taux d'activité des femmes dans les pays dits développés constitue ainsi un véritable dérèglement – puisque c'est un écart par rapport au fonctionnement régulier de l'organisation de l'activité – aussi bien économique que social, que nous nous devons d'encourager. L'économiste et philosophe indien Amartya Sen soulignait : « Les femmes sont de plus en plus considérées, par les hommes et par les femmes elles-mêmes, comme des agents de changement : les moteurs dynamiques de transformations sociales qui peuvent modifier la vie à la fois des femmes et des hommes » (*Development as freedom*, 2001). […]

Je vois quatre mesures. D'une certaine manière, elles constituent toutes un dérèglement, puisqu'elles viennent bousculer un ordre établi de longue date. Elles sont nécessaires pour les femmes comme pour le tissu économique français.

La première, c'est de renforcer les lois et mesures en faveur de la féminisation des fonctions d'encadrement et de gouvernance des entreprises. En ce sens, la loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances de gouvernance des entreprises françaises, dite loi Copé-Zimmermann, promulguée en 2011, a permis d'augmenter de manière significative la présence de femmes dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises françaises. Même si ce type de mesures ne concerne que les fonctions d'administration des entreprises, il est prouvé qu'elles ont un impact non seulement sur le renforcement d'une culture d'entreprise plus égalitaire mais aussi sur la performance même de l'entreprise. Dès lors, il faut absolument amplifier la portée de ces lois pour qu'elles couvrent progressivement davantage d'entreprises, et qu'elles élargissent les exigences aux autres formes de gouvernance : les comités exécutifs et de direction, les postes clés, les plus hautes rémunérations.

Le second axe concerne le rôle des réseaux professionnels féminins et en faveur de l'égalité. Ces réseaux, dont le nombre a largement augmenté ces dernières années, contribuent grandement au développement d'une culture plus égalitaire et donnent des clés pour briser le plafond de verre. […]

La troisième proposition concerne l'allongement du congé paternité : le droit du travail français est très en retard par rapport à de nombreux pays (notamment la Suède, la Norvège, la Finlande et depuis peu l'Espagne) ainsi que par rapport à certaines entreprises privées qui ont pris d'elles-mêmes l'initiative d'en augmenter la durée. Or, le fait d'avoir aussi peu de jours de congés pour le père (onze jours !) pose un double problème : d'une part il ne permet pas aux pères de passer du temps avec leur nouveau-né, d'autre part il oblige la mère à utiliser tout son congé maternité, souvent suivi dans la foulée d'un congé parental. Cela contribue à conforter des écarts d'évolution professionnelle entre les deux parents et justifie certainement de nombreuses discriminations à l'embauche. […]

La dernière proposition que j'aimerais formuler est à la fois la plus utopiste et sans doute la plus utile, à terme. Car si la reconnaissance des femmes comme facteurs de création économique est une dynamique à encourager, encore faut-il qu'elle se répartisse équitablement dans tous les secteurs et métiers. […] Les métiers de l'informatique et des télécommunications, et plus largement de toutes les nouvelles technologies, que l'on qualifiait il y a peu de « métiers de demain », sont bien en 2020 les métiers d'aujourd'hui, puisqu'ils regroupent un nombre conséquent de fonctions à forte valeur ajoutée, et dont la croissance devrait se maintenir pour longtemps. Or, les femmes ne sont que peu représentées dans ces métiers : selon l'INSEE (rapport de 2017, chiffres de 2015), le taux de féminisation de ces métiers serait en moyenne de 17 %, et même moins de 15 % pour les ingénieurs de l'informatique. Ce taux aurait d'ailleurs tendance à diminuer (il était de 20 % en 2011), du fait d'une croissance de ces métiers plus rapide que la progression du nombre d'étudiantes dans les écoles dédiées.

Nicolas Bellion, Banque de France

L'Union fera toujours notre force

L'Union européenne, pionnière d'un mode de vie plus durable
Pour promouvoir le « mode de vie européen », la Commission européenne pourrait être la pionnière de la finance verte. N'est-ce pas l'Union européenne qui a adopté les normes comptables internationales (IFRS) ? Ne pourrait-elle pas se préoccuper de l'inexistence de l'interaction de l'entreprise tant avec les hommes qui y travaillent (capital humain) qu'avec son environnement (capital naturel) ? Cette méthode CARE de comptabilité environnementale développée par des chercheurs permettrait une transparence de fond sur les interactions de l'entreprise, en particulier en sanctionnant directement sur leurs extraits comptables les entreprises aux externalités négatives. On internaliserait donc à la sorte d'une taxe pigouvienne les externalités de l'entreprise avec la présence de trois capitaux au bilan : le capital financier, le capital humain et le capital naturel. Les entreprises européennes prendraient alors véritablement conscience de leur influence sur l'environnement ce qui n'est actuellement pas le cas avec de simples rapports RSE obligatoires depuis 2017.

La Commission européenne a promis son pacte vert, ce *Green Deal* qui a été mis sur pied dès le début du mandat de Ursula von der Leyen mais qui a sérieusement pris du plomb dans l'aile depuis l'apparition de la pandémie en Europe. Comment financer le trillion d'euros sur dix ans avancé par la Commission ? D'un autre côté, alors que le changement climatique est bien là, le marché du carbone ne comprend toujours pas une fourchette de prix ou de prix plancher. Selon les statistiques publiées par le *think tank* Ember, le prix d'une tonne de CO_2 est passé de 23 € au début du mois à 16,6 € le 23 mars du fait du ralentissement de l'activité économique. Le marché carbone ne permettra pas de convaincre la Pologne de la nécessité d'arrêter ses centrales à charbon. La Pologne est d'ailleurs le seul État membre à ne pas s'être engagé pour

la neutralité carbone en 2050… Quant à l'Allemagne, elle retarde la remise de son plan énergie-climat initialement prévue en janvier…

Un petit succès de l'UE réside dans l'adoption l'année dernière de la directive sur le plastique à usage unique. Celle-ci prévoit l'interdiction d'ici à juillet 2021 de la production de produits jetables en plastique. Elle ne doit pas être abandonnée par certains États membres qui se laisseraient convaincre de leur nécessité très souvent par des lobbies industriels. […]

L'échelle européenne est celle dont nous avons besoin pour faire porter notre voix alors que la coopération internationale montre de nombreux signes de faiblesse ; cette période de crise montre à quel point nous avons plus que jamais besoin de solidarité en son sein. Une solidarité qui repose sur des valeurs communes pour que demain soit un monde meilleur qu'aujourd'hui.

Estelle Beuve, EM Strasbourg / Université de Strasbourg

Le dérèglement climatique, ou une humanité qui procrastine

Pourquoi une telle passivité face à l'urgence ?
Alors que la planète souffre de l'action et de l'inaction humaine face à cette crise climatique, la question mérite d'être soulevée. On peut citer, au-delà des facteurs politiques, financiers, économiques et sociaux, une tendance psychologique bien connue de beaucoup d'entre nous : la procrastination. La procrastination est une réaction naturelle de tout être humain qui consiste à repousser des tâches à plus tard, pour éviter les émotions négatives qui surgissent lors de la réalisation de ces tâches. Agir contre le réchauffement climatique aujourd'hui placerait les populations et entreprises dans un inconfort relatif, avec de nouveaux modèles de vie et d'affaires qui peuvent paraître plus chers et plus contraignants, surtout dans les pays les plus développés (moins d'avions et de voitures, production plus locale…). Le grand dilemme de la procrastination réside dans le fait qu'en repoussant l'inconfort lié aux tâches nécessaires, nous ne faisons que l'augmenter, le jour où ces tâches deviennent inévitables. Cela est dû au fait que nous avons des difficultés à nous projeter dans l'avenir. Notre confort futur nous paraît infiniment moins important que notre confort présent, car notre « nous » du futur nous apparaît plus comme un étranger que comme une partie de nous-mêmes.

Comment lutter contre la procrastination climatique ?
La crise sanitaire actuelle atteste que la société est capable de prendre et respecter des mesures contraignantes pour lutter face à un risque immédiat (qui met en danger notre « nous » du présent). Dans le cas du changement climatique, le risque ne paraît pas immédiat, et il est donc finalement logique de ne pas encore avoir vu naître de telles actions défensives. Pour endiguer le réchauffement climatique, il pourrait être pertinent de se tourner vers des mécanismes existants pour lutter contre la procrastination. La première étape serait alors de pardonner les fautes du passé. Il n'est peut-être pas trop tard pour bien faire, mais ressasser les erreurs d'hier n'aidera pas le progrès de demain. La deuxième étape serait d'identifier des petites actions, à impact individuel relativement faible mais qui mises bout-à-bout serviront de levier pour une société plus respectueuse de l'environnement. Ce faisant, les efforts consentis ne paraissent pas trop inconfortables pour chaque action, mais leur conjonction permet de faire avancer les choses. La troisième étape importante à envisager serait celle de la récompense. En effet, ces petites actions ne seront pas entreprises de plein gré par les acteurs de la société, et infliger des sanctions pour leur non-respect serait contre-productif par essence. L'objectif serait alors de mettre en place un système de récompenses, pour inciter tout le monde à changer leur mode de vie et de fonctionnement, sans que cela paraisse trop contraignant ou trop cher.

Il est possible, souhaitable, et sûrement indispensable de trouver des solutions pour gérer la crise environnementale. Le point de non-retour a peut-être même déjà été atteint. L'approche proposée ici vise à répondre par l'angle psychologique de la procrastination. Peut-être permettra-t-elle de mieux étudier les causes intrinsèquement humaines de l'inaction actuelle, dans le but de coordonner les actions futures, afin de les rendre plus efficaces et moins inconfortables pour tous.

Bastien Bonicel, Deloitte

Une intime conviction

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs de la Cour,
Mesdames et messieurs les Jurés,

Je vous le demande : ne vivons-nous pas une époque extraordinaire ? Nous voici reclus dans nos maisons et privés du droit

d'aller et venir, par le fait d'un virus inconnu mais avant tout par application du pouvoir politique. Nous voilà dépendants d'usines chinoises pour l'acquisition de quelques dizaines de millions de bouts de tissu attachés par des élastiques, bouts de tissu que nous avons dédaigneusement renoncé à produire. Nous voilà enfin tout heureux de découvrir que certains métiers, de prime abord insignifiants, constituent en réalité le socle et le ciment de notre Nation. Oui mesdames et messieurs, nous vivons des temps extraordinaires. Un extraordinaire qui suscite quelques beaux élans de générosité certes, mais un extraordinaire qui confine (c'est le mot) aussi souvent à l'absurde. À ce point absurde qu'il conduit aujourd'hui les hommes à accuser le monde d'être à l'origine de ses propres dérèglements et à le traîner devant la justice de ce pays pour lui demander de rendre des comptes.

Le monde serait donc l'auteur de ses propres dérèglements. Voilà une accusation bien présomptueuse ! Mon client serait-il dominé par des pulsions auto-destructrices ? Mon client serait-il nihiliste au point de gaspiller et souiller toutes ses ressources ? La planète, la nature, le monde seraient-ils responsables des guerres, des crises et des inégalités économiques qui affligent les hommes ?

J'entends déjà Maître Marcelino Vation avancer l'argument des catastrophes naturelles et des maladies. Un peu court, cher confrère, qui vous égosillez à démontrer que la technique des hommes peut tout résoudre. Que ne l'ont-ils déjà fait pour les tsunamis, les tremblements de terre et autres épidémies ! Laissons aussi de côté les grincheux qui s'écharpent pour savoir si ce cher Covid provient d'un pangolin, d'une chauve-souris ou d'un chercheur peu précautionneux. À la limite peu nous importe. En réalité, cette épidémie fait déjà partie des livres d'Histoire car elle met les hommes devant leurs contradictions comme peu d'entre nous seraient parvenus à le faire. Ce coronavirus, anticapitaliste de première tant il déteste les échanges internationaux et fait chuter les places boursières, me fournit donc des arguments de premier plan.

Mesdames et messieurs les Jurés, vous devez aujourd'hui faire le bon choix et vous devez faire vôtre cette intime conviction : les dérèglements majeurs du monde sont un fait humain et ce sont bien les hommes qui doivent aujourd'hui opérer un changement. […]

Dans ce contexte, et parce que mon client et moi-même comptons demander des réparations dans ce dossier, je crois qu'il est urgent de revenir à des chaînes de valeur régionales. La mondialisation à outrance entre des pays sans fondamentaux économiques comparables a créé trop de chocs et de dérèglements. Par ailleurs, il est entendu que ces dérèglements ne sont pas perçus, vécus et résolus de manière uniforme par tous. Là encore, la crise sanitaire que nous vivons actuellement le montre mieux que jamais. Les différents épisodes de SRAS et de MERS en 2003 puis 2015 qu'a traversés la Corée du Sud ont permis au pays de mettre en place un système sanitaire réactif à ce type d'attaques. Mesdames et messieurs les Jurés, je crois que votre réflexion doit être nourrie par cet état de fait : les États ont des modes d'action différents et cela doit nous encourager à introduire de la modération dans notre système libéral. Sans quoi nous nous exposerons à des dérèglements encore plus importants.

Car une fois que les échanges et les bourses seront définitivement déréglées, les hommes viendront à bout des hommes eux-mêmes. […] Le monde et la nature n'y sont pour rien, mesdames et messieurs les jurés. Bien au contraire, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour constituer des sas de décompression : le bord de mer, la forêt, l'air de la montagne, les odeurs d'un verger en fleur, voilà ce que proposent le monde et la nature. […]

En effet, je crois que la mauvaise passe judiciaire entre le monde et les hommes que nous incarnons aujourd'hui doit être l'occasion pour nous de renoncer à la fatalité. Cela peut s'opérer en deux temps. Il est tout d'abord impératif de redonner du sens au progrès, comme expression d'une vision crédible et attractive, face à l'innovation technique pure. Un progrès qui prenne en compte l'homme et pas uniquement la machine. Un progrès vers une vie meilleure, plus heureuse et davantage tournée vers le vivant, sans être forcément plus productive ou plus utile. Francis Bacon voyait le temps comme un facteur qui abîme et salit les êtres et, pour y remédier, l'innovation comme une démarche nécessaire, non pas pour aller vers le mieux, mais pour compenser la corruption du monde. Face à cela, tâchons de redonner aux hommes la conscience d'un progrès humain. […]

Mesdames et messieurs les Jurés, qui jouissez désormais d'un temps long offert par le confinement pour réfléchir, songez donc à tout ce que vous apporte le monde et aux dommages que lui ont infligés les hommes. Forgez-vous l'unique intime conviction qui soit valable : le monde est innocent des dérèglements dont on l'accuse et il est même prêt à s'allier de nouveau avec les hommes, pour peu que ces derniers le désirent. Le monde vous tend la main, sachez la saisir !

Édouard de Cagny, ESSEC Business School

Un traçage pas si anodin

Paris, le 15 août 2020
Arthur fixait son portable, le regard vide. L'application « Halte Covid » affichait une carte GPS de Paris avec des points rouges à divers endroits. Suite au déconfinement, une application de traçage reposant sur l'inscription volontaire de la population était d'abord apparue. Mais le gouvernement y avait renoncé pour adopter la méthode sud-coréenne, jugée plus efficace. Les données cellulaires des sujets contagieux étaient utilisées pour reconstituer leurs derniers trajets et alerter les personnes susceptibles de s'y être trouvées. Face aux contestations, la communication officielle s'était mise en place : les données étaient entièrement anonymisées, la mesure serait temporaire, son efficacité la rendant rapidement obsolète. Au départ, Arthur n'en pensait pas moins. De toutes façons, son métier de *data analyst* dans une société de l'*advertising-tech* ne le plaçait pas dans le camps des techno-sceptiques.

[…] La veille, les pompiers étaient venus chercher sa fiancée qui éprouvait des difficultés à respirer. On avait conclu au Covid-19. Pas d'inquiétude cependant : son cas était stabilisé et elle devait rentrer ce soir. Arthur, quant à lui, était déjà immunisé. En rentrant du travail, il avait commencé les préparatifs pour un dîner en amoureux. La soirée s'annonçait bien.

Son téléphone avait vibré en pleine préparation d'une pâte sablée ; c'était un texto du ministère de la santé. « Un nouveau cas de Covid-19 a été déclaré dans votre environnement proche. Suivez le lien pour observer ses derniers déplacements ». […] Depuis la nouvelle mesure gouvernementale, il découvrait toujours avec curiosité les trajets de ces anonymes. […] Ce soir, l'alerte concernait sa fiancée. Malgré l'anonymat, Arthur avait facilement recollé les morceaux : la personne s'était rendue dans le 16e arrondissement, où sa fiancé travaillait, pendant la journée. Elle avait déjeuné dans un bar à salades où sa fiancée avait ses habitudes. Le soir, elle était allée au supermarché à côté de chez lui ; sa fiancée aussi. Pourtant, Arthur n'avait pas retrouvé le cinéma où elle était censée avoir passé le reste de la soirée, accompagnée d'une amie d'enfance. À la place, on la voyait dans un immeuble du 19e arrondissement, un quartier où ils n'avaient pas leurs habitudes. Il lui avait pourtant demandé son avis sur le film, le lendemain. La réponse avait été vague, il aurait peut-être du se méfier. Pour la première fois de son existence, alors qu'il s'apprêtait à accueillir sa fiancée de retour de l'hôpital, Arthur maudit la technologie.

Matthieu Caron, Moody's

Quand arrêterons-nous ?

Le monde s'est arrêté, le monde pense encore. On nous parle de demain. D'un demain meilleur pour nous, nos sociétés, notre environnement. L'idée d'un changement durable n'est plus aussi utopique : avec une fracture profonde, nous pourrions en effet soigner et changer, pour de bon cette fois.

[…] Je continue à lire la presse, les articles des grands cabinets de conseil, j'entends les discours de nos élus. Notre indépendance économique en a pris un coup. Mais l'absurdité de nos modèles, elle, a refait surface. Aucun moyen de production n'a été détruit, ils ne sont juste plus utilisés, nous comprenons que les vieilles recettes auront peu de chance de relancer la machine cette fois. Nous sommes à l'arrêt, un arrêt physique, un arrêt que nous ne connaissions pas ou plus.

Pour connaître et mettre en place les grandes transitions que nous sommes beaucoup à attendre, c'était sûrement cela dont nous avions besoin : une pause. Une grande pause qui nous permettrait de prendre le temps de faire autrement, simplement. Notre première action à engager serait d'accepter l'arrêt de ce monstre de croissance qui s'écroule au premier coup de vent. Les modèles alternatifs existent.

Chloé Chapuis, ESSEC Business School

Vision d'une société durable et désirable

Cette vision est fictive et ne prend pas en compte les réalités économiques et sociales inhérentes à notre organisation sociétale. Elle m'aide néanmoins à me projeter et, peut- être, à trouver une voie à laquelle je souhaiterais appliquer mon énergie.

– Mise en place d'un revenu universel de 700 € par mois et par citoyen français, sans aucun critère.
– Les *low techs* et la philosophie *open source* sont enseignées à l'école et deviennent une matière à part entière au collège / lycée. […]
– Gratuité des protections menstruelles et remboursement intégral des pilules de contraception.
– Développement de l'isolation dans les logements (à base de vêtements recyclés par exemple).
– Développement de l'entomophagie, diminution drastique de la consommation de viande bovine.

– Développement du biomimétisme.
– Légalisation des drogues douces qui entraînera un désengorgement des prisons et un contrôle de la qualité des produits consommés.
– Taxation à 100 % par l'État sur les successions.
– Interdiction des pesticides, utilisation d'engrais naturels, abolition de la monoculture au profit de la permaculture et de la jachère.
– Augmentation du nombre d'agriculteurs, et d'apiculteurs. Les institutions telles que « C'est qui le patron ?! » fleurissent et les aident à trouver des débouchés à leurs productions.
– La production de voitures à usage personnel de plus de 800 kg est interdite. La production des voitures légères est encouragée (2 L / 100 km) ainsi que celle des vélos.
– Interdiction de jeter et/ou détruire des produits non utilisés en bon état (vêtements, numérique).
– Les relations européennes sont développées par un réseau de transport ferroviaire globalisé au sein de l'espace européen. […]
– Les voyages transcontinentaux sont facilités par des partenariats techniques entre les entreprises ferroviaires nationales.
– Le transport aérien est taxé proportionnellement à ses impacts environnementaux.
– Développement du transport marin à la voile.
– Les centrales au charbon sont fermées : développement de l'éolien *offshore*, du solaire et de l'énergie marémotrice. Renforcement de la filière nucléaire et de la recherche. Un effort est mis sur la transparence des informations.
– Renforcement du marché européen des quotas d'émission.
– Mise en place d'un système de gouvernance nationale sur la base d'un tirage au sort.

Pour maintenir le réchauffement planétaire sous la barre des deux degrés maximum d'ici à 2100, il faut baisser de 4 % par an les émissions de gaz à effet de serre. La crise mondiale causée par le Covid-19 va engendrer une baisse des émissions d'à peu près 4 %.

Tanguy Cleirec, Wavestone / EM Lyon

Lettre ouverte d'une jeune Européenne

[…] Je suis diplômée d'une école de commerce, chaque entrepreneur de cette école s'emploie à agir. Pensons-nous réellement que les Pères fondateurs avaient comme projet l'Union européenne ? Leur projet c'était nous, c'était nous apporter la paix, l'égalité et la prospérité. C'était nous apporter les remèdes pour surmonter les traumatismes de ce continent et de ses peuples après deux guerres mondiales. Alors le voilà le projet que je compte décrire dans ce papier. […]

Oui, l'Union est l'avenir, mais elle n'est l'avenir que si elle est l'alliée de ses citoyens, l'alliée de ses valeurs et qu'elle ne s'impose pas en leader d'une forme de pensée unique. Parce que oui, l'Union n'est pas une pensée unique. Il faut l'admettre et elle n'aura un futur que si elle en prend conscience.

Ainsi, vous comprendrez ma difficulté à parler de l'avenir de l'Union européenne. Son avenir est incertain, écrire un texte court sur le sujet ne nous aidera pas à résoudre le problème de fond. Répondre à cette question serait comme demander à un étudiant en recherche de stage ce qu'il veut faire de sa vie. Croyez en mon expérience, vous n'obtiendrez guère de réponse à cette question.

Soixante-dix ans. C'est la période sur laquelle on nous demande de réfléchir. À l'heure où internet a fait sa place en moins de trente ans et révolutionné notre monde, où l'économie du monde peut s'écrouler en quelques semaines dû à un choc financier ou une maladie nouvellement découverte, il m'est impossible de répondre réellement à la question. Je ne peux guère en dire plus que vous demander de croire en nous. J'ai fait le choix d'étudier l'Europe. J'ai fait le choix d'étudier ce beau projet à l'heure même où il a rarement été aussi incertain. Nous avons, aujourd'hui, un grand nombre d'outils à notre disposition qui vont nous permettre d'agir. La transition technologique par exemple, utilisée de la bonne manière, peut nous permettre de protéger la démocratie. Mais comme pour tout, la technologie n'est qu'un outil et elle ne nous aidera à agir que si elle est utilisée de manière positive. Utilisons la technologie pour protéger la liberté de la presse, pour vérifier la véracité des informations dont nous disposons, pour permettre à des familles disséminées aux quatre coins de la planète de communiquer. Ainsi, il est désormais possible grâce à la BlockChain, par exemple, d'envoyer de l'argent à l'autre bout du monde sans frais et rapidement. Il est aussi possible de contrôler des contrats, de limiter la fraude. Cette innovation constante peut impacter négativement nos vies. Je reste intimement persuadée, que l'Europe, si elle prend le leadership, si elle ouvre le débat et si elle s'investit, peut permettre à cette nouvelle révolution d'améliorer nos vies. […]

Guila Conseil, Collège d'Europe

Devenir aussi grands que nos pensées

[…] Les premiers combattants des droits civiques, qu'ils soient en faveur du droit des femmes, de la fin de l'Apartheid ou de l'abolition de la peine de mort, étaient tous considérés comme ayant perdu la raison, comme allant à l'encontre de l'intérêt général. Les mêmes critiques sont aujourd'hui adressées à de jeunes militant(e)s luttant contre le réchauffement climatique. L'ostracisation qu'ils subissent n'est pas un mécanisme de résistance, c'est le symbole d'une profonde divergence sur l'identification des dérèglements méritant l'action. Dans les premiers temps de ces combats, le système de valeurs morales de la société n'était pas assez en décalage pour accepter une rupture. Puis, sous l'effet des actions menées, il a évolué et a fini par exiger un changement plus ou moins important de la règle fixée, résolvant de ce fait le dérèglement identifié. Pensez aux efforts déployés pour combattre la pollution plastique. De nombreux militants et ONG agissent sur le terrain depuis des années, sans que cela soit valorisé ou intégré par la société. Les valeurs morales évoluent néanmoins progressivement, et l'indignation grandit. C'est finalement en 2015 que le feu prend : en quelques mois, la société s'empare du sujet. En conséquence, la règle est adaptée pour s'aligner avec l'évolution des valeurs morales de la société et des lois anti plastique sont votées. Le dérèglement provient donc ici d'un décalage entre les concepts moraux communément acceptés par la société et les règles en place. Pour faire écho à ce qui est développé plus haut, placez une femme de notre époque dans un monde du début du XXe siècle, et elle identifiera immédiatement les dérèglements valant combat et action. Placez un afro-américain d'aujourd'hui dans les États-Unis des années 50, et il s'insurgera de son traitement. Plaçons un de nos petits-enfants dans notre monde actuel, contre quoi se révoltera-t-il ? Qu'est-ce qui, selon lui, mériterait qu'il mette, comme Mulan[1] l'a fait, sa vie, sa situation, sa cellule familiale en danger ? […]

L'identification de certains éléments d'un consensus, sera donc une première étape. Les dérèglements seront identifiés dans la règle en elle-même qui ne sera plus adaptée à la morale de notre société, et nécessiteront un ajustement. D'autres proviendront d'entorses à la règle qui ne seront pas tolérées par notre morale. Cela mènera à la définition d'une situation idéale, qui guidera l'ensemble des mutations sociétales vers une réduction des dérèglements du monde. […]

1. Héroïne chinoise qui se déguise en soldat pour protéger son vieux père requis par la conscription. Mise en film par Disney.

Créer la lumière plutôt que d'effacer les ombres

[…] Il faut utiliser l'espace politique pour le faire, lieu d'échange et de questionnement. Néanmoins, celui-ci est aujourd'hui souvent figé dans un système de valeurs surannées, où on entend trop souvent citer Jaurès ou de Gaulle. Comme si on pouvait réellement baser son raisonnement sur la pensée d'hommes nés à l'époque où les femmes n'avaient pas le droit de vote, à l'époque où l'homosexualité était punie par la loi, où la limitation des ressources avait pour seule conséquence l'augmentation du prix, où l'impact de nos activités sur la température globale de la planète et sa biodiversité n'était pas connu, où on ne pouvait pas se faire *stalker* sur les réseaux sociaux, avoir un *call* dans dix minutes avec l'autre bout du monde, où Erasmus n'était qu'un vieux fou grec, et Python un reptile, où les plateformes de *crowdfunding* se résumaient à un chapeau posé à même le sol, où une personne de couleur n'était pas considérée comme française, où l'eau courante n'était pas dans tous les villages de France et la fibre encore moins, où les surveillants scolaires se concentraient sur la longueur des cheveux, où la charrue était véritablement mise avant les bœufs et où, pour finir, Mulan n'avait même pas été dessinée par les studios Disney. […]

Les dérèglements du monde rendent nos chemins extraordinaires ; à nous d'identifier les carrefours et d'aider notre civilisation à prendre le bon sentier pour la faire grandir. Car nos pensées sont grandes mais nos actes insuffisants, en effet, l'ultime métamorphose de toute civilisation intelligente consiste à devenir aussi grande que ses pensées.

Anthonin David, Deloitte

—

Agir face aux organisations criminelles…

… qui profitent des situations de crise et de la fragilité des institutions.

[…] Il convient cependant de permettre aux institutions de se protéger au mieux face aux organisations mafieuses, à commencer par la lutte contre la corruption. À ce sujet, la France, bien que classée 23e au classement annuel de la corruption dans le monde par l'ONG *Transparency International*, montre des évolutions positives avec la création de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, l'Agence anticorruption ou le Parquet National Financier. Les nations

les mieux classées sont la Nouvelle-Zélande et le Danemark qui jouissent de réglementations sur le financement de campagnes plus strictes qu'ailleurs. […] Ainsi, les collectivités territoriales restent-elles bien fragiles face à la corruption. C'est pourquoi des mesures doivent être prises afin de les consolider. La France peut servir d'exemple en la matière. En effet, depuis la loi Sapin II du 9 décembre 2016, les collectivités territoriales sont tenues de mettre en place des procédures visant à prévenir et à détecter des actes de corruption. […]

Ces mesures n'ont néanmoins aucun impact si l'agent public n'y est pas sensibilisé. C'est précisément ce sur quoi il faut fondamentalement agir à l'avenir : rappels déontologiques réguliers, sensibilisation aux notions de conflit d'intérêt, de favoritisme, de détournement de fonds, etc… Si l'agent public comprend les enjeux qui se cachent derrière le respect de sa fonction, alors la gestion publique locale sera pérenne et la corruptibilité des institutions bien diminuées aussi bien à l'échelle locale que nationale.

Tristan Dubost, IUT de Caen

Échanges

Un collectif d'élèves adresse ses questions sur un sujet de débat qui leur est proposé « Agir sur les dérèglements du monde », à un collectif de professeurs. Voici un extrait de leurs questions.

[…] De quoi parle-t-on lorsque nous évoquons des « dérèglements » ? Les « dérèglements » sous-entendraient qu'il y ait eu un ordre préalable, et que la présence d'un ou de plusieurs événements en aurait travesti l'existence. On parlerait alors de dérèglements dans le sens de changement, d'évolution, de modification de l'ordre établi. C'est ainsi que nous pouvons considérer que de depuis 13,8 milliards d'années, l'Univers est soumis à des dérèglements, par la seule expansion de l'espace temps. Nous pourrions aussi considérer que l'arrivée de la vie sur Terre et de la présence de l'homme ont produit des dérèglements, troublant l'ordre jusque là établi. Si par « monde », nous entendions la planète Terre, nous pourrions nous attacher aux modifications « naturelles » qui ont eu lieu avant l'apparition de la vie.

Mais en choisissant de nous situer désormais à l'échelle de la société, nous avons entendu les dérèglements comme dérives de ce que l'humanité peut produire. […] Nous avons ainsi eu tendance à interpréter les dérèglements comme les failles de ce que l'homme met en œuvre, en pensant notamment aux dérèglements climatiques, aux inégalités croissantes entre les pays riches et les pays pauvres, aux déplacements massifs de peuples démunis.

Marie Durand, Orthophoniste

Passer du paradoxal à l'opérationnel

Alors que pourraient être des conditions favorables pour relever les défis climatiques, économiques, sociaux qui nous attendent en fin d'épidémie ? Voici une proposition : lister précisément un ensemble d'activités et situations polluantes qui ne seront plus autorisées ou fortement taxées dans un an. Et idéalement, prendre dès la fin de l'épidémie, ou rapidement après, une ou deux mesures très fortes qui impactent le quotidien des citoyens, pour leur faire prendre conscience de l'imminence du danger qui nous attend, vis-à-vis du réchauffement climatique. Par exemple, la voiture pourrait être interdite pour les déplacements pouvant être faits par les transports en commun. […]

Une telle liste devrait être établie avec équité pour les citoyens. L'exemple ci-dessus sur les modes de déplacement est équitable car il ne pénalise pas les citoyens qui ne disposent pas d'un réseau de transport public suffisant pour changer leur mode de déplacement. C'est une doctrine à l'inverse de celle, par exemple, de l'augmentation du prix du diesel qui taxe de la même façon les citoyens quand tous n'ont pas les mêmes possibilités de substitution. Je crois d'ailleurs que pour emporter l'adhésion de la population, la liste devrait aussi contenir un certain nombre d'injonctions sociales, comme l'encadrement des loyers. Car les mesures à visée écologique de cette liste seraient à priori de nature à diminuer le pouvoir d'achat des citoyens, au moins à court terme, par exemple concernant la relocalisation de certaines activités en France. Le mouvement des gilets jaunes a souvent mis en opposition « fin du monde » et « fin du mois ». Pour s'unir toutes et tous ensemble dans ce combat salutaire, concilions lutte contre le changement climatique et justice sociale. Et nous ferions nation dans cette conquête folle du pays bas-carbone en un an, pétillants d'innovations comme nous le sommes au temps du Covid-19.

Thayaliny Easwarakhanthan, Enedis

L'horloge

Laura rend visite à une surprenante vieille dame.

[…] Le bois était dense. Le soleil arrivait à peine à se frayer un chemin entre les branches et Laura arrivait à peine à se frayer un chemin entre les troncs. Elle marcha longtemps, très longtemps. Elle ne pensait à rien, se contentant d'avancer, suivant l'étroit sentier. Elle commençait à fatiguer, rattrapée par la faim et la soif, quand elle vit une maison. Une cabane en bois. Elle s'approcha de la porte. Y était clouée, une plaque en fer, sur laquelle on pouvait lire « Vivre est la chose la plus rare du monde. La plupart des gens ne font qu'exister. »[1]

Elle toqua. Presque immédiatement après, la porte s'ouvrit, derrière elle, une vieille dame. Laura entra. Elle tenta d'expliquer la raison de sa présence, mais ne parvint qu'à balbutier des bouts de phrases, sous le regard transperçant, bien que bienveillant, de son hôtesse. Cette dernière lui fit signe de s'asseoir. Elle n'avait toujours rien dit. La vieille dame s'assit également et toutes les deux se regardèrent. Mais vint un moment où la jeune fille ne vit plus rien. Elle pensait à la vie qui l'attendait, où plutôt, à l'existence qui l'attendait. Elle revoyait ses journées, passées à compter les heures. Elle prenait conscience de sa fatigue, sans arriver à la justifier.

Son esprit était loin, et elle aurait encore pu divaguer longtemps, si un bruit ne l'avait ramenée à la réalité. Tic Tac. Un son souvent synonyme de régularité. Mais pas là. En effet, elle n'arrivait à l'expliquer, mais il était clair que l'horloge qui l'émettait était déréglée. La jeune fille parcourut la cabane du regard, tentant de repérer l'origine de ce bruit. La dame n'avait pas bougé. Et puis, Laura la vit, accrochée à un des murs, petite, elle semblait fragile. La jeune fille se leva alors, s'en rapprocha. L'horloge était en bois. Elle semblait avoir déjà été peinte dans le passé, mais les couleurs étaient désormais délavées. Tic tac. Ce bruit incessant était insupportable.

« Prends là et viens t'asseoir » dit la vieille dame. Ses premières paroles.

– Comment s'est-elle cassée ? répondit Laura, en obéissant.
– Qui te dit qu'elle a déjà été en bon état ?
– Je …bredouilla la jeune fille.

Le rire franc de la vieille dame résonna alors dans la cabane.

– Dis-moi, que penses-tu du monde ?
– Du monde ? Quand j'étais petite, je voulais le sauver, le réparer dit la jeune fille en souriant, le regard dans le vide. Maintenant, je me contente de le tolérer, en espérant qu'il me tolère également. Il est déréglé mais je n'y peux rien. J'ai grandi, je suppose.
– Grandi ?
– Oui, grandi. Je n'ai plus le temps de penser au monde et encore moins d'agir pour l'améliorer. Mes journées sont remplies. Quand je ne travaille pas, je me repose.
– Tu es ta propre Thérèse.
– Pardon ?
– Dans le roman de Mauriac, Thérèse Desqueyroux tue son mari petit à petit, en l'empoisonnant chaque jour. Presque sans s'en rendre compte, avec indifférence. Là, tu t'empoisonnes toute seule et le monde avec toi.
– Je ne crois pas non. Je ne fais rien contre le monde.
– Mais tu ne fais rien pour.
– C'est la vie.
– C'est l'existence. […]
– Comment faites-vous pour supporter cette horloge ? Je ne comprends pas. Elle était silencieuse, puis d'un coup elle a commencé à faire ce bruit insupportable !
– Elle n'a jamais été silencieuse, c'est juste que tu arrivais à l'ignorer. Plus maintenant. C'est un peu pareil pour le monde. Il est facile de mettre ses dérèglements en silencieux. Mais, une fois qu'on en prend conscience, on ne peut plus les ignorer. Ils deviennent une musique de fond désagréable dont la seule manière de se débarrasser est d'agir, d'essayer de réparer ce qui est brisé. Il est temps pour toi de rentrer maintenant. Prends cette horloge avec toi. Elle continuera à t'agacer, juste assez pour que tu te rappelles qu'il y a des choses déréglées, juste assez pour que tu te rappelles que ce n'est pas une fatalité. Certains l'entendront, d'autres pas. Mais ce n'est pas une raison pour l'ignorer. Après tout, comme disait Nietzsche, « Il faut avoir une musique en soi pour faire danser le monde. »
– Mais comment ? Que faire qui ne se résumerait à des coups d'épée dans l'eau ?
– Tu trouveras. Cherche les personnes que tu peux aider et aide-les. Cherche les gestes qui peuvent améliorer les choses et fais-les. Cherche ceux qui ont conscience des dérèglements qui nous entourent, et rejoins-les. Tu trouveras un cheval de bataille, il te suffira de le siffler.
– Et quand ? Comment trouver du temps pour le monde alors que je ne peux en trouver pour moi même ?
– À toi de voir ce qui est réellement important. Bien sûr, tu as des responsabilités, je n'en doute pas. Je ne demande pas de les fuir, mais de les apprivoiser. Si tu fais l'effort tu trouveras du temps à consacrer au monde. La vie serait bien triste, si l'on était contraint de subir notre routine, sans pouvoir accorder du temps et de l'énergie à ce que l'on aurait réellement envie de réaliser, de régler.
– Je suppose qu'on parlerait alors d'existence, rétorqua la jeune fille, un sourire en coin.

1. Oscar Wilde.

La vieille dame lui rendit son sourire. […] Tic Tac. L'horloge dans ses bras, elle revint sur ses pas. Quand elle atteignit la route, elle vit un bus passer, allant apparemment dans la bonne direction. Elle fit signe au chauffeur. Le bus s'arrêta. Il était vide. Elle rentra, s'assit et se laissa aller. Quand elle remarqua l'inscription au dos de l'horloge, cela faisait déjà un moment qu'il roulait. Une simple phrase qui faisait écho à celle d'un journaliste burkinabé assassiné, Norbert Zongo, qui autrefois l'avait touchée mais qu'elle avait ensuite oubliée. À sa lecture, elle se sentit submergée par la grandeur de la mission qui l'attendait, mais aussi déterminée à assumer cette responsabilité, à agir face aux dérèglements qui l'entouraient. Et surtout, pour la première fois depuis très longtemps, elle se sentit non pas existante, mais vivante.

« La seule chose qui permet au mal de triompher, est l'inaction des hommes de bien. » (Edmund Burke). « Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais mais le silence des gens bien. » (Norbert Zongo).

Tic Tac.

Diakhère Guèye, École polytechnique

Penser le bien commun

« Pour survivre, chacun doit s'ingénier à chercher des fissures dans l'infortune pour parvenir à s'évader quelque peu » disait Lao She. C'est précisément le sens de notre démarche : chercher des fissures dans les dérèglements du monde actuel pour y mettre fin. […]

La nécessité d'une action politique collective

« Les dérèglements du monde ne peuvent être résolus que si l'on réfléchit globalement tandis que nos structures juridiques, politiques et mentales nous contraignent à réfléchir et à agir en fonction de nos intérêts spécifiques. Ceux de nos institutions nationales, nos entreprises, nos électeurs. » Voilà le constat dressé par Amin Maalouf dans son essai publié en 2010, *Le Dérèglement du monde*. Selon l'auteur, le chaos qui se profile trouverait moins sa cause dans une « guerre des civilisations » que dans l'épuisement même des civilisations.

Cet épuisement trouve notamment son origine dans la surexploitation des ressources et le paradigme de la propriété privée. Le danger écologique est l'exemple topique de ce mésusage des ressources et de la privatisation des biens communs. À cet égard, il convient de mobiliser les travaux d'Elinor Ostrom. Première femme à obtenir le Prix Nobel d'économie en 2009, Elinor Ostrom a consacré sa carrière à la question des biens communs et à leur gestion. Il ressort de ses travaux que les communautés d'individus sont capables de s'autogouverner et d'éviter la surexploitation des ressources communes. Elinor Ostrom réhabilite la notion de propriété collective et démontre que la copropriété peut être efficacement gérée par les usagers grâce à l'instauration d'institutions locales. L'auteure remet ainsi en cause l'idée selon laquelle les biens communs doivent être gérés par l'État (propriété publique) ou le marché (propriété privée). La raréfaction des ressources communes que le monde connaît actuellement s'explique en grande partie par l'application à ce type de biens du droit de propriété classique. La reconnaissance d'un droit de propriété privée et l'absolutisation de ce droit ont permis une surexploitation des ressources communes et, par là-même, une mise en danger de l'humanité. Aussi, apparaît-il nécessaire de repenser le rapport de l'Homme aux choses, de changer de représentation du monde. C'est au niveau politique que la réflexion doit se porter.

Dans *La Condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt décrit le changement profond que connaît l'époque actuelle : la substitution du social à la politique. Elle affirme que la politique n'est pas consubstantielle à l'homme et qu'il ne suffit pas de vivre en groupe pour la faire advenir. Pour Arendt, la politique c'est « l'agir » entendu comme l'usage de la parole en vue d'interagir avec les membres de la société. C'est dans le rapport direct avec ses semblables que l'individu participe du sens à donner à la vie commune. Selon Arendt, le mal de notre siècle réside dans la recherche de la satisfaction immédiate et individualiste que la technique rend désormais possible et dans la désertion de l'espace public et de la politique.

« Agir face aux dérèglements du monde », c'est élaborer des solutions politiques en vue de préserver l'existence humaine et la dignité de l'individu. Il est nécessaire que les sociétés plurielles qui composent le monde actuel se saisissent de la question de la survie de l'espèce humaine et des conditions requises pour mener une vie authentiquement humaine. La nature globale des dérèglements contemporains contraint les hommes à s'entendre autour d'un projet commun. Le retour du jeu des puissances, se traduisant par une contestation de l'ordre international, constitue un blocage à l'action collective et ainsi, la plus grande menace pour notre siècle.

Baran Iscen et Nora Kuster, Sciences Po

Petit traité de déconstruction sociale positive...

... à destination des honnêtes gens

[…] Aujourd'hui, le rythme des changements de nos sociétés s'est accéléré de telle façon que nous ne parlons plus d'évolution mais de dérèglement. Cette succession rapide de changements a empêché le renouvellement et nous a fait entrer dans une phase de dégradation générale portée par une vision utopiste de la croissance. Pour y remédier, de nombreux décideurs politiques, personnalités publiques et intellectuels proposent des solutions à court terme afin de répondre à l'urgence des situations. Nous traversons une période dans laquelle les contradictions qui apparaissent sont à l'image de notre difficulté à innover face à un problème systémique. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) développés par l'ONU sont la parfaite illustration de l'incapacité à hiérarchiser les actions prioritaires. Pouvons-nous garantir que l'amélioration d'un des objectifs n'entrainera pas l'aggravation d'un autre ? De fait, il semble surprenant de répondre de façon ponctuelle à un enjeu global, la réponse apportée doit être similaire à la problématique à laquelle elle répond, c'est à dire systémique. […]

Le choc post-Covid-19 va nous obliger à valoriser des changements ambitieux. Pour développer cet essai, je souhaite m'appuyer sur trois des prérequis sociaux de notre République que nous pensions inviolables, que sont la démocratie, la croissance et la liberté. Les remettre en question nous incite à initier un processus de déconstruction sociale positive. […]

La déconstruction de notre démocratie, de notre modèle de croissance et de l'exercice de notre liberté nous permet de prendre de la hauteur par rapport aux aspirations qui fondent notre identité nationale. Ces notions sont à inscrire dans leur contexte historique, il revient aux citoyens d'en définir les caractéristiques. L'ampleur de la crise du Covid-19 vient déstabiliser l'équilibre des acquis nationaux, nous avons collectivement accepté la plus grande privation de liberté jamais connue en temps de paix pour le bien-être collectif. Individuellement, nous avons accepté d'être au service du collectif, ce changement de perspective nous démontre dans un sens que la liberté ne diminue pas dans le collectif mais qu'elle évolue. Les conventions sociales ne sont pas des prérequis, nous pouvons les faire évoluer pour s'adapter aux besoins futurs.

Juliette Jaillet, EFAP Paris

Soyons les acteurs de notre film

Quand on vient d'en rire, on devrait en pleurer[1]

Confinement oblige, les Français ont eu droit à une grande séance de révision de la filmographie de Louis de Funès et ont eu le loisir s'apercevoir à nouveau qu'en France, on n'aime rien tant que d'aborder les sujets les plus graves de la façon la plus loufoque. Ainsi, notre histoire pourrait très bien commencer comme un film de Louis de Funès, façon *Oscar*[2] ou *L'Aile ou la Cuisse*[3]. Tout d'abord, une musique entraînante, toute en trompettes qui pétaradent des taches multicolores et ça tombe bien, nous sommes encore dans les Trente Glorieuses. Progressivement les cuivres s'enraillent, grincent, croassent : ce sont les crises, les désillusions, les contradictions du modèle démocratique libéral, les déceptions face à l'inaction des grandes organisations multilatérales. C'est la réalisation de la catastrophe écologique qui nous frappe, des inégalités persistantes, ces crises économiques et financières toujours plus fréquentes et mondialisées. Mais la musique ne ralentit pas, au contraire. La technologie nouvelle soutient la bonne marche du film, et en haute résolution ! Les personnages semblent parfois perdre la raison afin de satisfaire un public fasciné par les grimaces : les portes claquent, les valises s'échangent, les mots jaillissent à 140 mots/minute au mépris de leur cohérence et de leur bonne foi. Chacun roule des muscles, surjoue des rôles caricaturaux : populistes, dictateurs, occidentaux, orientaux, protectionnistes, libéraux, conservateurs, lobbies, intellectuels, politiques frileux... La valse des acteurs donne le tournis et le spectateur a parfois du mal à suivre le film. […]

Le ciel nous est tombé sur la tête

Vivons-nous une époque de fous ou bien est-ce le monde qui paraît fou ? […] Mais tout de même, ça sent le roussi. En Australie tout d'abord, où près de dix millions d'hectares sont partis en fumée tuant près d'un milliard d'animaux alors que le gouvernement en place souhaitait poursuivre un politique pro-charbon. Dans la rue également où la tension monte. L'année 2019 a démontré que les peuples souffraient de ne pas avoir voix au chapitre. Nous avons assisté à un formidable mouvement pour remettre l'Homme au cœur du débat public. Au Chili, à Hong-Kong, en Algérie, au Soudan, au Liban, au Venezuela, en Bolivie, en Colombie, en Équateur, à Haïti, en Uruguay, au Nicaragua, en Espagne, en Indonésie, au Honduras. Partout, les mécontents sont descendus dans la rue pour manifester contre les inégalités, la pauvreté, la corruption, les inégalités homme-femme, et contre la destruction de

1. *Une Soirée perdue*, Alfred de Musset, 1840.
2. Film d'Édouard Molinaro, 1967.
3. Film de Claude Zidi, 1976.

notre planète. Le social et l'économique s'affrontent parfois à balles réelles devant un parterre de responsables politiques presque surpris. […]

On ne badine pas avec la dignité
La situation actuelle démontre l'incapacité du paradigme économique à s'auto-réguler. Le tout économique est tragiquement improductif quand il s'agit d'être socialement heuristique. Ainsi que l'exposait en février dernier Esther Duflo, « l'*Homo economicus* est bien peu économique. Ce qu'il recherche, ce sont des connexions sociales, une raison de vivre. Et sa véritable corde sensible, son centre névralgique, c'est sa dignité. Cette dignité inaliénable, constitutive de notre humanité. » L'économiste a un rôle à jouer dans ce nouvel opus : non celui de Madame Irma, mais celui de l'innovateur qui ne pense pas l'économie comme une science à part, déconnectée, chiffrée mais comme une science pleinement humaine. Une science innovante, ingénieuse qui doit jouer son rôle de conseil éclairé grâce à sa connaissance des enjeux contemporains de l'humanité. Pour près de 800 millions d'êtres humains, la question de la dignité est encore celle de manger à sa faim.

[…] Ainsi la France, quoique consciente de certaines de ses faiblesses a été frappée de découvrir que la désindustrialisation, le recul de l'État-providence, une politique de santé conduite par l'impératif budgétaire, la décentralisation sans moyens créent un cocktail explosif extrêmement fragilisant. […]

Mon rêve familier
[…] La tâche de remettre toujours le monde en bonne marche n'est pas aisée tant les intérêts de nombreux acteurs entrent souvent en contradiction. […] Alors que nous vivons cette situation tragique qui fait des dizaines de milliers de victimes, une lueur d'espoir renaît. Peut-être cette crise sera-t-elle l'élément déclencheur d'une refonte en profondeur de notre modèle, de nos solidarités mondiales, de l'organisation de l'économie du monde ?. […]

Ce film aura nécessairement une fin ouverte : seul l'optimisme d'une lutte pour le progrès et la dignité nous paraît assuré. L'initiative d'un trublion tel que Coluche a bénéficié à des millions de français plus que trente de discours en matière de politique sociale… et fiscale ! Alors, le film pourrait se terminer ainsi, dans la course au progrès et à la conquête spatiale, Astérix est le nom donné au premier satellite artificiel français envoyé dans l'espace.

Mélusine Janssens, EY

Vers un monde sans dérèglements

[…] Pourtant c'est maintenant qu'il faut réfléchir à une transition de notre ancien monde vers un monde dans lequel les générations futures auront envie de vivre. C'est maintenant qu'il faut proposer des idées et commencer à les mettre en œuvre. L'idée qu'une crise peut permettre d'ouvrir de nouveaux horizons n'est pas nouvelle et le philosophe américain, Milton Friedman, la reprenait en 1982 en expliquant : *Only a crisis – actual or perceived – produces real change. When that crisis occurs, the actions that are taken depend on the idea that are lying around. That I believe is our basic function: to develop alternatives to existing policies, to keep them alive until the politically impossible becomes the politically inevitable.*

[…] Rob Hopkins, initiateur du mouvement « Villes en transition » dans son livre *What Is To What If* insiste sur l'importance de l'imagination pour la création d'un monde meilleur, un monde dans lequel on rêve de vivre. […] Fermez les yeux, si vous le voulez bien et imaginez-vous en 2050. Que voyez-vous ?

Un monde sans inégalités, sans fractures sociales ? Un monde où chaque être humain est respecté. Un monde dans lequel le racisme, l'antisémitisme n'existeraient plus ? Un monde dans lequel personne ne serait laissé de côté, un monde dans lequel chacun pourrait subvenir à ses besoins, un monde dans lequel chaque enfant aurait accès à une éducation ? Un monde dans lequel les émissions de carbone ont été drastiquement réduites ? […] Quelles sont les pistes pour imaginer un meilleur avenir ? J'en vois trois qui me paraissent primordiales pour faire face aux dérèglements du monde à l'échelle de la France : agir contre le réchauffement climatique, réformer le système éducatif, revaloriser le territoire français.

Agir contre le réchauffement climatique
C'est sûrement le principal dérèglement auquel aura à faire face notre planète dans les prochaines années. Il a été prouvé par le GIEC que le réchauffement climatique aura un impact dramatique sur l'humanité à travers l'augmentation du niveau des mers, un accroissement du nombre de catastrophes naturelles, une augmentation de la température mondiale qui rendra certains pays inhabitables. […]

Réformer le système éducatif
Les nouvelles générations sont celles qui nous permettent de croire à un avenir meilleur. Or aujourd'hui, on observe en France notamment un décrochage scolaire important (98 000

jeunes sont sortis de leur formation initiale sans diplôme en 2016), des inégalités toujours plus fortes, des élèves mal guidés dans leurs choix d'orientation. […]

Revaloriser le territoire
La crise que nous traversons nous montre les fragilités de notre pays liées à la mondialisation. Notre dépendance vis-à-vis d'autres pays tels que la Chine et les États-Unis a été accentuée : plus de masques, ni de blouses, ni de médicaments dans les hôpitaux par exemple. Même si nous connaissions tous la puissance des GAFAM avant la crise, tous les outils utilisés pour télétravailler, transférer des données, communiquer ne sont pas européens et encore moins français. […]

Mathilde Jehanno, ESSEC Business School / CentraleSupélec

Faire évoluer la norme

« Le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. […] En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue », Robert Kennedy.

La crise de 2008 a laissé des séquelles dont l'économie s'est accommodée : des taux directeurs et donc d'emprunts bas, une stabilité financière artificielle et des inégalités toujours plus importantes et plus grandissantes. Après plus de dix ans, cet état s'est ancré dans nos quotidiens et la situation n'est plus soutenable !

2019 fut une année empreinte de morosité alimentée par des agitations commerciales (qui ne cessent de redessiner les dynamiques et les stratégies des Nations), la remise en question de la souveraineté des Nations avec le Brexit et des tensions géopolitiques croissantes. Jusqu'à aujourd'hui les vagues nationales-populistes planétaires continuent de déferler partout dans le monde. En raison de ces évènements la croissance mondiale pour l'année dernière s'établissait à 2,9 %.

2020, la première année d'une nouvelle décennie était-elle censée nous apporter de l'espoir et des signes de prospérité ? En janvier, le FMI annonçait une estimation de croissance mondiale rassurante de 3,3 % en raison du traité commercial entre la Chine et les États-Unis, la réduction des incertitudes autour du Brexit… Mais cela était sans compter sur la pandémie de Covid-19 due au coronavirus (SARS-CoV-2). Néanmoins, même sans crise sanitaire une crise mondiale était inévitable en raison de l'instabilité financière qui n'a cessé d'alimenter les inégalités depuis 2008.

Nous vivons actuellement une guerre mondiale et heureusement pour l'homme, il s'agit d'une guerre que nous combattons ensemble ; le monde entier lutte contre un ennemi commun, le coronavirus. Cette crise mondiale est la crise de la mondialisation. Elle va bouleverser l'après-crise et elle nous amène à repenser de nombreuses questions.

Les dérèglements du monde impliquent une cause commune. Le monde avec lequel nous interagissons est constitué d'êtres humains et d'un écosystème, la nature. Les dérèglements font référence à des normes et donc à un système. Il semble intuitif de remettre en cause ces trois facteurs pour remédier à ces dérèglements : la nature, l'humain et l'économie. Les dérèglements que nous subissons aujourd'hui découlent des interdépendances entre ces trois axes, l'humain étant le pivot qui subit les malformations du système économique et social et qui les transpose à la nature.

Olfa Kacem, 1618 Consulting

Pourquoi les cloportes se sont éteints

Petite histoire sur la force de nos certitudes

J'ai grandi dans un milieu rural. Et je me suis toujours interrogée sur les cloportes. Les faits sont simples. Lorsque nous avions emménagé, il y en avait tout un tas. Puis, progressivement, de moins en moins. Quelques temps plus tard, plus du tout. La raison ? La piscine, visiblement. On les retrouvait tous au fond de l'eau. Pendant des semaines, on a retrouvé de plus en plus de cadavres, car vous le savez, les cloportes aiment l'humidité. Mais, comme nous avions pu le constater, ils ne savaient pas nager. Nous avons donc observé avec tristesse leur extinction progressive juste parce qu'ils n'avaient apparemment pas la capacité de remettre en question leur comportement – ou celui des précédents qui s'étaient aventurés dans la piscine. « S'ils ne reviennent pas, c'est qu'ils y sont bien ». Pas de nouvelle, bonne nouvelle, se dit le cloporte.

Maintenant que j'ai raconté cette petite histoire en guise d'accroche et étant donné l'ensemble des dérèglements que connaît le monde d'aujourd'hui, comment pouvons-nous éviter *La Métamorphose* totale et arrêter d'être des cloportes ? Pour répondre aux crises de la meilleure manière possible, nous avons besoin d'apprendre à bouleverser nos certitudes. Alors je propose d'étudier trois leçons que le monde nous enseigne, pour éviter que nous Gaulois voyions le ciel nous tomber sur la tête.

Leçon n°1 : Serions-nous en train de nous jeter délibérément dans la grande piscine du numérique ?

- ***Accepter qu'un territoire ne soit pas toujours une Silicon Valley bis.***

[…] il faut aussi accepter que parfois le territoire ne se prête pas au numérique et à ce modèle de développement. Il n'est pas question de remettre en cause les avantages de la transformation numérique, mais de ne pas tomber dans la facilité d'une recette magique qui serait adaptée à toutes les régions. Un territoire qui excelle dans le traitement du bois est compétitif en soi. Nul besoin de lui imposer un virage numérique.

- ***Revendiquer le rôle central des métiers artisanaux et des filières professionnelles.***

[…] À l'heure où un robot ne peut à priori pas effectuer des tâches telles que changer un évier ou conduire un camion en toute sécurité, je m'interroge sur la foi inébranlable que l'on place en la technologie. Il existe des métiers qui ne sont pas substituables par l'automatisation. Ceux-là sont indispensables, et on constate que ce sont ceux qui sont les plus utiles pendant les crises. Qui approvisionne la chaîne alimentaire pendant le confinement ? Les agriculteurs et les routiers, notamment. Qui répare les voitures des soignants ? Les mécaniciens. Qui fabrique des masques ? Les couturières, les ouvriers. […]

Leçon n°2 : Protéger l'environnement du cloporte, c'est protéger le cloporte.

- ***Réglementer plus strictement les plastiques***

[…] Bien que penser au retour des biches dans les villages et des poissons dans les eaux de Venise nous enchante, la crise du coronavirus et le confinement qu'elle engendre n'est pas une bonne nouvelle pour la planète. D'abord, il y aura forcément un effet rebond, et le ciel des grandes métropoles redeviendra gris. En même temps, la crise sanitaire que nous traversons va forcément remettre en cause le volontarisme écologique en matière de réduction des déchets, en particulier des plastiques. […]

- ***Repenser le système économique pour soutenir l'investissement dans l'économie verte***

[…] Une autre piste est celle d'une redéfinition de la politique financière, pour soutenir l'économie verte. C'est là qu'interviennent les différentes initiatives en matière de finance verte. D'une part, certaines associations proposent de réorienter une partie de la spéculation financière, dont le volume est estimé à 1 000 milliards d'euros par la Cour européenne des comptes, vers l'investissement dans les technologies durables et la croissance verte. La BEI pourrait par exemple émettre des euro-obligations bas-carbone. Comme en 1929, il semble nécessaire de remettre la finance au service de la société. […]

Leçon n°3 : Le cloporte, un animal politique ? Repenser la solidarité

- **Revenu universel et droit à la dignité**

[…] Le revenu universel semble être une piste sérieuse dans l'immédiat, comme dans la phase de reconstruction de l'économie. Il ne s'agit pas de céder à un idéalisme aveugle, car cette mesure a un coût important. Surtout si l'on veut permettre qu'au-delà d'une aide sociale, elle soit un véritable revenu sans travail. Le concept fait peur, car il remet en cause le principe « tout travail mérite salaire », et donc à l'inverse, pas de salaire sans travail. Mais n'étions-nous pas d'accord pour accepter de chambouler enfin nos convictions et présupposés ? […]

- **Repenser le lien social localement**

[…] Finalement, cette relocalisation de la chaîne de valeurs alimentaire devrait nous conduire à relocaliser une grande partie de notre production de biens et services. Il semble impératif de gagner en indépendance vis-à-vis de la globalisation. La réorganisation de la production doit s'axer sur l'indépendance sanitaire, alimentaire et énergétique en priorité, sans toutefois renoncer aux avantages de la mondialisation. Il s'agit de remettre en place une politique industrielle, depuis longtemps reléguée au second plan, mais pas, comme le précise Patrick Artus dans *La France sans usines,* de chercher à faire revenir des industries qui ont quitté le pays depuis longtemps. La chaîne de valeur a été fragmentée de façon en partie irréversible. En revanche, il est encore temps de reconsidérer nos spécialisations et de redonner une place aux ouvriers qualifiés de l'industrie. En Europe, selon Patrick Artus, il peut exister un « capitalisme européen » avec la possibilité de tirer parti des atouts de chaque pays et de prendre des mesures coordonnées au niveau environnemental par exemple. […]

Florence Kbaier, Sciences Po Aix

Il meurt lentement…

Il meurt lentement
Celui qui ne change pas de cap […]
Vis maintenant ; risque toi aujourd'hui !
Agis tout de suite !

Pablo Néruda

Mettre l'éthique au cœur de tout
À l'heure actuelle, le monde est aussi en proie à une véritable crise morale. Cet ensemble de valeurs qui jusqu'alors fondait nos actions et nos comportements se trouve affaibli face au sacro-saint dogme de l'économie mercantile. La sacralisation du marché dans notre société mondialisée, fait qu'il exerce désormais une emprise sur nos vies, sur la politique, sur notre culture. Dans ce contexte, il est difficile de trouver un sens à nos actions quand elles se limitent au travail, à la consommation et aux quelques opérations de vote fondant les démocraties représentatives. […]

Nous vivons dans une phase historique, dans laquelle l'espèce humaine domine son environnement. Nous nous sommes dotés grâce au progrès technique d'un magnifique pouvoir de création mais aussi d'une faculté de destruction incommensurable. Aucune barrière mentale ou morale ne semble pouvoir limiter nos actions qui vont pourtant à l'encontre des lois naturelles. Certes, ce progrès a réalisé des avancées phénoménales en l'espace d'un temps court par rapport à l'apparition de notre espèce. Il a permis d'accroitre notre bien-être individuel et notre sécurité : nous produisons plus de nourriture, nous vivons mieux, plus longtemps et en meilleure santé, notre environnement est moins dangereux qu'avant. Cependant, le prix de notre satisfaction a été la destruction de notre milieu de vie ainsi que la mise en danger et la disparition de nombreux êtres vivants avec lesquels nous cohabitions.

Finalement, cette crise et son contexte font apparaitre la fragilité de cette amélioration de nos conditions de vie. L'espèce humaine, éternelle insatisfaite, doit considérer l'impact que son développement a eu sur le monde et donner un sens à sa puissance créatrice pour réparer les dommages qu'elle a causés, pour garantir sa survie et celle de son environnement. Le moment est venu de prendre nos responsabilités car il y aura un temps où il faudra rendre des comptes aux écosystèmes mais aussi aux générations futures.

Sacha Lacourt, Université de Clermont Auvergne

Petit plaidoyer pour une réhabilitation du bon sens

Retrouver une capacité d'examen critique pluriel
Pour lutter contre cette démesure de la raison, il faut retrouver l'*hubris* et la prudence qui, nous apprend-on, doit précéder chaque examen critique par la raison, mais aussi le conclure, par la prise de hauteur et par la pluridisciplinarité. Deux notions aujourd'hui totalement mises de côté dans la plupart des débats qui portent sur les grands dérèglements du monde. Au contraire, plutôt que d'élargir la focale, s'il est bien un phénomène représentatif de cette ère de la démesure de la raison, c'est la multiplication des dissociations d'éléments qui se trouvent habituellement liés. Sur un plan physique par exemple, il est aujourd'hui possible de séparer des fonctions qui se trouvaient depuis toujours inséparables. La pilule contraceptive avait permis de dissocier sexualité et procréation, les techniques de clonage ont permis de séparer reproduction et sexualité, les biotechnologies permettent de rendre indépendants le don de sperme, la fécondation, la gestation. Et voilà qu'en finance, on tente maintenant de délier la vieille règle d'airain qui lie risque et rendement . […]

La disparition du bon sens
Car voilà déjà fort longtemps que le bon sens a disparu, délaissé, moqué, jugé suspect, voire moralisant. À l'ère de l'individu roi, il n'échappe pas aux récriminations. L'Humanisme et la Philosophie des Lumières ont progressivement libéré les êtres et les consciences des chaînes de l'obscurantisme et consacré l'individu au profit du groupe. On ne vit plus pour une famille, un seigneur ou une paroisse, on vit désormais pour soi, et pour soi seul. Or l'individualisme a horreur de ce qui contraint à respecter, et naturellement, la puissance des institutions, des dogmes et des règles morales s'effacent progressivement. À propos du bon sens, Roland Barthes écrivit ainsi qu'il est « le chien de garde des équations petites-bourgeoises », lui reprochant son dogmatisme et son caractère affirmatif. Car nous supportons avec humeur celui qui veut ou qui a toujours raison. « Et si je veux être battue ! » proteste la femme de Sganarelle.

Pourtant le bon sens ne cherche pas à triompher. Ce n'est pas un résultat, c'est un état, qui recherche l'expression simple des justes proportions et voilà pourquoi il s'avère absolument indispensable dans notre action face aux dérèglements du monde. Véritable boussole de nos quotidiens, Bergson lui rendit hommage en soulignant son caractère essentiel pour « s'orienter dans la vie pratique, voir et raisonner juste, non

seulement sur ses propres affaires, mais encore et surtout sur celles du pays. » Il faut convoquer à nouveau cette définition, car on en déduit ainsi aisément que le bon sens est non seulement nécessaire à nos dirigeants, mais aussi à nous, citoyens.

Ce qui apparaît le plus utile pour penser et agir face aux dérèglements du monde est donc aujourd'hui le plus en péril. Encore fallait-il, au moins, lancer l'alerte, car pour tendre au bon sens, le chemin est certes pénible, mais en tant que sens pratique, il s'avère gage de souplesse dans la prise en compte de la réalité présente. Alors faisons cet effort de tension contre l'évasement, en produisant du sens là où il n'y en a pas, en cohérence, avec l'instant, et en muselant notre tendance à agir mécaniquement, sous l'impulsion de la mémoire habitude. En un mot, faisons preuve de bon sens !

Bastien Le Bars, ESSEC Business School

Adrienne ou la politique du monde

Adrienne écrit à son ami Marc pour lui annoncer qu'elle a été nommée gouverneure du monde.

Agir n'est pas (que) réagir
Ainsi que tu peux l'observer, je serai une femme d'action et non seulement de réaction. Je ne dois pas uniquement répondre aux échecs précédents ou attendre que les désastres surviennent. Machiavel disait que, par temps calme, on pouvait construire des digues et des remparts au cas où un fleuve impétueux se manifesterait un jour. Je ne veux donc plus attendre mais commencer à bâtir dès maintenant. Je ne souhaite pas non plus passer l'essentiel de mes interventions publiques à réagir à ce que d'autres dirigeants auraient pu dire, comme si les cris, les rancunes, les reproches et les blâmes suffisaient à identifier des solutions. « Notre grande erreur est d'essayer d'obtenir de chacun en particulier les vertus qu'il n'a pas, et de négliger de cultiver celles qu'il possède », énonçait Yourcenar.

Rien ne sert de mépriser les difficultés du passé ou des autres personnalités politiques à résoudre les grands problèmes ; il faut les étudier. Expliquer et comprendre ne sont pas excuser, ce sont des moyens d'agir mieux ensuite. Je place donc le gouvernement mondial sous l'égide de la meilleure compréhension et de la plus grande analyse. La recherche scientifique s'opérant aujourd'hui dans bien des cas à un niveau mondial, je souhaite m'en informer quotidiennement. La perspective planétaire me permettra de centraliser les savoirs, les statistiques, mais aussi l'étude des discours et des pratiques, et donc d'identifier proprement les enjeux de chaque territoire, ainsi que leur complexe enchevêtrement. Savoir pour prévoir, prévoir pour agir. […]

Candeur et incandescence
Marc, ne sois pas candide et retiens-toi de penser que l'État-monde freinera les passions humaines qui ont déchiré notre monde précédent – ou était-ce aussi la faute de leur raison devenue déraisonnable ? La guerre peut être civile, les inégalités peuvent être régionales, la pollution peut être locale, beaucoup de querelles sont simplement individuelles. Le monde continuera sans doute à brûler et le politique ne suffira pas à arrêter son incandescence. La gestion élevée au niveau mondial n'est pas la fin de l'histoire, elle n'en est qu'une étape. C'est pourquoi il y aura toujours du politique.

Je sais bien que je ne réussirai pas à résoudre tous les problèmes du monde et, comme je te le déclarais, mes deux chantiers prioritaires seront avant tout l'appréhension de notre environnement et la conception d'une fiscalité mondiale. Au-delà, nous devrons travailler ensemble. Mais la coopération ne suffit plus : il faut que nos nouvelles institutions rendent possible l'action à l'échelon planétaire, sinon nous n'éviterons pas que le monde se défasse.

Consciente de la difficulté de la tâche qui m'incombe mais toujours volontaire et prête à endosser mes responsabilités, mon seul combat consistera à essayer de donner raison à l'Hadrien de Yourcenar : « Notre époque, dont je connaissais mieux que personne les insuffisances et les tares, serait peut-être un jour considérée, par contraste, comme un des âges d'or de l'humanité. » […]

Olivier Lenoir, ENS

Imaginons 2100

Comme le dit si bien l'historien Yuval Noah Harari[1], l'humanité a vaincu ses trois fléaux : la guerre, la famine et la maladie. Néanmoins, ce n'est pas la fin de l'histoire pour autant. Notre génération doit affronter le défi titanesque du changement

1. Yuval Noah Harari, *Homo Deus, Une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel, 2017.

climatique. Des sacrifices et un changement de notre modèle économique s'imposeront. […]

Cette année […] j'ai écrit une nouvelle de science-fiction. […] Le dialogue qui suit, entre une enseignante et ses élèves en 2111, est à la fois une utopie et une dystopie du monde d'après-demain.

Mardi 22 avril 2111,
Europe, salle des connaissances, Université de Paris

Claire, chercheuse en histoire, est attendue à 10 heures pour donner un cours d'histoire contemporaine à de jeunes novices.

Claire : Avant d'aller dans le détail lors des prochains cours, je vous propose comme cours introductif un bref résumé des différents évènements qui ont conduit à l'effondrement de la société industrielle.

À partir du XVIIIe siècle, le progrès technologique permet à l'homme de métamorphoser le monde. Il construit des machines pour traverser les océans ou aller dans l'espace. La mécanisation de l'agriculture permet de libérer des millions de travailleurs pour construire des machines de toutes sortes. La médecine, devenue une science, permet de doubler l'espérance de vie et de réduire drastiquement la mortalité infantile. Au-delà du progrès technique, cette croissance s'appuie sur deux idéologies : le capitalisme et le libéralisme politique. Nous y reviendrons dans les prochaines semaines.

Ce développement rapide […] a aussi ses travers. Les ouvriers, travaillant dans les usines, ont des conditions de travail indignes et les écarts de richesse restent considérables. […] Une première question peut être posée ici, c'est le rôle de la science. Qui veut répondre à cette question ?

Ahsoka, une novice : La science est dite neutre, dans une formule mathématique, il n'y a pas de bien, ni de mal. Ce qui compte, c'est l'utilisation que nous faisons des recherches scientifiques. Dans le monde ancien, l'évolution de la science était vue comme inévitable, un peu comme le temps. Pourtant c'est une question qui peut être débattue. La même formule de physique peut permettre de soigner des maladies, mais aussi de détruire une ville de 100 000 habitants en quelques secondes, cela pose question. C'est d'ailleurs pour cette raison que le rôle de la science a évolué dans notre société.

Claire : Réflexion intéressante Ahsoka ! Reprenons. Comme l'a dit votre camarade, la science, qui a permis à l'ancien monde de se développer, a aussi permis des abominations. Les anciens hommes, se croyant invincibles avec leurs armes, ont

participé à deux guerres mondiales, qui ont tué des dizaines de millions de personnes. Une période de relative stabilité a suivi. Pourquoi ? Parce que la science, à travers les bombes atomiques, a donné aux hommes les instruments capables de détruire toute vie humaine sur Terre. Faute de pouvoir faire la guerre, et pour reconstruire leurs économies dévastées, les hommes se sont lancés dans une période de consommation de masse. À cette époque, la croissance de la population doit s'accompagner de l'exploitation toujours plus importante des ressources de la terre, sans limite. C'est aussi à cette époque que le numérique est devenu omniprésent. […]

Luke : Vers 2020, une pandémie provoqua la mort de centaines de milliers de personnes en quelques semaines. Si ce chiffre est faible en comparaison de la population mondiale de l'époque, la pandémie a lancé un mouvement de déstabilisation inédit. L'Occident a été durement affaibli par cet épisode. Au lieu de les unir, la pandémie a divisé l'Europe et les États-Unis, au bénéfice de l'Asie. Ce continent a voulu pousser son avantage. Cette désunion a occasionné une guerre d'ampleur entre la Chine, ancien pays dominant en Asie, et les États-Unis. La guerre enfin a touché l'Europe car la Russie a profité de cette occasion pour annexer une partie de l'Europe Centrale et Orientale. Ces conflits régionaux s'ajoutent à de multiples conflits en Afrique ou en Asie occidentale.

Même face aux catastrophes, l'homme ancien ne peut contenir ses instincts primaires : un désir insatiable de pouvoir, l'égoïsme, le chacun pour soi triomphent. L'homme étant occupé à faire la guerre, la lutte pour réduire l'exploitation des ressources naturelles et la réduction des émissions de gaz toxiques est passée au second plan. Les conséquences furent dévastatrices : pénurie d'eau et de nourriture, villes submergées, migrations massives… C'est à ce moment, que l'arme nucléaire fut utilisée par l'ensemble des camps. Face à de telles destructions, les Fondateurs créèrent un nouveau système sur les ruines de l'ancien, pour pacifier durablement le monde.

Claire : Très bien, c'est une bonne base, nous y reviendrons. Pour finir, un dernier novice veut-il détailler les principes de notre propre système ?

Ahsoka : Après plusieurs années de réflexion, les Fondateurs ont conclu qu'il fallait une rupture nette avec l'ancien monde. La chute de l'humanité a deux causes principales. La première est que dès qu'une société dépasse une certaine taille, elle devient trop puissante. Ce qui se termine presque automatiquement par des conflits et/ou une tyrannie. La seconde, plus controversée, est le rôle de la science. Son évolution

étant sans limite, elle conduit certes à des miracles, mais aussi à la destruction.

À partir de ces constats, les Fondateurs ont créé un nouveau système. Ainsi, aucune communauté (ou colonie) ne peut dépasser le million d'habitants. En cas de conflits entre communautés, l'ensemble de celles-ci vote pour trancher la question. Contrairement à l'ancien système, il n'existe plus de pays ou nations. Les colonies ont une large autonomie. Des règles communes ont néanmoins été établies pour le commerce ou la santé au niveau planétaire. […]

Au niveau mondial, chaque colonie envoie des représentants qui siègent dans l'assemblée planétaire, qui élisent un gouvernement chargé de suivre les affaires mondiales. Comme au niveau local, les décisions importantes nécessitent le vote de l'ensemble des citoyens.

Au niveau économique, la technologie de la fusion nucléaire permet à chaque colonie d'être autonome en énergie. Chaque citoyen possède un revenu universel, ce qui a révolutionné le monde du travail. Contrairement à l'ancien monde, chacun choisit le métier qui lui plaît, car la recherche du profit n'est plus une obligation mais un choix.

Chaque colonie possède une académie scientifique. C'est avec le savoir qu'on devient libre, l'éducation est donc primordiale. Pour cette raison, l'académie est gratuite, peu importe son revenu, chaque citoyen de la terre doit pouvoir accéder à une éducation supérieure.

La place de la science a évolué. Avant, elle était le moteur du développement des vieux pays. Aujourd'hui, notre système assure, notamment grâce au revenu universel, la possibilité de vivre sans l'obligation de créer toujours plus de richesse. Naturellement, la recherche scientifique s'est recentrée sur l'étude de notre écosystème. Au lieu de chercher à gagner quelques pourcentages de productivité sur tel ou tel système technique elle s'emploie à préserver notre bien le plus précieux, la Terre.

Enfin, la guerre est interdite aux colonies. D'ailleurs, elles ne disposent pas du pouvoir de lever une armée. Plusieurs technologies sont aussi bannies suite aux décennies noires : l'IA, le clonage,... Si la science est un domaine d'expertise, ces conséquences sont trop importantes pour la laisser aux experts. […]

Julien Lepotier, Naval Group

C comme Citoyen, Coopération…

[…] Ce que j'ai appris de mes collègues et de mon travail, c'est qu'en premier lieu, pour agir il faut Comprendre. […] Comprendre, c'est essayer d'aller au-delà de ses impressions et de ses préjugés, c'est faire un pas de plus vers la connaissance. Justement, Connaître pour Comprendre. Mais comment faire ? Pas de remède miracle, pour cela, il faut poser des questions, s'étonner, être assez ouvert pour recevoir les réponses. Il est également possible de se tourner vers les livres, comme titrait France Culture pour une conférence de novembre 2019, « La littérature pour réparer le monde[1] ». […]

Pour mieux connaître, il faut aussi du Courage, pour aller explorer des choses qu'on ne connaît pas, qui peuvent nous déstabiliser. […] Mais justement pour agir, il faut se déstabiliser, se mettre en danger avant tout. C'est ce que font les entrepreneur/es. Nous avons tous autour de nous, des gens qui se « lancent ». Au-delà du courage, qu'est-ce qui les pousse ? Liberté, absence de chef, licence de faire ce qu'ils veulent ? Création ? De quelque chose de nouveau, de meilleur, à priori ? Je crois qu'il est nécessaire de soutenir chaque individu dans cette prise de parole et de risque, au sein des structures privées ou publiques. […]

Ainsi, en complément de la création d'initiatives au local, il semble indispensable de mettre en avant l'économie Circulaire, en tant que mouvement permettant aux acteurs d'une société d'être liés entre eux c'est à dire que l'un peut nourrir l'autre et l'autre peut aider l'un. La Collaboration entre les acteurs de la société et les individus est un prérequis à toute action à engager.

Khai Linh Lhomme, Deloitte

1. Yuval Noah Harari, *Homo Deus : Une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel, 2017.

Et si c'était l'Homme ?

Un jour, la sonnerie stridente du réveil retentit,
Et rien n'est comme avant.
Notre monde, réglé comme du papier à musique,
Ne l'est plus.

Aujourd'hui, j'ai vu l'eau des canaux vénitiens
Redevenir transparente,
Un héron cendré se donner en spectacle
Dans les calanques de Marseille,
Tous les nuages de pollution chassés
Par le bleu éclatant du ciel à Sarajevo.

Rares se font les bruits des moteurs parisiens
Remplacés par le gazouillis des hirondelles.
Partout, alors que l'Homme retient son souffle,
La Terre reprend le sien.

Mais ce n'est pas tout.
Aujourd'hui, j'ai vu la solidarité.
On applaudit ceux qui se sacrifient sans mot dire.
Les familles réunies s'efforcent de ne pas se maudire,
De réapprendre à aimer les moments de simplicité,
Et chacun se remémore alors ce qui fait son humanité. […]

Élise Magne, Sciences Po Toulouse / TBS

Hier et demain

Les précédentes éditions des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence ont apporté une analyse détaillée des défis auxquels nous devons collectivement faire face pour construire le monde de demain. « À la recherche de nouvelles formes de prospérités », en 2017, faisait le bilan des richesses créées au cours des dernières décennies et insistait sur les inégalités croissantes ainsi que les territoires laissés pour compte dans un monde toujours plus globalisé. Les échanges autour des « Métamorphoses du Monde » (2018) se sont ensuite concentrés sur les conséquences naturelles de ces inégalités : l'élection de Donald Trump aux États-Unis et la montée des mécontentements canalisés par les partis « anti-systèmes » à travers le monde laissaient craindre la fin de la coopération internationale. La dernière édition, « Renouer avec la confiance » (2019), proposait de reconstruire le contrat social autour d'un socle de valeurs partagées pour dépasser ces clivages et tensions tout en pensant la transition écologique. Ces Rencontres de 2020 avaient pour objectif de réfléchir à une feuille de route pour passer de l'analyse à l'action et proposer des solutions concrètes à ces défis, tandis que les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis rappelaient la fragilité de la coopération internationale, que le mouvement des gilets jaunes en France soulignait la demande pour une autre distribution des richesses et que les températures caniculaires de l'été alertaient sur l'urgence de décarboner nos économies.

La récente épidémie de coronavirus, ses conséquences économiques et la réponse des gouvernements ont bouleversé cet agenda. L'urgence sanitaire secoue l'ensemble des pays, développés et émergents et a relégué tous les autres sujets au second plan alors que le personnel soignant se bat tous les jours pour sauver des vies.

[…] Les débats politiques sont maîtrisés par la nécessaire unité nationale et seront tournés à la sortie de la crise vers l'évaluation des carences de l'État. Les réformes sont suspendues *sine die*, qu'il s'agisse en France des retraites, de l'assurance chômage ou de l'organisation des services publics. Les populations sont angoissées par la détérioration rapide de leur situation et ne peuvent se projeter dans l'avenir tant que la situation ne sera pas contrôlée et l'épidémie stoppée.

Ce bouleversement, dont la rapidité est sans précédent et la violence historique, ne doit pas nous confiner dans un immobilisme stérile. Cette période incertaine est un temps propice à la réflexion et doit permettre de décider ensemble du monde que nous souhaitons pour demain en réinventant de nouvelles solidarités et solutions. La crise du Covid-19 et sa gestion sont des sources incontournables d'enseignements sur la manière dont nous pouvons agir face aux dérèglements du monde et sur les choix à effectuer pour avancer ensemble.

La situation actuelle a aussi fait ressortir de façon saisissante les constats précédents : les inégalités sont exacerbées par le devoir de rester chez soi d'une part, dans des conditions de confort très hétérogènes, et le devoir d'aller travailler malgré les risques d'autre part, pour ceux qui ne peuvent télétravailler et dont l'activité est essentielle pour le fonctionnement de nos vies. L'absence de concertation et de coordination au niveau international, européen voire national laisse prospérer un chacun pour soi dramatique où tous les pays tentent d'accumuler, dans une frénésie de *Hamsterkauf* (consommation d'hamster), des réserves de masques, respirateurs, principes actifs, ou nourriture, ce qui renforce la pression sur les chaînes logistiques et de production, et crée artificiellement des pénuries, qui frappent, comme trop souvent, les plus démunis d'abord.

Les réponses à ce défi considérable ont été promptes et protéiformes. Avant tout, il est notable que cette crise sanitaire a remis l'État au centre de toutes les activités de la vie publique et privée, bien au-delà de ses fonctions régaliennes en temps de paix, avec un contrôle inédit des prix, des stocks, des décisions des entreprises, de l'emploi, du comportement des consommateurs, avec des restrictions sans précédent des libertés individuelles, voire de la propriété privée en s'immisçant dans la distribution des profits des entreprises, et ceci afin de garantir la sécurité et la santé des citoyens tout en protégeant le tissu économique pour assurer une reprise rapide après l'épidémie. De nombreux tabous ont été levés en quelques semaines, avec des avancées qui étaient parfois inimaginables il y a peu. Celles-ci doivent nous conforter dans l'élaboration de solutions nouvelles et innovantes aujourd'hui, qui pourraient être décisives demain.

Jean-Guillaume Magré, Banque de France

—

« Nous sommes en guerre »

Comme la vague d'un tsunami, le Covid-19 emporte tout sur son passage. Il accapare l'audience médiatique, interrompt les manifestations culturelles ou sportives, cloue les avions au sol, ferme les écoles, enferme chez elles des populations entières, relègue la réforme des retraites au second plan et oblige même la reine Elisabeth II à prendre la parole pour la cinquième fois en soixant-huit ans de règne. À y regarder de plus près le coronavirus a tout l'air d'un cheval de Troie. Il nous fait oublier qu'une autre guerre a déjà commencé et que cette dernière est loin d'être gagnée. Contrairement à la guerre de Troie, cet évènement ne marquera pas la fin de la guerre contre le dérèglement climatique. En revanche, il peut en être le déclencheur qui scelle l'engagement unanime des nations en faveur du climat.

Une bataille inégale

Dans un rapport publié en novembre 2015, la Banque mondiale estime à plus de 100 millions le nombre de personnes qui sombreraient dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 en raison du dérèglement climatique. Selon le rapport, ces populations à risques sont déjà très menacées par les chocs liés au climat : mauvaises récoltes dues à la diminution de la pluviosité et à l'augmentation de la température, flambées des prix alimentaires provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes, accroissement de l'incidence des maladies sous l'effet des vagues de chaleur et d'inondations, exode forcé à cause de la montée des eaux, etc. Outre le fait que les pays les moins développés subissent les émissions outrancières de gaz à effet de serre des pays les plus riches, ils ne possèdent pas les moyens nécessaires pour se protéger de la pollution générée sur leur territoire respectif. Selon le classement de l'indice de performance environnementale (IPE) élaboré par les universités de Yale et Columbia, on constate que les pays les plus propres sont aussi les plus riches. À l'inverse, les pays les plus pauvres brillent par la sobriété de leurs émissions carbones mais sont rattrapés par des fléaux environnementaux intérieurs. À titre d'exemple, l'Afrique est devenue le déversoir des voitures anciennes dont l'Europe se débarrasse. Par ailleurs, l'absence d'infrastructures pour traiter les eaux usées ou l'utilisation de combustibles extrêmement polluants sans filtre ont un impact bien plus dévastateur sur l'écosystème local.

L'Afrique et l'Asie du Sud sont les régions du globe les plus menacées en raison des écarts de développement et de la difficulté à réaliser une transition énergétique quand l'urgence est avant tout d'ordre social. Le mouvement des gilets jaunes ne cessait d'évoquer la « fin du mois » comme réponse au gouvernement qui avançait la « fin du monde » pour justifier de la nécessité d'une taxe carbone, les pays du tiers-monde quant à eux évoqueraient volontiers « la fin du jour ». Quand l'urgence de la population est de savoir si elle va pouvoir se nourrir convenablement, nous sommes à des années lumière des débats parlementaires sur la manière de réaliser la transition énergétique. Dans un monde à plusieurs vitesses, difficile de rassembler tous les pays autour d'une problématique commune : le dérèglement climatique. Pourtant ce sera le défi de taille qu'il faudra relever dans les années à venir. Les moyens d'actions ne seront pas les mêmes mais le résultat doit être global. […]

La crise du Covid-19 rebat les cartes. Selon l'ONG Oxfam, un demi-milliard de personnes pourrait basculer dans la pauvreté des suites de la pandémie. Facteur aggravant, cette crise sans précédent pourrait directement influencer la planification de la transition énergétique. L'urgence est désormais à la sauvegarde des entreprises les plus fragiles et à la relance de l'économie. Le gouvernement a annoncé début avril un plan d'urgence à 100 milliards d'euros pour la France. L'Union européenne promet quant à elle un plan d'aide s'élevant à 500 milliards d'euros pour relancer l'économie. La transition énergétique est reléguée au second plan. Le coronavirus va tailler à vif dans les budgets et il faudra attendre de cicatriser les porte-monnaie des États avant de construire l'avenir de la lutte contre le dérèglement climatique. Le climat ne connait pas de trêve et le temps défile inexorablement. Cette guerre climatique devra être menée à bien, ce n'est pas une option.

Elle requiert une mobilisation générale, une urgence de l'action réfléchie, la remise en question constante de notre mode de fonctionnement ainsi que la nécessité d'un plan d'action globalisé clairement défini.

« Si vis pacem para bellum »

Vincent Mailly, Groupe ADP

Agir en hybrides

Eux, nous. Le privé, le public. L'école, la vie active. La recherche, la dissémination. L'objectif, les moyens.

Comme il est naturel de vivre sous une cloche où tout est à deux faces. Où tout concept, toute idée a son opposé à disposition. C'est même peut-être là un trait flagrant de l'évolution de notre pensée humaine : le réflexe du manichéisme. Si cette prédisposition a sans doute servi notre évolution animale au cours des millénaires, il n'en reste pas moins que ce que j'appellerais volontiers « l'esprit de dichotomie » est limitant, tant intellectuellement que dans nos vies journalières. […] En effet, comment peut-on, de bonne volonté, croire que la complexité de nos idées et individualités peut être réduite à de simples binarités ? […] La « marche » d'une Histoire jette-t-elle d'office l'ombre sur une autre ? Arrêtons-nous d'être des êtres de plaisir lorsque nous travaillons ? […]

Une île ?

Prenons l'exemple de l'environnement. Un ensemble de risques environnementaux interconnectés (météorologiques extrêmes, changements climatiques, crises de l'eau) figurent régulièrement parmi les risques les mieux classés dans le rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial. Chaque risque est lié à d'autres catégories ; l'évolution des conditions météorologiques ou les crises de l'eau peuvent donc déclencher ou exacerber des problèmes géopolitiques et sociaux, comme les conflits nationaux ou régionaux et les migrations involontaires, en particulier dans les zones politiquement fragiles. De même, la gestion inefficace des océans, de l'atmosphère et des systèmes climatiques peut avoir des conséquences locales et mondiales qui s'étendent bien au-delà de l'environnement.

Selon le Centre de surveillance des déplacements internes, une moyenne annuelle de 25,3 millions de personnes ont été déplacées par des événements climatiques ou météorologiques entre 2008 et 2016, et le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes a estimé que 96 millions de personnes étaient affectées par des catastrophes en 2017. Des communautés en Alaska, aux Fidji et à Kiribati ont déjà dû être relocalisées, ou prévoient de le faire dans un contexte de montée du niveau des mers. Un rapport de la Banque mondiale de 2016 suggérait que le stress hydrique pouvait déclencher des problèmes de société extrêmes dans des régions telles que le Moyen-Orient et le Sahel où la pénurie d'eau pourrait affecter jusqu'à 6 % du PIB d'ici 2050. Le même rapport prévoyait que la disponibilité de l'eau dans les villes pourrait baisser des deux tiers entre 2015 et 2050, en raison du changement climatique et de l'intensification de la concurrence dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture.

Si, comme l'écrivait John Donne « Aucun homme n'est une île, suffisante à elle-même », il convient de constater que, comme pour le climat, aucun défi n'est à considérer comme extrait de l'unicité de notre monde. […]

La force de passage

[…] Les choix de consommations ont évolué en intégrant nombre de facteurs holistiques et ont de ce fait valorisé des initiatives hybrides. Il apparaît judicieux d'observer que ces mêmes consommateurs qui forment une force de passage à travers les logiques institutionnelles sont maintenant membres à part entière de la force productive. C'est pourquoi cette ode à considérer le champ des possibles ouvert par la pensée hybride s'adresse particulièrement à eux, à nous.

Non content de consommer différemment, il nous appartient également d'agir et d'initier des solutions différemment que ne l'ont fait nos aïeux.

Hugo Martin de Faure, École hôtelière de Lausanne

Alexandrins pour le renouveau

Mondialisation contre environnement,
Serait-ce la cause de ce confinement ?
Croissance créatrice d'inégalités,
Pouvons-nous continuer à vivre dans un monde fracturé ?
Autant de problèmes devenant imminents,
Aurions-nous donc besoin d'un ralentissement ?
Le temps est venu pour tous de se recentrer.

Cette pandémie survenue abruptement,
Ne doit pas créer un état d'abattement.

Des modes de consommation mieux contrôlés,
Des tensions géostratégiques apaisées,
Plus d'équité, d'égalité, moins d'errements,
Des enjeux sociétaux sus des gouvernements
Sont leviers d'actions dans ce monde déréglé.
Un monde de la finance en apaisement,
Des innovations gérées astucieusement.
L'explosion des flux migratoires maîtrisée,
Un multilatéralisme réinventé.
Mesures climatiques prises conjointement,
Le défi démographique traité également,
Et des politiques économiques disruptées. […]

Kevina Mbonyinshuti, Business France

Réflexion sur les dérèglements du monde

[…] La crise que nous traversons actuellement a mis en lumière de nombreux dérèglements dans le système mondial et montre que l'humanité a parfois la mémoire courte.

Sur le plan industriel, on constate que les différentes délocalisations y compris de secteurs stratégiques, comme la production de masques et de médicaments, ou d'équipements paramédicaux, ces délocalisations et bien d'autres, sont voulues dans un but purement économique et ne tiennent aucun compte de l'impact écologique causé par les différents circuits d'importations à travers le monde et de la perte d'emplois due aux délocalisations. Ainsi, on se retrouve à devoir importer des biens qui parcourent des dizaines de milliers de kilomètres et qui sont pourtant simples à produire localement.

Sur le plan de la solidarité entre États, le meilleur comme le pire a pu être constaté, des transferts transfrontaliers de malades ont pu être organisés entre les pays, mais dans le même temps, on a pu assister à des événements plus tristes, comme la République tchèque qui saisit des masques destinés à l'Italie, les États-Unis rachètent, en payant double, des masques destinés à la France, et dans une autre mesure, deux états au sein des États-Unis se font concurrence sur les masques et les appareils médicaux.

Lyes Meghara, Natixis

Déclaration(s) rajeunie(s)

L'auteur propose une relecture de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :

« Lutter pour une mitigation et une adaptation au changement climatique, c'est lutter pour plus de justice sociale et un monde moins dangereux pour tous et toutes. » Laura T.

L'article 3 de la Déclaration Universelle énonce « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » De quelle vie, de quelle liberté, de quelle sûreté parlons-nous lorsque nous savons qu'avant 2100, 150 millions de personnes seront des réfugiés climatiques ; lorsque nous savons qu'il y a deux ans, les catastrophes naturelles largement causées par le réchauffement climatique avaient déjà poussé 16,1 millions de personnes à l'exil; lorsque nous savons qu'en vingt ans, les catastrophes climatiques ont tué plus de 600 000 personnes ?

Le monde, non pas le monde social que nous avons voulu forger en 1948, mais notre monde physique, la Terre, se fragilise, se détruit, tombe en ruines. Par notre faute. Sans anticiper les conséquences environnementales désastreuses que le modèle économique que nous poursuivions produirait, nous avons encouragé toujours davantage la mondialisation, la consommation, l'appropriation, et avec elles les dépenses irraisonnées d'énergie et d'électricité, l'utilisation inconsciente des transports, la croissance folle des industries polluantes. Chiffres, études et rapports scientifiques sont de plus en plus alarmants, et font tout juste émerger une conscience climatique globale. La conscience, pourtant, ne suffira pas. Les COP, les traités, les accords, les discours rassurants et médiatisés d'économistes mondialement récompensés et reconnus ne suffiront pas. Comme le philosophe Hans Jonas l'avançait déjà en 1979, il est nécessaire à l'existence de l'humanité qu'elle assume ses responsabilités et agisse « de façon que les effets de [son] action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentique humaine sur Terre ». Cette nécessité, aujourd'hui, est vitale pour notre survie, pour notre monde. […] N'attendons pas de ne plus avoir le choix. Engageons-nous, comme Laura et tant de jeunes, à porter ce message d'urgence et de lutte contre l'immobilisme privé, politique et individuel, et pour changer d'habitudes et de regard sur l'environnement.

Ensemble, re-réglons le thermomètre du monde sur nos promesses de sûreté.

Agathe Moissenet, Sciences Po

Un calme tumultueux, oxymore du temps présent

[…] L'idée est scellée dans les esprits : il ne s'agit plus de laisser place au beaux discours brodés de fines dentelles de paroles légères et de mots biens choisis, mais de faire face aux réalités, d'assumer quelconque acte dont les conséquences se font ressentir, de reconquérir les pensées et les territoires embrumés, d'oser faire mentir la fatalité, sortir de l'immobilité et, d'enfin, agir.

Les cris d'alarme résonnent de plus en plus profondément à mesure que les issues de secours se bouclent; des pistes sont évoquées, ça et là, dans différents domaines, par différents protagonistes, selon différentes modalités, mesures, visions, pensées; le chaos règne dans cet affolement; et emballe les cœurs des plus impliqués. Il s'agit de rompre le rythme effréné de l'agitation. […]

Emma Monjon, Sciences Po Aix

L'humilité pour faire face aux dérèglements du monde

[…] S'il y a bien une leçon à retenir de la crise du Covid-19, c'est que les grandes puissances économiques ne sont pas épargnées par les épidémies et doivent continuer à apprendre des autres pays, notamment asiatiques, de leurs expériences pour mettre en place des mesures efficaces. L'humilité est de mise et il nous faut continuer à apprendre pour faire face aux dérèglements du monde que nous vivons. […]

Adeline Moret, Chaire TDTE

Les engagements étatiques non tenus

[…] Cette inaction gouvernementale parait surprenante quand on pense au nombre de sommets et de COP qui débouchent sur des engagements. La non réalisation de ces objectifs est, selon moi, due au fait que jusqu'à récemment les politiques environnementales n'étaient pas considérées comme prioritaires, y compris par la population. En temps de crise, les politiques publiques et notamment les politiques économiques parent au plus pressé : réduire le chômage, redonner du pouvoir d'achat, etc. La crise des *subprimes* suivie par la crise des dettes souveraines ont fortement agi sur la contrainte budgétaire des États européens. Avec des moyens financiers réduits, les politiques structurelles nécessaires au respect des engagements n'ont pas été mises en œuvre. Corine Le Quéré, climatologue et présidente du Haut Conseil pour le Climat note un manque de cohérence dans les investissements réalisés en France entre 2015 et 2018 avec 41 milliards d'euros d'investissements favorables au climat et, dans le même temps, 75 milliards d'investissements défavorables au climat. Cela témoigne bien d'une contradiction entre volonté de restructurer et volonté de conserver (les emplois, les entreprises, etc.). De plus, malgré la durée de vie presque infinie d'un État, les gouvernements, eux, se succèdent très rapidement. Un arbitrage est donc réalisé entre les restructurations coûteuses financièrement et humainement mais présentant un intérêt à long terme et les obligations de court terme (lutte contre le chômage, éducation, santé, etc.). Selon un sondage Ispos-Sopra Steria (2019), la protection de l'environnement est désormais la première préoccupation de 52 % des Français, devant le pouvoir d'achat. C'est pourquoi l'action étatique en faveur de l'environnement devrait se renforcer. D'autant plus qu'on observe aujourd'hui qu'en temps de pandémie et malgré les difficultés économiques, les préoccupations environnementales demeurent. […]

Lise Naour, Natixis

Changer d'indicateur pour agir maintenant

Quoi de mieux, en temps de crise et dérèglements que de se référer à l'Histoire pour faire confiance à l'avenir ? […] Si nous devons changer d'indicateur de référence à la place du PIB, l'opportunité de le faire en ce moment est belle car c'est aujourd'hui simple, et une telle opportunité ne se représentera pas avant un certain temps !

Ce papier n'est pas une critique du PIB. D'abord parce que le PIB a été et reste un indicateur économique pertinent. Ensuite, parce que de nombreux travaux et opinions existent déjà à ce sujet, et qu'il ne s'agit pas de les rebattre, ni d'essayer de les

démontrer à nouveau (à tort ou à raison). Le propos est de dire que si nous percevons des dérèglements dans ce monde, peut-être est-ce parce que nous n'avons pas utilisé les meilleurs outils de suivi et d'action, ou que nous n'avons juste pas eu l'opportunité d'en changer. Pour agir face aux dérèglements, nous devons appréhender, comprendre, mesurer ces dérèglements. Dans nos sociétés modernes, ce processus passe par l'utilisation d'un indicateur qui puisse mesurer l'efficacité de l'action, qu'elle soit publique ou privée, individuelle ou collective. Et aux changements de société et d'époque doivent pouvoir correspondre des changements d'indicateurs.

La difficulté essentielle est ainsi de passer d'un indicateur de référence à un autre, de faire la transition. Or, lorsque nous regardons à la fois l'émergence du PIB et la situation actuelle, de nombreux éléments nous indiquent qu'il est aujourd'hui possible, simple même, de franchir le pas. […]

Franchir le pas aisément : identification, sélection et suivi
[…] Il faut que ce nouvel indicateur soit perçu comme justifié. Pour cela, il doit correspondre d'abord à une volonté politique et sociale. C'est pourquoi la première étape, essentielle, est que la classe politique identifie les besoins et attentes de la population, ce que les citoyens entendent par « dérèglements ». Cette étape est cruciale car elle sera le socle de conviction sur lequel reposera l'action de demain. Vient ensuite le temps de la sélection précise de l'indicateur. Cette étape est une phase d'échanges entre la classe politique et les experts techniques : économistes, sociologues, politologues, climatologues et autres spécialistes de leurs domaines. L'objectif est d'identifier un indicateur développé par les experts qui corresponde aux attentes de la classe politique. Il ne reste plus ensuite aux protagonistes précédents qu'à poursuivre leur travail : la classe politique doit présenter ce nouvel indicateur à l'opinion publique tout en le mettant au cœur de ses objectifs de politiques publiques. Les experts doivent l'intégrer dans leurs analyses, leurs travaux, leurs modèles, pour le décrypter et pouvoir évaluer et conseiller les politiques publiques actuelles et à venir. […]

Tout est donc prêt pour passer à l'action, il nous suffit de le vouloir et de l'exprimer ! Ensuite, les économistes et autres experts, en France et ailleurs, ont largement les moyens et compétences pour assimiler, utiliser et améliorer cet indice nouvellement adopté, pour lui donner sa légitimité et en faire le moteur des politiques publiques et de nos sociétés.

Mathieu Noguès, Chaire TDTE

3, 2, 1… action ! En direct du studio, confiné

De la liberté de mouvement à la liberté d'action.
Jamais nous n'avons été aussi libres d'agir que sous le confinement. Jean-Paul Sartre aurait-il approuvé ces mots[1] ? Un monde qui se dérègle appelle de nouvelles règles : remplir, cocher, dater, signer, justifier. Alors seulement sommes-nous libres de sortir. […]

Le défi d'un meilleur scénario :
le monde, une matière noble mais complexe à travailler
Quels sont les dérèglements de ce monde ? Dans la liste des gagnants, le dérèglement climatique se hisse en première position. D'autres dérèglements retiennent aussi notre attention : crises économiques, inégalités croissantes, institutions rejetées, tensions géostratégiques et migratoires, espaces urbains à bout de souffle. Sommes-nous aujourd'hui en train de tourner un chef d'œuvre ou un navet ? […]

« Silence !… Moteur ! » L'indissociable couple pensée-action.
Dans un article du *Financial Times*, intitulé « Le Monde après le coronavirus », l'historien israélien Yuval Noah Harari écrit : « Des décisions qui, en temps normal, prendraient des années de tergiversations sont actées en quelques heures. Des technologies immatures, et même dangereuses, sont utilisées, car les risques de ne rien faire sont plus grands. »

Si choisir c'est renoncer, agir c'est parfois savoir s'abstenir. Agir, c'est d'abord prendre le temps de la réflexion et de la pensée. Car penser est déjà un acte en puissance. Contrairement aux situations de crises qui par leur urgence ne laissent que peu de temps pour dialoguer, confronter et sonder, certains dérèglements structurels de notre monde ont davantage le temps d'être pensés. Penser, c'est aussi laisser décanter son libre-arbitre pour décider de la meilleure action ou non-action. Penser, c'est enfin préserver nos valeurs démocratiques et notre État de droit face au potentiel effet « tache d'huile » d'une surveillance liberticide. C'est faire silence avant d'enregistrer.

Pour tout orateur, la gestion du silence est aussi importante que les mots. Ces mots-moteurs résonnent particulièrement dans les salles de classes et les amphithéâtres, à l'âge où l'on structure notre vision du monde. « L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assurer la responsabilité ». Laissons donc de la place dans nos formations pour sensibiliser, débattre, écouter, faire silence afin de faire éclore d'autres modèles. Nombre d'acteurs sont aujourd'hui prêts à être interrogés, réveillés, parfois bous-

culés. Le « Manifeste étudiant pour un réveil écologique » a agi dans ce sens, souhaitant une prise en compte systémique de la dimension écologique dans les disciplines enseignées à l'université. Fort de nombreuses rencontres avec les entreprises, ce manifeste a aussi pour but d'informer les jeunes professionnels et citoyens responsables quant à la politique environnementale de leurs futurs employeurs. La Parole aux 18-28 du Cercle des économistes va aussi dans ce sens. Ce sont autant d'initiatives utiles pour nous « préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun ».

Arnaud Ors, Veolia / Sciences Po

—

Pour une autre apologie de la recherche

Une légende méconnue raconte que jadis en Russie, un tsar confronté à une épidémie trouva une idée hors du commun : ayant remarqué que dans les régions où il y avait beaucoup de malades il y avait également beaucoup de médecins, il supprima ces derniers pour éradiquer la maladie. Cette allégorie racontée aux étudiants en économie pour leur faire comprendre que corrélation n'est pas causalité, vient surtout dénoncer un péché loin d'être mignon des pouvoirs publics : celui de « chercher » des solutions plutôt que de « rechercher » des solutions. Là où chercher se limite à l'effort de trouver quelque chose, rechercher se démarque par la méthode, la profondeur de la réflexion, la passion qu'on y attache, bref, toute l'attitude et l'intensité employée à courtiser damoiselle connaissance, fille de la Sagesse. Face à un monde humainement et socialement en crise, la sous-exploitation du potentiel de la recherche en sciences humaines et sociales par les pouvoirs publics est de plus en plus flagrante. Miser sur le savoir serait donc la clé ? […]

Ce qui est déréglé n'est pas toujours ce qu'on croit

Celui ou celle qui prétend savoir guider un aveugle doit d'abord s'assurer d'y voir clair, n'est-ce pas ? Les SHS, péjorativement appelées sciences molles de par leur difficulté à faire émerger des connaissances et des solutions objectives, formellement cohérentes avec la réalité et reproductibles expérimentalement, sont le terrain de jeu favori du conflit d'intérêts et de l'immobilisme. Quand elles ne sont pas utilisées par les politiques pour justifier leurs actions, elles s'entredéchirent jusqu'à étouffer les questions pertinentes auxquelles nos sociétés font face. En effet, comment se faire comprendre si on ne se comprend pas ? L'économie par exemple, du haut de ses quatre siècles d'ancienneté commence à peine à s'ouvrir à d'autres disciplines. Auparavant, comme une adolescente découvrant les joies des stupéfiants, elle a sombré dans un mathématisme addictif, s'autocentrant sur une vision mécanique de l'individu et de la société. L'école néoclassique, gourou-prophétesse de cette vision domina systématiquement les autres approches comme le keynésianisme et l'économie marxienne. […]

Des solutions existent

Suivant le dicton « il n'y a pas plus aveugle que celui ou celle qui refuse de voir », il est inutile de passer par quatre chemins : pour que ça marche il faut d'abord être prêt à prendre ses responsabilités. Dans tout système qui se respecte, le conflit d'intérêts politique et économique existe et est souvent nécessaire, mais comme dans tout système qui se veut bienveillant, il ne doit pas empêcher les pouvoirs publics d'agir d'abord dans l'intérêt de tous et de toutes. Ainsi, quand bien même la recherche publierait demain la panacée aux problèmes sociaux, il appartient aux élus d'être éthiquement éclairés pour savoir l'embrasser.

Ensuite, dans l'objectif de donner du sens au travail des scientifiques sans pour autant leur imposer une direction, il appartient non seulement aux pouvoirs publics mais aussi aux initiatives privées de stimuler efficacement la recherche. Cela passe par un effort financier conséquent afin d'encourager l'orientation et la reconversion des citoyens de tous horizons socioéconomiques vers la recherche en SHS pour permettre l'émergence de questions pertinentes ainsi que des solutions innovantes et applicables. […]

Enfin, parlons de vous et moi, parlons de peuple. Puisqu'on vit en démocratie, la mise en œuvre d'une décision publique passe avant tout par son acceptation populaire. Que cette décision soit bonne ou mauvaise, scientifiquement guidée ou opportunément éclairée, le peuple a le droit de dégainer son gilet jaune quand il veut. Ce pouvoir de consentir ou non aux décisions des élus doit être encouragé par une communication efficiente et désintéressée. Sans sombrer dans la manipulation de conscience, les médias publics doivent arrêter de se prêter au jeu de l'information alléchante des médias privés et savoir communiquer juste afin de détruire ces mensonges à long terme qui ne profitent à personne.

Nous sommes dans une ère où nos sociétés deviennent très complexes, les interactions sociales de plus en plus sophistiquées, le nombre d'acteurs plus important et les intérêts individuels trop divergents. Dans ce chaos social, les décisions publiques doivent s'appuyer au maximum sur des travaux et

outils issus de la recherche, consentis par des bénéficiaires suffisamment éclairés.

Que serait par exemple le capitalisme aujourd'hui si nous avions eu la force d'entendre hier ceux et celles qui alertaient sur ses dangers sociaux comme Karl Marx ou Friedrich List ? Que sera la révolution numérique demain si nous entendions ces chercheurs comme Jacques Ellul qui avertissent sur l'aliénation de l'humain face aux techniques ? Alors, sommes-nous de ceux et celles qui perdent plus de temps à corriger les erreurs alors qu'il serait plus simple de ne pas les commettre ?

Rêvons ensemble d'une société qui marcherait main dans la main avec la connaissance, qui en ferait une conseillère privilégiée et qui donnerait une leçon d'humanité au reste du monde.

Chris Ouangraoua, Université Nice-Côte d'Azur

L'Assemblée

Paris, le 8 Avril 2020

Oh ! Say, Can You see, by the dawn's early light ![1] chantonnait d'une voix rauque Oncle Sam un verrat âgé d'une vingtaine d'années. Il était entouré par une foule en colère, le huant et criant « Enfermez-le ! ». Les pancartes dressées par les manifestants faisaient allusion à son mandat en demi-teinte. Il entra et rejoignit les autres participants. Il n'était plus seul. Non loin de lui juché au sommet de l'estrade, Charles, un jeune gorêt, relisait ses dernières notes. À sa droite Germaine, connue aussi sous le nom de *Mutti* ou *Heilige Kuh*, arborait une robe légèrement tachetée ce qui lui donnait un air grave mais rempli de délicatesse.

L'anti-capitaliste Mao, digne héritier d'une lignée de pangolins, se tenait loin de toute cette cohue. Peu expressif, imbu de lui-même, il ne souhaitait pas prendre part aux discussions. Il ne cessait de rappeler, d'un ton cynique, l'indifférence qu'il portait à l'Oncle Sam et à Romanov, le géant des glaces. Cet Ours blanc charismatique et autoritaire, que nul n'ose contredire par peur de se retrouver au goulag. Sans même le savoir, Mao partageait avec Romanov quelques traits de caractère : mépris du libéralisme, conservateur, idéologie contraignante... Un fracas assourdissant retentit derrière les cloisons

1. Phrase tirée de l'hymne américain *Star Spangled Banner*.

de l'Assemblée, il s'agissait du téméraire Léopold, un jeune moustique venu revendiquer les droits de ses congénères. Il refusait de se soumettre à l'hégémonie de celui que l'on avait baptisé Oncle Sam et depuis peu, aux diktats d'*Europa* comme il aimait appeler le duo Charles et Germaine. […] Tous les animaux prenaient part à l'Assemblée sauf les Laurasiathéria, un groupuscule de chauve-souris tapi dans l'ombre au- dessus de l'auditoire. Elles ne prenaient guère part aux débats n'étant pas les bienvenues. D'après les rumeurs, il fallait s'en méfier.

Ensemble, laissant derrière eux leurs idéologies respectives, ils décidèrent de s'unir pour un même combat : l'environnement. C'est au tour de Léopold de prendre la parole. Le voilà se tenant debout, adossé au pupitre, déterminé à faire changer le monde.[…] « Je ne m'attarderai pas en un long discours dénué de sens. Allons à l'essentiel. Ne voyez-vous pas dépérir notre Terre nourricière ? Qu'en restera -t-il ? Nous nous devons de trouver un remède ».

Germaine, jusque-là discrète, intervint après les propos tenus par le jeune moustique sur la question géopolitique. L'émergence de certaines Nations ainsi que le soutien que devrait leur apporter la Communauté Internationale pour le développement (économique et social) : impulser une dynamique, pérenniser les actions. Charles ajouta à la question de l'environnement une condition *sine qua non* au maintien de cet équilibre. Il aborda la question fatidique de la mondialisation, ses méfaits pour l'environnement. […]

Clairvoyant, Léopold invita l'Assemblée à ne pas s'éparpiller dans de longues et vaines discussions. Il les interrogea en ces termes : « Quelles solutions devons-nous apporter pour agir face aux dérèglements du monde ? Comment protéger l'environnement qui nous entoure ? » Une première réponse fut apportée par Germaine : « Il est de notre devoir de protéger nos ressources et cela passe par le changement de notre mode de consommation. Cultivons nos terres, diminuons l'importation de produits de première nécessité. […]

Oncle Sam observait la scène, en spectateur amusé. Il trouvait l'idée absurde. Il pensait libre-échange, mondialisation, commerce. […]

À la surprise générale, la voix de Laura résonna dans la salle : « Je propose l'autarcie ou l'autosuffisance. Chaque État-Nation devrait être en mesure d'établir un système lui permettant de subvenir à ses propres besoins. En cas de crise, nous aurions à notre disposition tout le nécessaire. Être dépendant des autres, c'est courir à sa propre perte. Je vous rassure Oncle Sam, nous continuerons d'échanger, d'investir et de collabo-

rer ensemble. La priorité réside, toutefois, dans la production locale de biens et services. Je dis Non à la délocalisation de masse. Je dis Non à la déforestation à grande échelle. Je dis Oui à l'Autarcie mesurée ». […] De ces échanges, on retiendra cette maxime :

« Décider de VIVRE selon l'AVOIR,
c'est accepter de sombrer à petit feu.
VIVRE selon son ÊTRE,
c'est accepter de vivre dans la paix,
en autarcie, sans nuire aux autres »

Fatima Ouattou, SNC CONCILIAN (Société Générale)

Lettre à ma petite fille

L'auteur du texte écrit à sa fille encore à venir.
[…] Dire que l'humanité est déréglée reviendrait à dire que nous avons perdu le tempo, mais que nous dansons toujours la bonne valse sur le bon pied. Dire que l'humanité est déréglée reviendrait à dire que nous nous sommes égarés sur une route de campagne, tout en sachant que nous allons quand même dans la bonne direction. Vouloir « régler » de nouveau l'humanité, c'est refuser d'admettre le vrai problème, c'est encourager la politique des petits pas et des demi-mesures, c'est acquiescer silencieusement face à l'inaction assourdissante des décideurs de ce monde. Non, l'homme n'est pas déréglé, il est brisé. Le système dans lequel il vit, qu'il vénère comme un veau d'or, est cassé. L'humanité n'est pas en retard, elle est fracturée. La montre a cessé de donner l'heure, et ce depuis bien longtemps déjà.

Mais rassure-toi, petite fille, rien n'est perdu. Pourquoi ? parce qu'il est encore temps d'agir. Comment, me dis-tu ? Comment agir face à cette humanité qui ne tourne plus ? Eh bien, ne serait-ce déjà qu'en reconnaissant cette réalité, en la criant haut et fort, plutôt que de se satisfaire d'un silence complice. En l'affrontant, plutôt que de se réfugier dans la peur. C'est un premier pas. Mais ça ne suffira pas, tu t'en doutes.

Agir face aux fractures de l'humanité, c'est d'abord reconnaître que ce système n'est pas un absolu ou une divinité, mais une construction de l'homme, qu'il peut, s'il le désire, modifier, déconstruire, rebâtir. […]

Hugo Oulerich, Université Paris-Dauphine

S'inspirer des enfants

[…] Un dernier mot avant de clore cette lettre. L'enfant est enthousiaste par nature. Il sait profiter de l'instant présent en se projetant sans limite dans l'avenir. N'attends personne pour décider de ton futur et de celui de tes enfants. Tout est possible. En 1945, les femmes ont été provisoirement réquisitionnées dans les usines et les bureaux pour remplacer les hommes, le temps de la Seconde Guerre mondiale. Or, à la fin de la guerre, les femmes ont continué à travailler de la même manière. Les tourments de l'Histoire peuvent permettre de presser le cours des avancées sociales. Rêve, pense, écoute, discute et agis. Chaque instant compte. Tout se joue ici et maintenant.

Caroline Perrin, Université Lyon 2

Pour une économie en meilleure santé

[…] Une crise sans précédent qui réhabilite la place de l'État dans l'économie
[…] Face aux dérèglements, l'inefficacité du marché semble criante tant du point de vue de l'allocation des ressources, avec une dépendance parfois paralysante à certains produits importés, que sur le plan sanitaire et social. L'indépendance stratégique chère au Général de Gaulle n'est plus. La relative paralysie de la gouvernance mondiale semble reléguer, encore une fois, les organisations internationales au rang de « machins ». Ainsi, l'OMS a échoué à contenir la propagation du virus et devra dorénavant faire sans les financements américains. Pourtant, la coopération internationale n'a jamais été aussi nécessaire pour vaincre l'épidémie et éviter une deuxième vague. L'État semble réhabilité dans son rôle contra-cyclique en tant qu'assureur en dernier ressort. L'État-providence d'abord, à travers le recours aux services publics, les plans de soutien massif pour sauver l'économie et les aides aux ménages et aux entreprises vulnérables. À cet effet, la généralisation du dispositif de chômage partiel est la preuve que le gouvernement a tiré les leçons de 2008 et s'inspire de l'Allemagne pour tenter de limiter les impacts sur l'emploi et les potentiels effets d'hystérèse de licenciements massifs. […]

Pour un modèle de mondialisation plus durable et plus juste
[…] La solution pourrait résider dans l'instauration d'un *Green New Deal* territorial. Dans *Slow Démocratie*, David Djaiz incite

les progressistes à se réconcilier avec l'idée de Nation et décrit comment celle-ci constitue la bonne échelle pour répondre aux défis actuels. Favoriser les circuits courts permettrait de satisfaire l'exigence de qualité des produits, la prise en compte de la santé et de l'environnement et de l'emploi local. […]

[…] Enfin, une réflexion sur les différences de rémunération rapportées à l'utilité sociale pourrait faire l'objet d'une grande conférence sur les salaires pour redonner toute sa force à la valeur travail. À titre de comparaison, la France est 28e sur 32 des pays de l'OCDE pour la rémunération du personnel soignant.

Quatre actions prioritaires

[…] À rebours des discours parfois défaitistes et pessimistes, des postures favorisant l'inaction ou la défiance, le thème des Rencontres d'Aix 2020 nous invitait à réfléchir aux actions concrètes à mettre en place afin de ne pas subir ces dérèglements et devenir acteurs des changements mondiaux. Celles-ci peuvent se résumer en quatre grandes priorités :

– Réhabiliter le rôle de l'État et des services publics dans l'économie.
– Développer un système fiscal plus juste, davantage adapté à la mobilité des bases taxables.
– Ne pas arbitrer entre croissance et environnement.
– Réaffirmer notre souveraineté nationale dans le cadre d'une Europe indépendante et d'une mondialisation plus juste.

Graziella Raffy, Sciences Po

Covid-19, bénédiction ou malédiction ?

[…] De plus, depuis le début de la pandémie l'activité humaine a ralenti de façon historique et les effets sont d'ores et déjà observables. En effet, on observe une chute des émissions de gaz à effet de serre dans plusieurs endroits du globe, notamment en Chine où la baisse est estimée à 25 %. Paradoxalement, la pollution atmosphérique en Chine tue plus d'un million de personnes chaque année. […]

Cette pandémie a aussi révélé les points noirs de nos sociétés. En effet pour combattre le virus, la moitié de l'humanité a été confinée. Un isolement qui nous pousse tous les jours à démentir Jean-Paul Sartre, l'enfer ce n'est pas les autres. L'injustice sociale est perçue à travers les SDF qui n'ont pas d'endroit où se confiner et sont privés du soutien associatif […].

L'effondrement du système économique qui jusqu'ici était basé sur le principe de crédits et de taux bas poussant ainsi les citoyens à surconsommer. La fragilité des systèmes de santé pouvant atteindre rapidement un stade de saturation et n'étant donc pas prêts à faire face à d'éventuelles pandémies. L'ignorance de la majorité face à des faits scientifiques montrant aussi un manque grandissant d'éducation. Tout étant mis à la lumière du jour, on observe également un éveil collectif progressif.

Cette pandémie est en effet à la fois une malédiction et une bénédiction. On a aujourd'hui à la fois d'un point de vue économique mais aussi sociétal, une opportunité d'agir face aux dérèglements du monde. Il est inconcevable à l'issue de cette crise de revenir à une « normale » qui est précisément le problème. […] L'état d'équilibre global doit être défini de telle sorte que les besoins basiques matériels de chacun sur terre soient satisfaits et que chacun ait une opportunité égale de réaliser son potentiel humain individuel. Sommes-nous capables d'être moins cupides ou est-ce une utopie ? […]

Zineb Raoui, Total Raffinage SA/INSA Rouen Normandie

Une transition inclusive

La fin des oubliés

Face à ces dérèglements, écologiques et sociaux, il est temps de changer d'échelle, de revenir au local et dans nos territoires. Le confinement montre la fracture sociale et territoriale sous un jour nouveau. La campagne n'est plus ce lieu qu'on quitte, elle devient le lieu où l'on cherche à vivre. Pourtant on connait ses problèmes, multiples : chômage des jeunes, accès compliqué aux services publics, déserts médicaux, fermeture de classes. Pourtant, les ruraux et habitants de la périphérie ne veulent pas partir, et les citadins aimeraient s'y installer. […]

Camus disait « Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse. » Alors nous aussi gardons cette vocation et ce désir brûlant de changer les choses. […] Ne rentrons pas dans une querelle de génération, gardons notre unité. Il est inutile de chercher des coupables, cherchons plutôt les solutions.

Bastien Rébéna, Sciences Po

Face à une crise, le changement

Un renouveau pour notre planète ?
Avant cet instant nous assistions à des catastrophes naturelles et d'autres dues à l'homme : les tensions entre les États (Iran-USA), les pays qui quittent une Union (Brexit), la planète envoyait des signaux de faiblesse (canicules récurrentes), les poumons de notre monde qui s'éteignent (Amazonie), la montée de l'extrême droite (Italie, Autriche), les massacres humains (Ouïghours) et tant d'autres...

Pourtant aujourd'hui, un virus bouleverse notre planète : le Covid-19, appelé également coronavirus. […] Nous devons l'affronter dès à présent et ensemble.

- Pendant le Covid-19, en Syrie, au Yémen, au Cameroun et aux Philippines une trêve, un appel au cessez le feu, suggéré par l'ONU est adopté.
- Pendant le Covid-19, les entreprises ont enfin été écoutées : remise d'impôts, exonérations, fonds d'investissement, baisse des coûts des matières premières…
- Pendant le Covid-19, les gilets jaunes ont enfin été entendus : ils ont obtenu une protection sociale renforcée, une baisse du prix des carburants.
- Pendant le Covid-19, les inégalités de genre, de religion, de richesse, de culture, de savoir se sont estompées.
- Pendant le Covid-19, la planète a obtenu ce qu'elle souhaitait : baisse du taux de pollution, baisse des rejets de gaz à effet de serre et régénération de la biodiversité. […]

Dans le secteur économique, l'État doit réguler les marchés tout en pensant distances courtes. Des normes incitatives doivent être mises en place pour limiter la délocalisation de certains secteurs d'activité à l'international, notamment, les secteurs comprenant la santé et l'alimentaire. La France est un pays agricole, nous devons relancer une production locale, en mettant en place de vraies solutions pour les producteurs français. La crise actuelle nous a permis de comprendre le besoin d'avoir une vraie production locale, notamment dans l'industrie sanitaire et pharmaceutique (fabriquer national / européen : masques, gels hydro-alcooliques, blouses). Dans les entreprises, les services informatiques ont dû équiper en un temps record, l'immense majorité des collaborateurs pour qu'ils puissent travailler à domicile et continuer à rendre un service de qualité aux clients. Le recours au télétravail, aux réunions via Skype ou Zoom (ce qui limite les déplacements à l'étranger, ou au sein d'un même pays) doit être favorisé. […]

Magali Richaud, HSBC / ESSEC Business School

Comme la flèche de la cathédrale

Ma grand-mère avait raison : quand le monde se dérègle, quand tout part en vrille, le plus sage est de rester droit, sans plier, sans suivre, sans rompre non plus. C'est la meilleure parade qu'elle ait trouvée à la fois contre l'interventionnisme naïf de grand-père, et contre la prudence qui ne mène qu'à l'indécision. C'est son serment de Strasbourg : rester droite et se rappeler qu'il n'y a pas d'encre qui ne s'efface pas, pas de drapeau qui ne change de couleur, mais qu'une chose demeure, la flèche, qui montre le ciel.

Laura Sibony, École de la Parole, Strasbourg

Agir aujourd'hui

Voilà une phrase qui évoque bien des pensées, des idées et des questions. Un appel à l'action qui nous pousse à réfléchir sur notre responsabilité personnelle et collective face aux grandes transformations que nous vivons et face aux grands défis que nous devons affronter.

« Agir face aux dérèglements du monde » c'est quoi ?

- C'est avoir le courage d'imposer sa vision, en tant qu'individu, groupe ou nation.
- C'est avoir la volonté d'améliorer ou de protéger ce que l'on aime ou ce que l'on croit.
- C'est s'opposer à ce que l'on juge anormal, immoral ou injuste autour de nous, qu'il s'agisse de notre quartier, de notre pays ou de notre chère Terre.
- C'est faire preuve d'humilité et de respect, sinon ce n'est plus agir, c'est « combattre » et l'histoire montre que combattre des dérèglements ne fait qu'en créer d'autres, parfois pires.

Cet appel à l'action est donc avant tout un appel au discernement. Les problèmes mondiaux que nous vivons et auxquels nous nous efforçons de porter remède, pauvreté, sécurité, alimentation, lutte climatique, préservation de la biodiversité, sont en réalité la somme de problèmes localisés, spécifiques, uniques, parfois amplifiés par des phénomènes globaux. Mais chaque dérèglement trouve racine localement.

Alors le premier défi que nous devons affronter, c'est finalement celui de l'entendement, notre capacité à penser un tout aussi complexe que le monde et ses dérèglements. Quand

bien même nous aurions fait le tour du monde plusieurs fois, rencontré des millions de personnes et appris des milliers de langues, nous resterions dans l'incapacité de penser la complexité des problèmes du monde. Non par méconnaissance mais parce que notre raison ne nous le permet pas. Malheureusement… Ou heureusement peut-être, car que serait un monde où chaque individu oserait imposer sa vision et ses idées pour les quelques milliards d'autres autour de lui ?

[…] L'actualité nous donne un bon exemple. Ce que la crise du Covid-19 nous apprend c'est qu'il est possible d'unir nos forces et d'agir efficacement face à un dérèglement aussi soudain, terrible et massif qu'une pandémie.

Maxime de Simone, Sparkmate

Pensées poétiques pour une société idonéiste[1]

Ce poème vise à mettre des mots sur les maux du monde en confrontant le lecteur à ses turpitudes comme catalyse d'une transformation profonde de notre mode de vie. Agir par volonté et non par dépit face au scepticisme, au fatalisme. […]

Le temps n'est plus au plaisir, au pouvoir d'avant
Quel plaisir de reprendre le temps maintenant
Pour faire l'autopsie clinique du temps mort
Le monde impatient ne fera plus de tort

L'homme a préféré vivre dans l'insouciance
Maintenant est venue l'heure de la sentence
Prétentieux de vouloir supprimer des lits
Dépenses de santé ne sont pas maladie […]

La nescience croît, efface théories
On croit plus qu'on ne démontre, on divise et prie
Dû à la recherche le temps n'est pas perdu
Lorsque égarés nous trouverons l'inattendu

Sots que nous fûmes notre planète est en feu
D'insouciance nous nous prîmes pour des dieux

1. Idonéisme, néologisme forgé sur « idoine ». Concept inventé par le philosophe des sciences Ferdinand Gonseth au XXe siècle. Essentiellement un pragmatisme.

Vivant aujourd'hui en semant la mort demain
À présent à genoux implorant des deux mains […]

Tous bloqués dans l'espace et prisonniers du temps
Nos vies nous font face, nous sommes pénitents
Le temps ne s'accélère ni ne ralentit
Changeons avant que ne s'enfuient toutes nos vies

Société consommatrice fait confondre
Joie, plaisir, besoin et envie à s'y méprendre
Le bonheur ne se produit pas, il se cultive
Ce qui s'achète n'a qu'une valeur fictive

Cessons de rester dans l'inaction présente
Rompons notre procrastination pesante
En brassant du vent ne vient pas de l'énergie
Recycler le passé n'est pas écologie […]

La fête est finie il est temps de ranger
Même avec la pression, pas de mise en bière
Sauf à garder les cadavres de nos manières
Tels des fêtards saouls oubliant la nuit passée

Émeric Stamper, Safran/ENSTA, IP Paris

Les trois tamis[1] *de l'économiste*

Une économiste engage une discussion avec un responsable politique en campagne. Elle lui propose de faire passer son programme à travers les tamis de l'appréciation, de la justesse de l'action et des attentes à l'égard de la science.

« J'ai lu ton programme, dit l'économiste. Tu veux convoquer les forces vives de la société dans ta campagne. Tu veux faire élire des citoyens ordinaires, reconstituer le lien de confiance entre représentants et représentés. Mais que se passe-t-il après la campagne ?
– Nous fondons notre campagne sur toutes les bonnes volontés. Nous devons réveiller le sens civique chez les électeurs. Trop longtemps seuls les militants se sont engagés. Les meetings deviennent des grandes messes mais comment faire autrement ? Nous essayons de ramener les électeurs au centre des enjeux, et si tu veux nous y aider, tu es la bienvenue. »

1. D'après le test des trois tamis de Socrate, de vérité, de bonté et d'utilité.

L'économiste lui lance un sourire en coin. Elle attrape une bouteille d'eau à portée et boit une gorgée, consciente qu'il attend sa réponse.
« Je te rejoins sur un point, finit-elle par dire. Il semblerait qu'il y ait une corrélation inverse entre confiance et demande de régulation des citoyens. Mais la confiance se construit dans la durée et vient d'en bas, selon l'expression consacrée. Elle ne se décrète pas, elle ne s'invoque pas.
– Mais elle se travaille, intervient le politique.
– Si tu veux. Cela dit, les derniers travaux de science politique montrent les avantages à dépasser ce genre de tactiques électorales. Elles sont trop ponctuelles, voient trop à court terme et peuvent créer du ressentiment, voire une fracture. Tu pourrais préférer une stratégie de participation citoyenne spontanée, ça te permettrait d'apprécier les enjeux à long terme. Si ça t'intéresse, je t'enverrai des liens. […] »

Louis Stroeymeyt, Institut de l'Économie pour le Climat / Sciences Po

Le monde mis à l'épreuve

[…] Dès lors, sur quelles bases doit-on réinventer le travail ? Peut-être faut-il d'abord changer de prisme et voir des investissements là où aujourd'hui on voit des coûts ? La question écologique, pour faire écho au début de notre réflexion, pourrait se révéler être une opportunité et non une contrainte dans la crise du travail, une manière de retrouver le plein emploi. Il y aura certainement des emplois supprimés par la reconversion technologique et écologique mais aussi et surtout des emplois créés. Toutefois, cette restructuration et ces recompositions nécessitent une transition juste. Il faut absolument éviter les restructurations qu'on a pu connaître et qui consistaient à évincer les cinquantenaires par retraite anticipée. Pour viser le plein emploi, ce surcroît de travail résultant de la transition technologique et écologique pourrait être mieux partagé et distribué. En France, la réduction du temps de travail avec la loi Aubry a en effet permis de créer 350 000 emplois. Pour viser le plein emploi et mieux partager le travail, il faudrait privilégier cette réduction du temps de travail pour éviter de recourir, comme ont pu le faire l'Allemagne ou le Royaume-Uni, à la fragmentation du travail par le temps partiel qui a entraîné la précarisation d'une partie de la population.

Julien Thual, Université Paris-Dauphine

J'ai tellement envie d'y croire

L'épidémie du Covid-19 nous oblige tous à revoir nos modes de fonctionnement, professionnels ou privés. Après cette crise, il apparait évident que certains comportements récents vont se poursuivre et que certaines tendances vont s'accélérer.

Pendant cette période de confinement, le bureau s'installe à domicile. Ce qui chamboule les habitudes des salariés, les rapports humains et l'organisation du travail : 89 % des télétravailleurs ont découvert le *home office* depuis le début du confinement ! Cette crise a levé certaines barrières par la force des choses : questions des équipements, cyber-risque. Ce qui nous amène à nous interroger sur l'après-confinement : comment va s'organiser la vie au bureau ? Va-t-on retrouver ses collègues comme avant ? Va-t-on continuer à se regarder par écran interposé ? On peut ressortir de cette crise avec une réinvention des modes de travail. Le coronavirus peut être un accélérateur de la tendance de l'agilité des entreprises : ré-aménagement des locaux professionnels, investissements dans l'amélioration du matériel informatique à distance, autonomie des équipes. Émile Servan-Schreiber prédit même des « avatars hologrammes multilingues » pour éviter les déplacements professionnels à l'étranger. Le lien humain qui fait la culture de l'entreprise serait-il ainsi remis en question ? Je ne pense pas. L'expérience du télétravail, des échanges téléphoniques, de l'interdépendance que nous vivons en étant isolés nous éclaire sur le bien-être au travail. Et nous rappelle que le besoin des contacts humains, les interactions quotidiennes sont indispensables à notre accomplissement.

L'effet du confinement bouscule notre mode de travail et surtout notre mode de consommation. Durant cette période de privations, la primeur est donnée aux produits qui rassurent et qui apportent un lien. On redécouvre les services de proximité, la production locale, les circuits-courts. On assiste également à des mouvements de solidarité : certaines enseignes de grande distribution font appel aux producteurs locaux pour les aider à écouler leurs stocks. Je souhaite que de ce rapprochement circonstanciel naisse un partenariat de long terme. Qu'on torde le cou au dogme selon lequel : acheter local serait plus cher. Et qu'on se rende compte qu'il est possible de réduire voire de supprimer de nombreuses consommations non essentielles sans nuire à notre qualité de vie. Cette révolution alimentaire peut nous permettre de sauver notre agriculture, de reconnecter la ville à la campagne et surtout de sauver notre planète – la production alimentaire est la plus grande source de dégradation de l'environnement. Au-delà de nos comportements alimentaires, j'espère que nous avons pris conscience que notre mode de vie peut engendrer des

crises. Sans déforestation massive, nous n'aurions peut-être pas été atteints du coronavirus. Alors, arrêtons de défendre ce système destructeur. Et agissons !

Hugo Valla, Fédération Bancaire Française

Agir à travers l'homme et ses constructions sociales

L'espoir derrière les évènements traumatisants

[…] À la suite de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est ravagée et menacée. Les sociétés sont divisées entre résistants et collabos, l'économie est exsangue. C'est pourtant à ce moment que se produisent des avancées sociales majeures : le vote des femmes et la sécurité sociale. C'est aussi le début de la construction européenne et d'une période de prospérité économique sans précédent. Comment l'expliquer ?

La guerre a d'abord créé une volonté sociétale de changement. Chez les populations, l'universalité du stress de l'occupation a pu constituer un ciment inter-classes et inter-genres. La présence de femmes et de classes sociales variées dans les réseaux de résistance a instillé une envie d'égalité. Cette période a aussi été caractérisée par l'émergence d'une nouvelle classe politique, à même de transformer la volonté de changement en action. La collaboration et la résistance ont peut- être fait le tri entre les « bons » et les « mauvais » leaders : les décideurs ont dû choisir ouvertement leur camp au risque de leur vie, révélant alors leur consistance morale. Aussi, les épreuves vécues par une majorité de Français ont permis l'émergence d'une lucidité et d'un sérieux politique. Pour profiter de ces phénomènes, ne nous détournons pas des enjeux de long terme après les périodes difficiles. C'est justement de ces moments qu'émergeront des solutions.

Pendant l'épidémie, les gouvernements agissent. Des chambres d'hôtel ont été fournies en masse aux sans-abris. Pourquoi a-t-il fallu attendre une telle crise pour cela ? Les individus agissent. Partout, des initiatives solidaires permettent aux personnes fragiles de passer la crise. La vitesse des changements opérés révèle une capacité étatique et individuelle à l'action. Des TGV médicalisés, pensés à la suite des attentats, ont transporté des malades aux quatre coins de la France. Nous gagnons donc à anticiper les désastres, et toute anticipation rend notre société plus résiliente. Le biais de représentativité, ce sentiment que nous avions d'être invulnérables a volé en éclat avec l'épidémie. Il est temps de considérer les menaces sérieusement, de s'attaquer à leurs fondements, et de se prémunir contre leurs effets.

Que faire de tout ça ?

L'économiste a un rôle humble dans la résolution des problèmes du monde. En apportant de l'efficacité dans une multitude de sujets parfois déconnectés, il peut donner de la marge de manœuvre à nos gouvernants. Pour reprendre l'expression d'Esther Duflo, il doit remplir son rôle de « plombier » de l'économie. Il faut aussi prendre garde à ce que l'action ne se limite pas au geste individuel mais s'étende à la persuasion de nos congénères.

Le négationnisme, la politisation de la science, la tentation de *free-rider*, les attentes démocratiques, l'émergence globale d'un mouvement citoyen, la difficulté comptable d'évaluer la répartition des efforts entre les pays, les dépendances variées aux énergies fossiles, la géopolitique, l'argument de « droit au développement », l'aversion au changement, l'ego des dirigeants, les attentes du peuple… autant de paramètres complexes et mouvants qu'il importe de considérer pour agir efficacement. La psychologie, la géopolitique, l'économie, l'éloquence, l'histoire, la ténacité, la diplomatie… Autant de connaissances et talents nécessaires au déploiement d'une action. Il y a à souhaiter que les décideurs soient bien entourés. Il ne faut pas céder au défaitisme, analyser les problèmes avec fraîcheur d'esprit et s'inspirer des réussites historiques.

L'action globale est le domaine du politique. Cependant, avant de désigner des coupables politiques à l'inaction, il convient d'interroger notre contribution personnelle au système. Nous avons tous un impact direct, sociétal et politique sur les dérèglements du monde.

Paco Viry, École polytechnique

La prairie aux arbres stériles

Lors d'une conférence à laquelle j'assistais sur les enjeux du changement climatique, quelqu'un avait demandé à l'intervenant : « Selon vous, alors que nous sommes très conscients de l'ampleur et de l'imminence du dérèglement climatique, comment expliquer que personne n'agit ? » La fin de l'événement approchant, le conférencier n'avait pu formuler que quelques phrases avant de libérer la salle. S'il avait eu plus de temps, voici la réponse qu'il aurait pu faire : « Imaginez une vaste prairie, où coexistent dans la bonne entente de multiples espèces d'animaux. Tous se nourrissent des nombreux arbres fruitiers, qui apportent à chaque espèce la quantité de nourriture nécessaire. En passant d'arbre en arbre, les animaux contribuent à la pollinisation et participent à l'entretien de l'écosystème. Pour fluidifier les échanges avec les prairies voisines qui possédaient d'autres types de fruits, on se mit progressivement à utiliser les fleurs, belles et précieuses, comme monnaie d'échange. Se prenant au jeu, certains animaux se mirent à cueillir toutes les fleurs, les coupant avant qu'elles ne puissent donner naissance à des fruits. Le système d'échange florissant, la forêt se changea en magnifique jardin, paré de mille couleurs. Mais les arbres devinrent stériles.

Après être passé tout près de l'anéantissement, les animaux se ressaisissent.

[…] Construire un consensus pour agir
On se disputa longuement sur le rôle que devrait occuper le Concile : certains considéraient que c'était à lui de définir l'ensemble du nouveau comportement qu'adopteraient les animaux, d'autres s'indignaient qu'on confère à un petit groupe le pouvoir de restreindre leurs libertés. Au cours de la discussion, on suggéra que le Concile instaure une distribution quotidienne de fruits à chaque animal, en fonction de la taille de son estomac et de son appétit. Certains objectèrent que cette pratique risquait de décourager les animaux de participer à la cueillette et ferait péricliter le système de pollinisation par l'action collective. Ce fut à nouveau la cohue parmi les animaux. On s'accorda finalement pour dire que le rôle du Concile serait de veiller à ce que les actions de chacun soient compatibles avec l'intérêt de toute la prairie. Pour cela, il pourrait édicter des règles de cueillette maximale par animal, soutenir les meutes qui aideraient les plus faibles à se nourrir, et pénaliser les animaux qui accumuleraient une quantité trop importante de fleurs sans les échanger contre de la nourriture ou des services rendus par d'autres membres de la communauté. On convint enfin que ces changements ne sauraient être mis en place à la seule échelle de la prairie : la mutation des arbres se propageant également aux alentours, il était nécessaire d'élargir ces règles aux communautés de tous les versants. Sans cela, les efforts de limitation de la cueillette seraient non seulement vains, mais empêcheraient en plus la communauté de se procurer des fruits auprès des autres prairies, qui continueraient à exiger de grandes quantités de fleurs en contrepartie de leurs marchandises. S'engagea alors un cycle de discussion avec tous les conciles et les meutes des alpages voisins. […] Après d'ardues négociations, les représentants des différentes communautés parvinrent enfin à des consensus qui leur permettraient de sauvegarder tout à la fois la richesse de leurs échanges et la fertilité des arbres.

Tout comme l'accord que construisirent les animaux fut le fruit de longues discussions, il appartient à la société des hommes de continuer à se rassembler en chaque occasion possible pour confronter les points de vue – ceux des puissants comme des souffrants, des jeunes comme des sages. C'est par ce processus de maïeutique collective que les États, les entreprises privées et la société civile pourront agir ensemble face aux dérèglements. De confrontations en conciliations, nous bâtirons ensemble les principes d'une action basée sur une responsabilité commune, et justement partagée.

Oriane Wegner, Banque de France

—

Les quatre saisons

La musique serait-elle le reflet de nos sociétés ?

À l'image des *Quatre Saisons* de Vivaldi, l'hiver, période de remise en question et de manque s'oppose au printemps, saison de prospérité. Nous sommes passés d'une société d'abondance à une société de rareté, d'une période remplie d'harmonie à une ère de déséquilibres, d'une mélodie apaisante à un requiem inquiétant. Au printemps, la vivacité des croches mène la danse tandis qu'en hiver le poids des silences se fait lourd. À la suite d'un été flamboyant, les dérèglements apparaissent un à un, à la manière des feuilles tombantes. Les feux en Australie, les crises socio-économiques en Amérique latine, la montée crescendo des inégalités : nos sociétés de consommation sont dos au mur… Le coronavirus en est le point d'orgue, se joignant aux autres dérèglements, nous imposant une révolution, une rupture. Montant d'une octave à une autre, passant d'une gamme à l'autre, ajoutant un dysfonctionnement aux autres : dans une telle logique, les dérèglements paraissent être si nombreux que remonter au premier bémol semble trop complexe. […]

Une des perspectives actuelles du développement est le développement durable. Notre objectif n'est pas un niveau zéro de pollution, mais de faire consensus quant à des normes de degrés de pollution ne compromettant pas les modes de vie des générations futures. Nous retiendrons ici la proposition d'un marché mondial de quotas de carbone de Jean Tirole, qui répondrait à trois exigences : l'unicité du prix du carbone, la crédibilité des engagements des États (avec la mise en place de sanctions) et une adhésion des principaux acteurs (par des allocations initiales de quotas plus généreuses aux États réticents). Un prix du carbone assez élevé permettrait aux agents de modifier leurs comportements durablement. Mais cette mesure nécessiterait la volonté commune des États. Le coronavirus pourra-t-il susciter la prise de conscience nécessaire au changement des mentalités ?

Les nouvelles technologies comme l'Intelligence Artificielle pourraient proposer des perspectives d'avenir qui faciliteraient le quotidien de nos citoyens. Par exemple, Microsoft est à l'origine du programme *A.I for Earth* qui a accordé plus de 435 subventions dans 71 pays à des projets apportant des alternatives au changement climatique. Le développement d'une agriculture responsable, la gestion de l'eau et un regain de biodiversité sont au cœur des préoccupations de ces initiatives. Plus encore, l'IA peut être l'alliée idéale dans la gestion de la crise du coronavirus. Cédric Villani met en avant les atouts de l'IA pour la santé : résoudre le problème de la saturation des appels d'urgence, améliorer la gestion du suivi des patients et réduire le coût de la prise en charge, dans son rapport « Donner un sens à l'intelligence artificielle, pour une stratégie nationale et européenne ».

C'est seulement à ce prix là que nous arriverons à agir face aux dérèglements du monde, à jouer ensemble la même partition en suivant les gestes du chef d'orchestre pour faire entendre un final grandiose.

Florian Yefess, CPGE, Notre-Dame des Minimes, Lyon

Une machine à fabriquer l'avenir

Le progrès technique, qu'on matérialise par la recherche et dont la réalisation serait en fait les externalités positives des innovations, est contraint par le marché à ne s'organiser qu'au service du présent. Ou encore, il peut au mieux, travailler à satisfaire la marge supérieure du présent : le court terme. La contrainte de la rentabilité, le joug du profit, organise le progrès technique de sorte à ce qu'il ne satisfasse que le présent. Le progrès, comme Faust, a vendu son âme. Il a vendu son âme à la rentabilité, qui lui permet de satisfaire tous ses désirs en vue de n'améliorer que le quotidien. Le progrès apporte du confort à nos voitures, rend plus puissants nos smartphones. Il nous fait voyager plus loin et plus vite, il nous embellit le quotidien, nous le rend supportable, satisfaisant à tel point que nous n'avons d'yeux que pour l'avenir du progrès, au détriment du progrès de l'avenir. […] Nous cherchons à faire « progresser le progrès » coûte que coûte à tel point que nous sacrifions des hommes pour lui. Nous sacrifions aussi la terre, pour lui. En témoigne l'extraction du coltan, au Congo dans les provinces du Kivu. Il est utilisé pour fabriquer les condensateurs de nos smartphones. Celui-ci est extrait au péril de la vie des mineurs, chaque jour, dans la chaleur des mines rudimentaires pour faire vivre nos smartphones, de plus en plus produits et de plus en plus puissants. Il y'a du sang dans nos cellulaires, mais cela ne les rend pourtant pas humains. Et pour « boucler la boucle », c'est avec ces mêmes nouvelles technologies de la communication que nous pouvons dénoncer les conditions de travail de ces masses de gens inconnus qui les fabriquent. Quel schéma absurde ! Quel progrès !

[…] La machine à fabriquer l'avenir, c'est le progrès. Le progrès qui retrouve un sens moral dans cette vaste usine qu'est le monde. Le progrès qui n'est pas une fin en soi. Le progrès qui améliore sans nuire. Ses fruits doivent être généralisés, étendus à l'entièreté du monde, car là est la véritable révolution.

Maintenant, il nous faut tourner le nouveau film. Un thriller plein de suspense !

Hamym Youssouf, Université de Strasbourg

En guise de conclusion...

En 2013, le sujet donné aux candidats de « La parole aux Étudiants » était « Inventer 2020 ». Cette année-là, cinq contributions avaient été distinguées par le jury présidé par Erik Orsenna dont une rédigée par trois élèves ingénieurs et trois élèves opérateurs réunis sur un même campus à Toulouse au titre prometteur « 2020, le temps de relier ce qui est séparé ». Laissons leur la parole :

« Notre école est portée par une utopie sociale motrice constitutive de notre identité. […] Ainsi, dans nos sites cohabitent des étudiants en École d'ingénieurs et des étudiants en CAP-BEP. […] mais en réalité nous partageons peu. […] Cet essai raconte comment nous, Margaux, Rémy et Quentin, élèves-ingénieurs et Issam, Hossein, Sokiful avons essayé ensemble d'inventer 2020. En prenant le temps de se comprendre […] En partant de l'idée que l'invention doit être partagée pour se réaliser, nous avons tenté de relier ce qui est séparé. »

Les six auteurs ont déterminé trois temps distincts pour arriver à réaliser leur invention : le temps de se connaître, le temps de la confiance et celui d'un langage partagé, et enfin le temps de la complexité. Ils concluaient :

« Relier est donc au cœur de la complexité et la complexité, c'est peut-être ce que 2020 présente de plus effrayant. […] Après quatre ans passés ensemble, nous avons relié plus que des étudiants : des métiers, des cultures, des visions, des valeurs, des mots. Mais le résultat est fragile, durant toutes nos rencontres nous nous sommes inconsciemment placés face-à-face, jamais à côté, jamais mélangés. Mais relier et mélanger, est-ce la même chose ? Nous avons émis peu de solutions dans cet essai. Mais relier n'est pas affaire de solutions ! Nous avons simplement expérimenté une autre manière de définir et d'inventer ensemble 2020. En partageant leur travail plutôt qu'en le divisant. » *Le texte est signé de Rémy Tisseyre, Icam ; Hossein Hasani, Dynameca ; Issam Chikhaoui, Dynameca ; Margaux Haag, Icam ; Quentin Duhoit, Icam ; Sofikul Islam, Dynamica.*

Nous repassons la parole à ce jeune actif qu'est devenu Rémy Tisseyre. Que son équipe sache combien leur texte nous a touché à l'époque et encore aujourd'hui.

Inventer 2020 en 2013 a été un exercice palpitant. Aujourd'hui après avoir repris contact avec les auteurs, je tire un bilan de notre expérience commune et de ce qu'il en reste sept ans plus tard. Je reviendrai sur les concepts débattus dans le texte de 2013 à travers le prisme de 2020 pour vous ferai part des éléments qui subsistent et de ceux qui ont disparus.

2020, le temps de relier ce qui est séparé, sept ans ans plus tard

Aujourd'hui, nous sommes en 2020, avec Issam, Sofikul, Hossein, Margaux et Quentin nous avions essayé en 2013 de définir, de comprendre les relations sociétales humaines afin de nous projeter et redéfinir notre idéal dans un futur proche.

Notre idéalisme s'est durement confronté au réalisme du monde. Les liens que nous avons créés ont subsisté deux ans mais très vite lorsque nous avons chacun pris notre voie, tout est devenu plus long, plus distant. Moi-même, je n'ai gardé contact qu'avec Margaux. Le fait de revenir sur mes écrits sept ans plus tard m'a motivé pour reprendre contact avec le groupe. J'étais très enthousiaste de reprendre la plume et de comparer le texte de 2013 avec la réalité de 2020, comme un retour vers le futur.

Grâce aux outils dont on dispose aujourd'hui entre LinkedIn et Facebook, j'ai pu très vite retrouver et envoyer un message à tous mes co-auteurs. M'étant engagé personnellement, j'ai proposé à tout le groupe de co-écrire ce nouveau texte, sans obligation. La vie que nous menons nous impose parfois des limites et je connais la dimension d'un tel travail.

J'ai eu quelques retours sur la vie de chacun, Quentin est maintenant à Lille et travaille pour Décathlon, en tant que concepteur, il va bientôt s'installer en ménage avec sa copine. Sofikul a dû repartir d'urgence au Bengladesh pour s'occuper de sa famille touchée par le Covid-19, j'ai appris qu'il avait un restaurant à Toulouse, mais il a dû tout abandonner pour partir. Margaux vit à Colombiers et travaille dans l'électronique. Je n'ai pas eu de nouvelle d'Hossein. Pour ma part, je travaille actuellement chez Air France en tant qu'ingénieur en maintenance aéronautique spécialisé en structure. Je m'occupe de la maintenance des voilures de Boeing 777 pour Air France, KLM et Air Austral.

Le texte de 2013 était la vision de six jeunes étudiants avec des rites différents, des mœurs différentes. Mais il a été écrit par six

jeunes qui avait une volonté commune de rendre le monde meilleur, ce monde que l'on voyait terni par la croissance à outrance et la surconsommation. Des concepts qui sont malheureusement toujours d'actualité. On dépeignait un monde où le profit justifiait tout, la destruction environnementale, les inégalités sociétales, la spécialisation à l'extrême des marchés devenus mondiaux. En relisant nos termes, d'il y a sept ans, je me rends compte que le monde humain change très lentement. Je constate que la prise de conscience environnementale ne commence que depuis peu. Alors que les scientifiques déplorent la situation depuis les années 90. La nouvelle génération (moins de 15 ans) est très sensible aux questions environnementales et sociétales. Le changement durable se fera de leurs mains. Mais c'est à nous de poser les premières pierres de ce nouveau monde. On se rend bien compte que produire des vêtements au Bengladesh pour fournir le monde entier n'est pas un concept viable. Notre volonté de « relier ce qui est séparé » se retrouve en quelque sorte dans la prise de conscience collective que notre génération entreprend. Le plus dur est d'amener avec nous, les générations précédentes.

Le concept des trois temps développé dans le texte de 2013 est un concept aujourd'hui facilement applicable. Mais pour que celui-ci soit pérenne, il faut garder un but commun. Notre groupe s'est réuni pour écrire un texte, le texte étant achevé, le but étant atteint, notre groupe de jeunes s'est naturellement disloqué. Mais ce concept ramené à une entreprise avec un but commun, défini par ses valeurs devient beaucoup plus intéressant. D'autant plus que celui-ci devient pérenne de par l'existence même de l'entreprise. Il me semble que lorsque l'humain redevient la clef des échanges, notre concept sociétal est la première pierre d'un édifice plus grand. Un édifice qui, poussé à l'extrême, peut aussi englober et réduire les impacts environnementaux car c'est l'humanité qui est concernée par le changement climatique. La Terre subsistera à tous les changements mais pas l'Homme.

La crise du Covid-19 que le monde traverse montre bien les limites d'un monde globalisé : Nous sommes interdépendants les uns des autres. Un concept qui d'ailleurs donne à réfléchir lorsque l'on sait que les Nations se sont battues dans l'Histoire pour leur indépendance. Les chefs d'États réfléchissent à un nouveau modèle économique avec des marchés et des produits locaux. Ils souhaitent créer de nouveau ce que la mondialisation a tué petit à petit. La spécialisation à l'extrême, à l'échelle d'un pays n'est plus une voie enviable. Nous revenons vers une nécessaire diversité. Une pluri-diversité à avoir dans chaque pays du monde. Un modèle économique qui m'interpelle car il fait référence à notre volonté de définir et de comprendre les relations des hommes, de redonner la richesse par la diversité, ce que nous avons fait à travers notre texte de 2013. La division des tâches, la division des mœurs, les fractures d'un pays face à la division de son peuple amène nécessairement celui-ci à la destruction. On peut créer des parallèles, certes grossiers mais réels, entre relier des salariés dans une entreprise en essayant de parler la même langue (au sens général : connaissance, culture) et relier des peuples qui se déchirent quelque soit la raison, dans le but d'atteindre la pérennité et la stabilité.

Nous sommes humains, le temps de se connaitre, le temps de la confiance, le temps du langage partagé qui aboutissent au temps de la complexité peuvent être appliqués dans tous les domaines pour relier ce qui est séparé car c'est un concept centré sur l'humain.

En sept ans, les liens entres les auteurs se sont dissous mais le concept inventé est toujours fort prometteur. Je me rends compte que le monde évolue lentement mais il bouge. Moi-même j'ai changé, je me sens responsable au milieu des autres. Le texte de 2013 a été écrit avec beaucoup d'enthousiasme et un peu de naïveté sans prendre en compte la dure réalité, qu'est l'économie. C'est un fait, l'économie dicte les directives et le cap à suivre par les pays du monde. Mais je pense qu'il est possible de créer une synergie entre l'économie et l'humain grâce à notre concept. Je suis fier de voir que la méthode que nous avons inventée en 2013 est toujours d'actualité et porte en elle, l'espoir d'un monde meilleur.

Rémy Tisseyre, Ingénieur en maintenance aéronautique

INDEX

I

Quatre Lauréats

Grandeau, Raphaël – Air Liquide 2
Guermi, Sophia – Veolia / IRIS Sup' / GEM 9
Honvo, William – Banque de France 13
Menaa, Sakina – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne .. 21

II

Mention Spéciale
du Jury

Klotz, Nathan – Université de médecine, Strasbourg 28

Coups de Cœur
du Cercle des économistes

Alexandre, Louis – ESSEC Business School 34
Giustiniani, Anaïs – Wavestone 35
Guérin, Hugo – GAZOCEAN 37
Mbow, Élie – Groupe La Poste 39
Spitz, Sarah – Aneo 41
Taufflieb, Augustin – HEC Alumni 43

L'indication de double appartenance universitaire et professionnelle correspond à une formation en alternance.

III

Morceaux Choisis

ABC

Abdallah, Waël – Sciences Po 52
Abdelhamid, Aymen – Université de Montpellier 52
Albert, Quentin – Amundi 53
Andreescu, Marie-Renée – ENS 54
Ané, Cédric – Groupe BPCE 55
Arnout, Florian – ESSEC Business School 55
Aubert, Capucine – Sciences Po Aix 56
Barré, Damien – Banque de France 57
Barret, Albéric – Université de Strasbourg 58
Bechchani, Khalil – Université Clermont Auvergne 59
Belle-Larrant, François – CentraleSupélec 60
Bellion, Nicolas – Banque de France 61
Beuve, Estelle – EM Strasbourg / Université de Strasbourg 63
Bonicel, Bastien – Deloitte 64
Cagny, Édouard de – ESSEC Business School 65
Caron, Matthieu – Moody's 68
Chapuis, Chloé – ESSEC Business School 69
Cleirec, Tanguy – Wavestone / EM Lyon 69
Conseil, Guila – Collège d'Europe 70

DEF

David, Anthonin – Deloitte 72
Dubost, Tristan – IUT de Caen 73
Durand, Marie – Orthophoniste 74
Easwarakhanthan, Thayaliny – Enedis 75

INDEX

GHI

Guèye, Diakhère – École polytechnique 76
Iscen, Baran – Sciences Po 78

JKL

Jaillet, Juliette – EFAP Paris 80
Janssens, Mélusine – EY 81
Jehanno, Mathilde – ESSEC Business School /CentraleSupélec 83
Kacem, Olfa – 1618 Consulting 84
Kbaier, Florence – Sciences Po Aix 85
Lacourt, Sacha – Université de Clermont Auvergne 88
Le Bars, Bastien – ESSEC Business School 89
Lenoir, Olivier – ENS 90
Lepotier, Julien – Naval Group 91
Lhomme, Khai Linh – Deloitte 95

MNO

Magne, Élise – Sciences Po Toulouse/TBS 96
Magré, Jean-Guillaume – Banque de France 96
Mailly, Vincent – Groupe ADP 98
Martin de Faure, Hugo – École hôtelière de Lausanne 100
Mbonyinshuti, Kevina – Business France 101
Meghara, Lyes – Natixis 102
Moissenet, Agathe – Sciences Po 103
Monjon, Emma – Sciences Po Aix 104
Moret, Adeline – Chaire TDTE 104
Naour, Lise – Natixis 104
Noguès, Mathieu – Chaire TDTE 105
Ors, Arnaud – Veolia/Sciences Po 107
Ouangraoua, Chris – Université Nice-Côte d'Azur 108
Ouattou, Fatima – SNC CONCILIAN (Société Générale) 110
Oulerich, Hugo – Université Paris-Dauphine 112

PQR

Perrin, Caroline – Université Lyon 2 113
Raffy, Graziella – Sciences Po 113
Raoui, Zineb – Total Raffinage SA/INSA Rouen Normandie 114
Rébéna, Bastien – Sciences Po 115
Richaud, Magali – HSBC/ESSEC Business School 116

STU

Sibony, Laura – École de la Parole, Strasbourg 117
Simone, Maxime de – Sparkmate 117
Stamper, Émeric – Safran/ENSTA, IP Paris 118
Stroeymeyt, Louis – Institut de l'Économie pour le Climat /Sciences Po 119
Thual, Julien – Université Paris-Dauphine 120
Valla, Hugo – Fédération Bancaire Française 121
Viry, Paco – École polytechnique 122

VWXYZ

Wegner, Oriane – Banque de France 124
Yefess, Florian – CPGE, Notre-Dame des Minimes, Lyon 125
Youssouf, Hamym – Université de Strasbourg 126

En guise de conclusion...

Tisseyre, Rémy – Ingénieur en maintenance aéronautique 128

Dans la même collection

Inventez 2020

(2013)

Investissez l'Avenir

(2014)

Imaginez votre travail demain

(2015)

Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ?

(2016)

De quelle nouvelle prospérité serez-vous les acteurs ?

(2017)

Vous avez les clés du Monde, que changez-vous ?

(2018)

Renouer avec la confiance

(2019)

Tous les recueils de La Parole sont accessibles et téléchargeables au format .pdf sur le site : lecercledeseconomiste.fr.

Direction artistique et mise en page : la-caste.com

La parole aux 18-28

Depuis deux ans les candidats de la ***Parole aux 18-28*** traitent le même sujet que les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Cette nouvelle disposition met les participants au cœur de l'évènement et leur permet d'apporter une contribution précieuse aux débats de l'année.

Les auteurs de cette année 2020 ont écrit en pleine pandémie, en plein confinement. On ne peut qu'admirer le sang-froid avec lequel ils ont réagi dans l'espoir que ce dérèglement permettra à leur génération d'affronter les conséquences de la crise et de remonter à ses origines. Ils ont donc en grande majorité fait le lien avec l'ensemble des dérèglements dont souffre le monde aujourd'hui, qu'ils soient écologiques, climatiques ou sociaux.

Les textes qu'on lira ici sont d'une exceptionnelle lucidité. Ils témoignent du courage et de la créativité de leurs auteurs. Rappelons d'autre part que depuis sept ans, ils clament haut et fort que rien ne sera possible sans l'Europe, cette année plus que jamais.

Nathan